Rapport

Novembre 2022

PERCEPTIONS, VULNÉRABILITÉS ET PRÉVENTION

Une évaluation de la menace que représente l'extrémisme violent dans quelques zones frontalières du sud de la Libye et au nord-ouest du Nigeria

small arms survey

UNDP

PERCEPTIONS, VULNÉRABILITÉS ET PRÉVENTION

Une évaluation de la menace que représente l'extrémisme violent dans quelques zones frontalières du sud de la Libye et au nord-ouest du Nigeria

Novembre 2022

Un rapport publié conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Small Arms Survey, grâce au soutien des gouvernements néerlandais et suédois

Crédits

Publié en Suisse par le Small Arms Survey

© Small Arms Survey (Institut de hautes études internationales et du développement, Genève) et Programme des Nations Unies pour le développement, 2022

Première publication en anglais : novembre 2022
Publication en français : novembre 2022

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche documentaire ou transmise, sous quelque forme et par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable du Small Arms Survey et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à l'exception des procédés expressément autorisés par la loi ou selon les conditions convenues auprès de l'organisation de droits reprographiques appropriée. Toute question relative à la reproduction de tout ou partie de ce document hors du cadre précédemment évoqué doit être adressée à la coordinatrice des publications du Small Arms Survey, à l'adresse ci-dessous.

Small Arms Survey, Institut de hautes études internationales et du développement
Maison de la Paix, Chemin Eugène-Rigot 2E, 1202 Genève, Suisse

Coordinatrice de la production : Olivia Denonville
Vérification des faits : François Fabry
Relecture : Stephanie Huitson
Conception et composition : Rick Jones
Imprimé en France sur les presses de Gonnet

Édition : Emilia Dungel
Révision : Alessandra Allen
Cartes : Jillian Luff
Traduction : Aurélie Cailleaud
ISBN 978-2-940548-98-9

Le Small Arms Survey ne prend aucunement position sur le statut ou le nom des pays ou des territoires mentionnés dans cette publication.

Les points de vue, analyses et recommandations qui figurent dans cette publication sont ceux des auteurs, et ne reflètent pas nécessairement celles du PNUD, des États membres qui composent son Conseil d'administration ou, plus généralement, des Nations Unies ou de ses États membres.

Les appellations indiquées sur les illustrations de ce document ainsi que la présentation des données connexes ne supposent en aucun cas que le Secrétariat des Nations Unies ou le PNUD expriment ainsi une opinion relative au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones concernées, à leurs autorités, ou encore au tracé de leurs frontières ou délimitations.

Photographie de couverture : Un Touareg assis sur l'un des rochers du site du Tadrart Acacus, à l'est de la ville de Ghat, en Libye. 8 Décembre 2005. Source : Bertrand Rieger/Hemis

À propos des auteurs

Nicolas Florquin assume, au sein du Small Arms Survey, les fonctions de chef de l'unité données et analyses et de chercheur senior. Il coordonne les projets relatifs aux acteurs armés et aux flux illicites d'armes et de munitions dans différents contextes. Nicolas est également membre du Conseil consultatif pour la recherche du réseau RESOLVE, lequel mène des recherches sur l'extrémisme violent. Il a auparavant travaillé au sein de l'Appel de Genève, une organisation qui œuvre au respect des normes et principes humanitaires par les groupes armés non étatiques. Il est titulaire d'un doctorat obtenu à l'Université de Brighton et d'un master en administration publique obtenu au Middlebury Institute of International Studies de Monterey.

Hafez S. AbuAdwan travaille depuis dix ans dans le domaine de la paix, de la sécurité et de la stabilisation. Il a occupé des fonctions opérationnelles ou de soutien au sein de différentes ONG à but lucratif ou non lucratif, d'agences des Nations Unies, de fondations internationales et d'ONG internationales, parmi lesquelles l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine pour le Proche-Orient (UNRWA), Interpeace, Jerusalem Peacebuilders et Creative Associates International. Il est actuellement analyste au sein du Terrorism-Joint Analysis Group (T-JAG) et chercheur au sein du Geneva Centre for Security Policy (GCSP). Il a précédemment travaillé dans l'équipe du projet Évaluation de la sécurité en Afrique du Nord (SANA) et dans d'autres équipes du Small Arms Survey. Il est titulaire d'un master en gestion de projet de l'Université du Massachusetts à Amherst et d'un master en Études du développement de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève.

Gergely Hideg conseille le Small Arms Survey en matière d'enquêtes et de méthodologie. Depuis 1999, il a mené de nombreuses recherches quantitatives – des enquêtes multi-pays conçues dans une optique d'élaboration des politiques –, notamment axées sur le bien-être, les victimes de crimes et les discriminations. Il a auparavant travaillé pour l'Union européenne et a assumé, entre 2004 et 2010, la fonction de directeur de la recherche pour les études Flash Eurobaromètre. Il conseille actuellement des instituts de recherche privés ainsi que des organisations internationales comme l'Organisation

de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

Alaa Tartir assume, au sein du Small Arms Survey, les fonctions de chercheur senior et de coordinateur du projet SANA. Il est également chercheur associé au sein du Centre d'études sur les conflits, le développement et la paix (CCDP), coordinateur académique pour le compte de l'Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, et chercheur au sein du Peace Research Institute d'Oslo (PRI). Alaa a, auparavant, occupé différents postes, parmi lesquels ceux de professeur invité à Science Po Paris, de chercheur au GCSP, et de chercheur en études du développement international à la London School of Economics and Political Science (LSE), l'université au sein de laquelle il a obtenu son doctorat.

À propos du Small Arms Survey

Le Small Arms Survey est un centre d'excellence mondial auquel a été confié le mandat de produire des connaissances sur tous les sujets relatifs aux armes légères et à la violence armée, connaissances qui doivent être impartiales, factuelles et utiles à l'élaboration des politiques. Il est la principale source internationale d'expertise, d'informations et d'analyses sur les questions relatives aux armes légères et à la violence armée et joue le rôle d'un centre de documentation pour les gouvernements, les décideur·e·s politiques, les chercheur·e·s et la société civile. Le Small Arms Survey est un programme de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, en Suisse.

Le projet est mené par une équipe internationale de spécialistes des domaines de la sécurité, des sciences politiques, du droit, de l'économie, du développement, de la sociologie et de la criminologie. L'équipe travaille en collaboration avec un réseau de chercheur·e·s, d'institutions partenaires, d'organisations non gouvernementales et de gouvernements dans plus de 50 pays.

Les chercheurs qui ont travaillé à l'élaboration de ce rapport ont pu compter sur l'appui des experts du projet Évaluation de la sécurité en Afrique du Nord (SANA) du Small Arms Survey – qui œuvre à la création d'un environnement plus sûr en Afrique du Nord et dans la région du Sahel-Sahara – ainsi que sur leur réseau.

Pour plus d'informations, consultez les sites suivants :

www.smallarmssurvey.org et www.smallarmssurvey.org/sana.

À propos du Programme des Nations Unies pour le développement

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est la principale agence des Nations Unies en matière de lutte contre la pauvreté, contre les inégalités et contre le changement climatique. En collaboration avec un vaste réseau d'expert·e·s et de partenaires basés dans 170 pays, le PNUD aide les pays à concevoir des solutions multidisciplinaires et durables en faveur de la population et de la planète. Le projet régional du PNUD baptisé « Prévenir l'extrémisme violent (PVE) en Afrique » – une initiative conjointe des bureaux régionaux pour l'Afrique et les États arabes – a pour ambition de contribuer au développement des pays du continent africain en leur permettant de lutter plus efficacement contre les problèmes auxquels ils se heurtent et en démultipliant les effets positifs des mesures prises pour atteindre les priorités et aspirations définies par l'Union africaine et les autres entités régionales.

Pour plus d'informations : africa.undp.org et arabstates.undp.org.

Avant-propos

Parce qu'il est porteur de destruction et qu'il touche des zones géographiques toujours plus nombreuses, l'extrémisme violent constitue désormais l'un des plus redoutables obstacles à la paix et au développement. Depuis quelques années, il s'est répandu dans de nombreuses régions du continent africain, et en particulier dans la bande du Sahel. Différents états et communautés sahéliens subissent ses conséquences néfastes sur leur économie, mais aussi leurs progrès en matière de développement transformationnel.

Selon le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent, établi en 2015, nombre des vecteurs de l'extrémisme violent et des conditions qui le favorisent relèvent du champ du développement. Ainsi, les acteurs qui opèrent dans cet espace ont un rôle à jouer pour combattre et prévenir ce fléau et ses causes profondes. Ce rôle est primordial, et s'inscrit dans une complémentarité avec les mesures antiterroristes de nature sécuritaire.

De nombreux acteurs élaborent et mettent en œuvre des programmes et des projets de lutte contre l'extrémisme violent. Pourtant, les informations et données empiriques relatives à l'efficacité de ces programmes restent peu abondantes. De ce fait, les programmes sont élaborés sans tenir compte de certains risques et de certaines dynamiques conflictuelles, et cette lacune stratégique compromet, plus généralement, l'intégration transversale de la prévention de l'extrémisme violent dans toutes les initiatives visant à atteindre les objectifs de développement.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est considéré comme un acteur de premier plan dans la prévention de l'extrémisme violent en Afrique, notamment grâce à son projet régional de prévention mis en œuvre dans 22 pays africains depuis 2016. Cette initiative multipartite d'envergure continentale, baptisée « Prévenir et lutter contre l'extrémisme violent en Afrique : une approche axée sur le développement », œuvre avec les gouvernements nationaux, les institutions régionales, la société civile et les institutions religieuses pour obtenir, collectivement, des résultats probants en matière de prévention de l'extrémisme violent, mais aussi pour produire des

connaissances et des données qui permettront de mieux comprendre l'extrémisme violent dans une perspective systémique.

En 2017, le PNUD a publié un rapport intitulé « Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique : moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs ». Celui-ci a été conçu pour combler les lacunes existantes et étayer les politiques et programmes en mettant en lumière les motivations ainsi que le point de vue des personnes recrutées par les groupes extrémistes violents sur les avantages que leur procurent leurs activités relevant de l'extrémisme violent. Il montre notamment que les attentats perpétrés dans les villes attirent tous les regards, mais que l'extrémisme violent s'enracine souvent dans des zones reculées – des régions périphériques pour ce qui concerne le développement, et souvent frontalières de deux pays ou plus – dont les populations sont politiquement, socialement et économiquement marginalisées. Les personnes qui vivent dans les zones frontalières marginalisées sont plus susceptibles que les autres d'être recrutées par les groupes extrémistes violents, dans la mesure où ces groupes sont particulièrement actifs dans ces zones et les institutions étatiques peu présentes.

L'État islamique a étendu ses opérations jusqu'aux zones frontalières du sud de la Libye et a décuplé le nombre de ses attaques au Sahel depuis 2007, ce qui constitue une menace considérable à la sécurité humaine, au développement et à la stabilité dans toute la région. La communauté internationale a non seulement évoqué ce problème à l'occasion de la conférence de Berlin sur la Libye, qui s'est tenue le 20 janvier 2020, mais elle a aussi appelé les parties prenantes concernées à prendre des engagements plus fermes en matière de lutte contre le renouveau de l'extrémisme violent dans la région. Dans ce contexte, le PNUD a reconnu qu'il était nécessaire de mener des recherches complémentaires pour renforcer les interventions menées dans ces environnements complexes et faire en sorte qu'elles tiennent compte des dynamiques des conflits et qu'elles soient fondées sur des connaissances factuelles. Il s'agit d'une condition indispensable pour que les mesures préventives transfrontalières portent leurs fruits, améliorent la cohésion sociale, contribuent au développement de ces zones et les conduisent vers la paix et la prospérité.

Cette étude propose une vision empirique renouvelée – et fondée sur des données primaires – des facteurs susceptibles de favoriser l'extrémisme violent dans la région frontalière du sud de la Libye. Elle montre à quel point il est nécessaire d'investir profondément et durablement dans la lutte contre le dénuement économique, les clivages et discriminations ethniques, la criminalité transfrontalière organisée et d'autres obstacles à la bonne gouvernance qui constituent des facteurs clés susceptibles, s'ils perdurent, d'exacerber l'extrémisme violent. Les acteurs du domaine du développement doivent donc continuer à se coordonner pour lutter contre les déterminants structurels de l'extrémisme violent et contre les facteurs qui le rendent attractif, et pour renforcer la capacité des communautés à résister aux attraits de ce fléau en Libye, au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad.

Nous adressons nos vifs remerciements au Projet régional de prévention de l'extrémisme violent en Afrique, une initiative conjointe des Bureaux régionaux du PNUD pour l'Afrique et pour les États arabes, pour son travail de mise en lumière de l'évolution de la situation dans les zones frontalières du sud de la Libye dans son rapport intitulé *Perceptions, vulnérabilités et prévention : une évaluation de la menace que représente l'extrémisme violent dans quelques zones frontalières du sud de la Libye et au nord-ouest du Nigeria*. Nous espérons que les conclusions et recommandations de ce rapport permettront d'apporter des améliorations aux programmes existants et de préparer le terrain pour que s'exprime une nouvelle volonté politique de lutter contre la menace que représente l'extrémisme, et contre ses causes profondes, dans la région, et dans le reste du monde.

Stan Nkwain
Directeur, Centre régional de service du PNUD pour l'Afrique, Bureau régional pour l'Afrique, PNUD

Khalid Abdel Shafi
Manager, Pôle régional du PNUD pour les États arabes à Amman, Bureau régional pour les États arabes, PNUD

Remerciements

Ce rapport est composé de contributions et de retours d'information d'une équipe multidisciplinaire mise sur pied par le Small Arms Survey, le Centre de service régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'Afrique, situé à Addis-Abeba, et la Plateforme de collaboration régionale du PNUD pour les États arabes, située à Amman. L'équipe était composée de chercheurs en sciences sociales et de spécialistes des enquêtes, mais aussi d'expert·e·s et de praticien·ne·s du domaine de la prévention de l'extrémisme violent. Le rapport a été co-écrit par Nicolas Florquin, Hafez AbuAdwan, Gergely Hideg et Alaa Tartir, du Small Arms Survey, sur la base des recherches de terrain et des informations fournies par tout un éventail de contributeurs et de partenaires. Le projet dans son ensemble a été géré et coordonné par Nirina Kiplagat, Annelore Beukema et Mohammed Al-Qussari, du PNUD, et par Nicolas Florquin et Alaa Tartir, du Small Arms Survey.

Le recueil des données qui figurent dans ce rapport a été soutenu par les bureaux de pays et extérieurs du PNUD dans cinq pays (la Libye, le Niger, le Nigeria, le Soudan et le Tchad). Ces bureaux ont joué un rôle crucial dans le recrutement et la supervision des équipes de recherche sur le terrain et dans les relations avec les autorités nationales. Les personnes responsables de l'administration et des finances au sein du Small Arms Survey et des Bureaux régionaux du PNUD ont apporté un soutien essentiel en contribuant à la résolution des différents défis logistiques qu'il a fallu relever tout au long de ce projet.

Il convient de remercier tout spécialement les cinq équipes de recherche et leurs coordinateurs respectifs. Ils méritent toute notre admiration pour avoir effectué le travail de terrain nécessaire dans des conditions particulièrement instables et difficiles. Ces cinq coordinateurs sont Olivier Guiryanan du Bureau de conseils, de formations, de recherches et d'études (BUCOFORE) et du Centre de recherche en anthropologie et sciences humaines (CRASH) au Tchad ; Jean-Louis Romanet Perroux, de la North African Policy Initiative (NAPI) en Libye ; Ibrahim Garba, du Centre d'études et de recherches sur la migration et l'extrémisme violent au Sahel (CERMEV) au Niger ; le professeur Anthony

Obayi Onyishi au Nigeria ; et le Dr. Entisar Abdelsadig, du Badya Centre for Integrated Development au Soudan. Anne-Séverine Fabre, du Small Arms Survey, a joué un rôle important en coordonnant différents aspects des recherches de terrain dans les deux pays francophones. Nous souhaitons également exprimer notre gratitude à Diego Shirima, qui a apporté son expertise en programmation des outils de recueil des données et une assistance technique tout au long de la période de recherche sur le terrain. Enfin, nous remercions chaleureusement les centaines de personnes qui ont donné de leur temps et de leur énergie pour répondre aux questions et enquêtes des équipes de recherche dans les cinq pays. Sans elles, sans les informations qu'elles ont fournies, sans les perceptions qu'elles ont livrées et sans les idées qu'elles ont exprimées, ce rapport n'aurait pas pu voir le jour.

Le rapport a aussi été revu et commenté par un groupe de référence mis sur pied par les Bureaux régionaux du PNUD et composé d'expert·e·s et de praticien·ne·s des bureaux de pays du PNUD dans le domaine de la prévention de l'extrémisme violent, parmi lesquel·le·s Joelle Seme Park et Tomas Kral (Centre de service régional du PNUD pour l'Afrique, Équipe PVE) ; Rawhi Afaghani, Anna Karisto, Ellen Hsu, Fadi Abilmona et Aneesa Walji (Plateforme régionale du PNUD, Amman) ; Lacina Barro (PNUD Tchad) ; Patrick McCarthy et Abdoul Wahab Ba (Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, Tchad) ; Emmanuel Maduike et Peter Rundell (PNUD Libye) ; Jean Felix Ntango et Michel Nsengiyumva (PNUD Niger) ; Fredrick Ampiah et Chukwuma Ume (PNUD Nigeria) ; et Khalid Eltahir, Srinivas Kumar et Desislava Kyurkchieva (PNUD Soudan).

Nous remercions également les personnes qui ont revu ce rapport et lui ont apporté des améliorations. Ce processus crucial a été géré au sein du Small Arms Survey par Emilia Dungel et Olivia Denonville, avec le soutien sans faille de François Fabry, responsable de la vérification des faits, d'Alessandra Allen, chargée de la révision du texte, de Rick Jones, pour la conception et la composition, de Jillian Luff, responsable de la conception des cartes, et de Stephanie Huitson, chargée de la relecture. Emilia Dungel a assumé la fonction de révision du contenu, et Jérôme Drevon et Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou celle de pair évaluateur. Gianluca Boo a apporté sa contribution à l'élaboration des encadrés « éclairage », et Callum Watson a abondamment commenté le rapport sous l'angle des politiques. Ngele Ali et Michelle Mendi Muita, de l'équipe communication du PNUD, ont donné des conseils d'ordre général sur le processus de production du rapport.

Ce rapport a bénéficié du précieux soutien de hauts responsables du PNUD, dont Stan Nkwain (Directeur du Centre de service régional du PNUD pour l'Afrique, RSCA), Khaled Abdel Shafi (Directeur de la Plateforme régionale du PNUD pour les États arabes à Amman), Roselyn Akombe (PNUD RSCA, Cheffe de l'équipe gouvernance et maintien de la paix) et Giordano Segneri (Plateforme du PNUD à Amman, Chef de l'équipe gouvernance et maintien de la paix) – et des représentant·e·s et représentant·e·s adjoint·e·s résident·e·s du PNUD Libye, Niger, Nigeria, Soudan et Tchad.

Enfin, il n'aurait pas été possible de produire ce rapport sans la générosité des gouvernements néerlandais et suédois, lesquels ont soutenu la mise en œuvre du projet de prévention de l'extrémisme violent en fournissant des ressources indispensables à la production de recherches factuelles susceptibles d'étayer les politiques et les interventions des programmes.

Table des matières

Liste des encadrés, graphiques, cartes et tableaux **15**

Liste des abréviations **19**

Synthèse **20**

Principales conclusions 21

Observations relatives aux politiques et aux programmes 22

Introduction **31**

1. Le contexte **39**

1.1 La Libye 41

1.2 Le Niger 42

1.3 Le Nigeria 43

1.4 Le Soudan 45

1.5 Le Tchad 46

2. Une revue de la littérature **49**

2.1 Les cadres conceptuels relatifs à l'extrémisme violent 50

2.2 Les moteurs de l'extrémisme violent 51

3. La méthodologie **55**

4. La vulnérabilité des communautés frontalières aux moteurs de l'extrémisme violent **63**

4.1 La misère et les privations 64

4.2 Les insuffisances de l'État en matière de sécurité et de justice 73
4.3 L'incapacité des gouvernements à fournir les services de base 79
4.4 L'importance croissante des identités ethniques et/ou religieuses 79
4.5 L'instabilité et l'insécurité chroniques 87
4.6 Le blocage de la participation à la vie politique et l'influence des groupes armés non étatiques 90
4.7 La prolifération illicite des armes légères et de petit calibre 96

5. Les perceptions relatives aux processus de recrutement orchestrés par les groupes armés 111

5.1 Les pratiques des groupes armés locaux et étrangers en matière de recrutement 112
5.2 Les pratiques des groupes extrémistes violents en matière de recrutement 121

6. Les affinités avec les groupes extrémistes violents et leurs valeurs 125

6.1 Les perceptions relatives aux groupes extrémistes violents 126
6.2 Les perceptions relatives aux valeurs associées à l'extrémisme violent 130
6.3 Les affinités avec l'extrémisme violent 135

Conclusion 139

Notes 142

Références bibliographiques 144

Annexe 1 : Structure du questionnaire de la recherche 148

Liste des encadrés, graphiques, cartes et tableaux

Encadrés

1.1 Terminologie 36

4.1 Un éclairage sur l'exposition aux moteurs de l'extrémisme violent par pays étudié 105

5.1 Un éclairage sur l'exposition de la population en fonction de l'existence perçue de tentatives de recrutement de leurs membres par des groupes armés 112

6.1 Un éclairage sur l'exposition aux moteurs de l'extrémisme violent en fonction des affinités des répondant·e·s avec l'extrémisme violent 126

Graphiques

4.1 Que pensez-vous de la vie que vous menez à présent, sur une échelle de 0 (la pire existence qui soit) à 10 (la meilleure qui soit) ? 65

4.2 Au cours des 12 derniers mois, à quelle fréquence avez-vous ou votre famille. . .? 66

4.3 Au cours des 12 derniers mois, votre famille a-t-elle perçu des revenus supplémentaires outre ceux générés par le travail de ses membres ? D'où provenaient-ils ? 67

4.4 Diriez-vous que, aujourd'hui, trop de jeunes quittent la communauté pour mener une vie meilleure ailleurs ? 69

4.5 Votre famille est-elle impliquée dans le commerce transfrontalier ? 71

4.6 Êtes-vous allé dans ces pays lors des 12 derniers mois 72

4.7 Quels sont les institutions, les groupes ou les individus qui assurent la sécurité dans votre quartier ? 74

4.8 Quelle est votre perception de la capacité globale des forces de sécurité à prévenir et contrôler la criminalité et la violence dans votre communauté ? 75

4.9 Les membres de la communauté sont-ils bien représentés au sein des forces de sécurité dans la région ? 76

4.10 Est-ce que vous-même, ou un membre de votre famille immédiate, avez été personnellement touché par un acte de violence perpétré par des forces gouvernementales nationales ou étrangères qui ont attaqué des membres civils de votre communauté ? 77

4.11 Dans ce pays, avez-vous le sentiment d'avoir personnellement subi une forme quelconque de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 derniers mois, sur la base de votre. . . ? 78

4.12 Dans quelle mesure les membres de la communauté ont-ils accès à chacun de ces services fournis par le gouvernement ? 80

4.13 Les personnes appartenant à votre groupe ethnique/tribal/religieux sont-elles marginalisées ou négligées dans la ville ou le village où vous vivez ? 81

4.14 De manière générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait·e ou insatisfait·e de la qualité des services éducatifs disponibles pour les enfants de votre ménage ? 81

4.15 Quel type d'éducation reçoivent actuellement les garçons et les filles âgés de 6 à 14 ans qui vivent au sein de votre ménage ? 82

4.16 Y a-t-il eu une période pendant laquelle vous avez étudié les enseignements islamiques ou la charia après avoir terminé vos études ? 83

4.17 Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante « la seule religion acceptable est la vôtre » ? 86

4.18 Et diriez-vous que les membres de votre groupe ethnique/tribal/religieux sont opprimés dans la ville ou le village où vous vivez ? 86

4.19 À l'heure actuelle, dans quelle mesure vous sentez-vous en sécurité dans votre quartier de résidence ? 88

4.20 Comment qualifierez-vous le niveau de sécurité actuel dans votre quartier, en comparaison de la situation il y a un an ? 88

4.21 Avez-vous (ou un membre de votre famille immédiate) été personnellement affecté par des violences perpétrées par un groupe armé (sans compter les forces gouvernementales nationales et étrangères) ayant attaqué des civils de votre communauté ? 89

4.22 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous subi une forme quelconque de violence qui, selon vous, était liée à votre genre ? 90

4.23 Avez-vous participé à une manifestation publique, à une marche ou à un sit-in au cours des 6 derniers mois ? 91

4.24 Vous sentez-vous impliqué·e dans les processus de prise de décision qui déterminent l'avenir de votre communauté ? 92
4.25 Qui perçoit les taxes ou les frais que les particuliers et les petites entreprises doivent généralement payer dans cette communauté ? 94
4.26 À propos du rôle de ce(s) groupe(s) armé(s), dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes ? 95
4.27 Certaines personnes considèrent qu'il est nécessaire de posséder des armes à feu dans cette région, d'autres ne sont pas d'accord. Qu'en pensez-vous ? Êtes-vous. . . 96
4.28 À votre avis, les personnes qui possèdent des pistolets ou des armes à feu sont-elles nombreuses dans la communauté ? 97
4.29 À quelle fréquence voyez-vous des civils – soit des personnes qui n'appartiennent pas aux forces de sécurité de l'État (police ou armée) – porter ouvertement une arme à feu dans la région ? 98
4.30 Où pensez-vous que les gens se procurent ou achètent des armes à feu ? 99
4.31 À votre connaissance, de quels pays ces armes à feu proviennent-elles ? 100
4.32 À votre avis, quels sont les pays vers lesquels les commerçants de la communauté acheminent des armes à feu ? 101
4.33 Flux d'armes observés vers les régions étudiées 103
4.34 Flux d'armes observés depuis les régions étudiées 104
4.35 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent 106
4.36 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent selon le sexe 107
4.37 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent selon l'âge 108
4.38 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent selon le type de communauté 109
5.1 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent en fonction du recrutement perçu de membres de la communauté par des groupes armés 113
5.2 Savez-vous si des groupes armés locaux ou étrangers tentent de recruter des membres de votre communauté ? 114
5.3 L'un de ces groupes a-t-il déjà essayé de vous recruter ou de recruter un membre de votre ménage ? 115
5.4 Comment les groupes armés locaux ou étrangers tentent-ils de recruter des membres de votre communauté ? 116
5.5 Êtes-vous personnellement actif sur les réseaux sociaux ou sur une plateforme de chat ? 117
5.6 L'un de ces groupes a-t-il déjà essayé de vous recruter ou de recruter un membre de votre ménage ? 117
5.7 Corrélation entre la participation d'une communauté au commerce transfrontalier et le recrutement par des groupes armés 120

5.8 Connaissez-vous personnellement des hommes ou des femmes de votre communauté qui ont rejoint un groupe armé extrémiste au cours des cinq dernières années ? 121

5.9 Dans quel(s) pays [se sont-elles·ils rendu·e·s pour se joindre au groupe armé] ? 122

5.10 Selon vous, les femmes de cette communauté seraient-elles susceptibles d'assumer l'un de ces rôles dans des groupes armés extrémistes ? 123

6.1 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent selon l'affinité des répondant·e·s avec l'extrémisme violent 127

6.2 Prenons par exemple les groupes Al-Qaïda, Boko Haram, Daech/EI/EIIL ou Al-Shabaab. Dans quelle mesure pensez-vous que les caractéristiques suivantes leur sont applicables ? 128

6.3 Ressentez-vous de la colère, du mécontentement ou de la désaffection à l'égard de l'un des éléments suivants ? 131

6.4 Certains pensent qu'ils est parfois admissible que les militaires ciblent et tuent des civils tandis que d'autres considèrent que ce type de violence n'est jamais justifié. Quelle est votre opinion ? 133

6.5 Certains pensent qu'il est parfois admissible qu'un individu ou un petit groupe d'individus ciblent et tuent des civils, tandis que d'autres considèrent que ce type de violence n'est jamais justifié. Quelle est votre opinion ? 133

6.6 Pour laquelle des causes suivantes seriez-vous personnellement prêt à mourir ? 134

6.7 Accordez-vous la même valeur à la vie ici-bas qu'à la vie après la mort, et œuvrez-vous de la même manière pour l'une et pour l'autre ? 135

6.8 Cet extrémisme est-il effectivement « violent »? 136

Cartes

1 Les régions frontalières étudiées 33

Tableaux

1.1 Les indicateurs sécuritaires et socioéconomiques des pays étudiés 40

3.1 Un aperçu du travail de recherche sur le terrain 56

3.2 Répartition de l'échantillon par pays et classe d'âge 59

3.3 Répartition de l'échantillon par pays et par activité professionnelle 59

3.4 Répartition de l'échantillon par pays et par sexe 60

4.1 Auto-évaluation de degré de dénuement en Libye 68

6.1 Prévalence des affinités avec l'extrémisme violent en fonction du pays, du groupe d'âge et du sexe des répondant·e·s 137

Liste des abréviations

OSC	Organisation de la société civile
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
VBG	Violence(s) basée(s) sur le genre

Synthèse

Selon le rapport intitulé *Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique*, publié en 2017 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les personnes qui grandissent dans les zones frontalières marginalisées sont plus susceptibles que les autres de se laisser recruter par les groupes extrémistes violents. Le Sahel abrite un certain nombre de ces zones frontalières caractérisées par la faible présence des institutions étatiques et l'existence de communautés disparates au sein desquelles, de surcroit, différents groupes armés évoluent et mènent leurs activités. La combinaison de ces facteurs fait du Sahel une zone particulièrement exposée qui mérite une attention toute particulière.

Parmi les régions frontalières sahéliennes, celles qui bordent la Libye semblent offrir des conditions particulièrement favorables à l'expansion des groupes extrémistes violents. Après la défaite, en 2016, du groupe armé non étatique État islamique dans la ville libyenne de Syrte, les combattants extrémistes violents se sont dirigés vers le sud du pays, et ont suscité des craintes quant à la stabilité des zones frontalières libyennes, mais aussi des pays limitrophes comme le Niger, le Soudan, le Tchad et, au-delà, le Nigeria, un pays sur le territoire duquel des armes dont on pense qu'elles provenaient de Libye ont été utilisées pour commettre des actes violents. Les zones frontalières libyennes, tout comme l'ensemble du Sahel, souffrent d'un accès limité aux services publics, de la faiblesse des institutions politiques, de la porosité des frontières, de la mise en œuvre de multiples interventions militaires directes, de la présence de groupes armés, de la prolifération des armes légères et de petit calibre et de l'ingérence de différentes puissances régionales et mondiales, autant de facteurs qui accroissent le risque de voir se développer l'extrémisme violent.

Dans ce rapport, les auteurs tentent donc de mieux comprendre les dynamiques qui sous-tendent ces différents facteurs de risque dans les zones frontalières du sud de la Libye. Il est fondé sur des enquêtes quantitatives qui mettent en lumière le point de vue des populations sur ces facteurs (ou moteurs), sur les acteurs de l'extrémisme violent et sur les valeurs qui lui sont associées. Au total, 6 852 entretiens ont été menés, entre décembre 2020 et juillet 2021, dans des zones frontalières du sud de la Libye, du nord-est du Niger, du nord-ouest du Nigeria, de l'ouest du Soudan, et du nord du Tchad.

Les auteurs ont choisi d'approcher cette problématique du point de vue des communautés locales touchées – ou potentiellement touchées –, et visent à nourrir le processus d'élaboration des politiques et des programmes dans une optique de prévention. Ils relèvent ce défi en analysant l'exposition des communautés des zones frontalières étudiées à sept facteurs susceptibles de favoriser l'expansion de l'extrémisme violent : (1) la misère et les privations ; (2) le déficit de sécurité et de justice ; (3) l'incapacité des gouvernements à fournir les services de base ; (4) l'importance croissante des identités

ethniques et religieuses ; (5) l'instabilité et l'insécurité chroniques ; (6) le blocage de la participation à la vie politique et l'influence des groupes armés non étatiques ; et (7) la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre. Pris individuellement, ces moteurs ne produisent pas systématiquement de l'extrémisme violent, mais les groupes relevant de cette mouvance peuvent instrumentaliser la marginalisation et les discriminations ressenties et les incorporer dans un discours simplificateur susceptible de catalyser la violence.

En outre, cette étude visait à évaluer la mesure dans laquelle les personnes interrogées avaient connaissance des stratégies de recrutement employées par les différents groupes armés qui opèrent au sein de leurs communautés respectives, ainsi que leur attitude à l'égard de certains groupes extrémistes violents et des valeurs que ceux-ci défendent. En mettant en lumière les perceptions des habitant·e·s des zones concernées, les auteurs dégagent des tendances communes à toutes les zones frontalières étudiées et des éléments de compréhension plus détaillés de certaines problématiques connexes. Les groupes extrémistes violents ne contrôlaient pas nécessairement le territoire des zones étudiées au moment où les recherches ont été menées, mais les analyses montrent que la situation est susceptible de se détériorer rapidement si aucune mesure drastique n'est prise pour éviter qu'un nombre important de personnes n'atteignent le « point de non-retour ».

Principales conclusions

- Dans les zones frontalières étudiées, la misère et les privations sont des problèmes majeurs. Au Niger et au Soudan respectivement, 71 et 56 % des répondant·e·s ont exprimé un avis négatif sur leur vie. Dans les cinq pays, plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré avoir « souvent » ou « parfois » manqué d'argent au cours de l'année qui a précédé l'étude.
- Le Nigeria et le Soudan sont les pays dans lesquels la discrimination et la marginalisation fondées sur l'appartenance ethnique ou tribale, ou sur la religion, sont le plus nettement ressenties. Le cas du Soudan mérite d'être noté puisque les répondant·e·s ont affirmé que ces pratiques limitaient l'accès de certaines catégories de personnes aux services de base. Dans le cadre de la prévention de l'extrémisme violent, il convient de porter une attention toute particulière à la combinaison de ces deux facteurs dans la mesure où celle-ci est susceptible d'alimenter et d'exacerber les insatisfactions.
- Les habitant·e·s des communautés frontalières ont, globalement, exprimé des perceptions complexes et nuancées à propos de la capacité de l'État à garantir leur sécurité et leur accès à la justice. En Libye, au Nigeria et au Soudan, les répondant·e·s se sont montré·e·s particulièrement sévères vis-à-vis de leur gouvernement, mais moins vis-à-vis des forces de sécurité, à l'inverse des personnes interrogées

au Niger et au Tchad. Selon l'ensemble des études de cas réalisées, le degré de confiance accordée aux forces de sécurité était légèrement plus élevé quand la sécurité était assurée à la fois par des forces locales (étatiques ou non étatiques) et par des forces nationales ou fédérales.

- Les perceptions relatives à la stabilité et à la sécurité se sont avérées très variables d'un pays étudié à l'autre. Au Nigeria, 61 % des répondant·e·s ont dit se sentir en insécurité ou en grande insécurité dans leurs quartiers respectifs, contre 12 % seulement au Niger, 17 % en Libye, 21 % au Tchad, et 38 % au Soudan.
- De même, les personnes interrogées ont exprimé des avis très divers à propos des armes légères. C'est au Nigeria et au Soudan qu'elles font état des plus hauts niveaux de prolifération. Les répondant·e·s ont évoqué les sources suivantes d'approvisionnement en armes : le marché noir, le marché légal, la production artisanale, l'héritage, les autorités étatiques et les employeurs. Sur base des résultats de l'enquête, on peut penser que les flux illicites d'armes légères qui sortent de Libye pour atteindre les pays limitrophes sont plus abondants que les flux entrants.
- Au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad, une proportion significative des personnes interrogées (19 %) ont dit savoir que des groupes armés étrangers ou locaux tentaient de recruter des membres au sein de leur communauté. Parmi ces 19 %, 11 % ont affirmé que les groupes en question étaient des groupes extrémistes violents.
- Selon les répondant·e·s, hommes et femmes sont également représentés parmi les recrues des groupes armés étrangers et locaux (la proportion d'hommes et de garçons n'était que très légèrement supérieure à celle des femmes et des filles). En revanche, leur perception du rôle des femmes et des filles recrutées était moins uniforme dans les différents pays étudiés. Au Tchad, la fonction de combattante était la plus fréquemment citée (16 % des personnes interrogées), alors qu'elle n'a été que marginalement évoquée par les répondant·e·s nigérien·ne·s.
- 3 % environ des personnes interrogées au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad étaient non seulement extrêmement favorables aux groupes extrémistes violents principaux, mais aussi particulièrement hostiles à différentes institutions, communautés et organisations – dont des entités étatiques, non étatiques et internationales. Il convient de noter que ces répondant·e·s ont affiché un très haut degré de soutien aux actes de violence perpétrés contre des civil·e·s ainsi qu'une ferme volonté de mourir pour un chef.
- Au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad, les répondant·e·s ont exprimé différents degrés de soutien ou d'animosité à l'égard des groupes extrémistes violents les plus connus, comme l'État islamique, al-Qaïda ou al-Shabaab. Les personnes interrogées au Soudan sont celles qui ont le plus fréquemment affirmé qu'il peut s'avérer justifiable de tuer des civil·e·s (52 %), suivies de celles interrogées au Nigeria (32 %), au Tchad (22 %) et au Niger (17 %).

Observations relatives aux politiques et aux programmes

Les observations qui suivent sont fondées sur les résultats de la recherche et sur des consultations approfondies avec les équipes régionales et nationales du PNUD. Elles sont destinées aux personnes responsables de l'élaboration des politiques et aux praticien·ne·s qui luttent contre la violence armée et l'extrémisme violent ou qui tentent de les prévenir dans la sous-région étudiée. Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement sont sans doute nombreux à appliquer certaines des mesures énumérées ci-après dans des contextes spécifiques, mais cette liste est un appel à mettre en place des modalités d'action plus systématiques dans la région.

La misère et les privations

- Les États membres[1], les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient prendre en considération le *nexus* humanitaire-développement-paix quand ils conçoivent les interventions de prévention de l'extrémisme violent qui visent les communautés frontalières. Les programmes devraient être élaborés en fonction du contexte dans lequel ils seront mis en œuvre de façon à proposer des activités intégrées et à permettre aux communautés ciblées de devenir plus résilientes.
- Les États membres devraient veiller à ce que les plans stratégiques nationaux et les dépenses publiques créent des débouchés économiques, mettent des ressources à disposition et visent à mettre en application un développement de long terme pour les hommes et les femmes des zones frontalières marginalisées.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient s'efforcer en tout premier lieu de rendre les communautés plus résilientes, de renforcer leur capacité à mieux se développer, à créer des activités économiques et à diversifier les moyens de subsistance accessibles aux groupes vulnérables et marginalisés, dont les jeunes et les femmes.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient promouvoir le rétablissement des moyens de subsistance et les programmes durables fondés sur des outils tels que l'approche 3×6 et l'Offre de prévention du PNUD, ainsi que sur la promesse figurant dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'Approche 3×6 est un programme innovant du PNUD qui vise à permettre aux groupes vulnérables ou victimes de crises – par exemple ceux qui sont touchés par des désastres ou des conflits – de disposer de moyens de subsistance durables. L'Offre de prévention du PNUD est le résultat d'un travail de toute l'institution pour formuler ses objectifs en matière de prévention et de maintien de la paix et pour promouvoir l'adoption d'une vision axée sur le développement, laquelle permettra de mettre en place des actions précoces et ambitieuses de prévention des crises et de maintien de la paix.

- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient envisager de concevoir des programmes qui viseraient à remettre les normes en question, et notamment le système de la dot qui favorise la transmission du capital social et politique aux hommes mariés (et, dans une moindre mesure, aux femmes mariées).
- Les États membres devraient envisager d'investir dans les activités économiques et les projets générateurs de revenus liés au commerce transfrontalier, et apporter un soutien spécifique aux commerçant·e·s concerné·e·s en les incitant à formaliser leurs activités et en les aidant à accéder aux marchés et à développer leur capacité à se lancer dans des activités économiques productives.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient apporter, à court terme, un soutien « d'appoint » adapté au caractère conflictuel de l'environnement – par exemple des projets de développement communautaire, un accès bon marché au crédit et une assistance financière – tout en continuant à investir dans une vision et des plans de développement à long terme. Dans les zones frontalières, les systèmes de protection sociale doivent non seulement procurer des aides immédiates ou de court terme aux jeunes gens, mais aussi stimuler la reprise socioéconomique dans des niches commerciales, et ce dans le but de rendre moins attrayantes les propositions de recrutement des groupes extrémistes violents.

Le déficit de sécurité et de justice

- Avec le soutien des partenaires internationaux du champ du développement et en partenariat avec les organisations de la société civile (OSC), les États membres devraient veiller à ce que les réformes du secteur de la sécurité et, plus généralement, du système judiciaire résolvent les problèmes de confiance et de légitimité des institutions qui en souffrent. Ces réformes devraient notamment donner la priorité à la police de proximité et aux mécanismes générateurs de sécurité – comme le dialogue civilo-militaire –, et concevoir des interventions visant à améliorer la communication et la confiance au sein des communautés qui se perçoivent comme des victimes de discrimination. Ces initiatives devraient être explicitement liées aux dispositions légales relatives au genre et aux politiques nationales (par exemple la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et les plans d'action nationaux connexes) et viser à faire progresser la représentation des femmes dans les forces de défense et de sécurité, notamment en formant leurs membres à la protection des droits des femmes et la prévention de la violence basée sur le genre (VBG).
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient établir et mettre en œuvre des mécanismes d'alerte précoce susceptibles de détecter et de surveiller les menaces, les risques et les

perceptions liés à l'insécurité au sein des communautés, ainsi que le niveau de confiance qu'accorde la population aux principaux prestataires de services de sécurité et aux institutions judiciaires. Ils devraient également créer des systèmes de réponse précoce fondés sur les interactions entre acteurs civils et militaire à l'échelle communautaire, dans le but de proposer des mesures plus complémentaires, plus efficaces et plus durables pour lutter contre les idéologies et discours extrémistes violents.

- Avec le soutien des OSC, les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient favoriser les dialogues à l'initiative des membres des communautés pour résoudre les problèmes de cohésion sociale causés par la mobilité complexe qui caractérise les zones frontalières, et ce dans le but de renforcer cette cohésion sociale et de permettre aux communautés de mieux résister à la tentation de l'extrémisme violent.
- Les États membres, les Nations Unies, les partenaires internationaux du champ du développement et les OSC devraient concevoir et mettre en œuvre, en partenariat avec les différents groupes de femmes, d'hommes, de filles et de garçons, des projets visant à mettre fin à l'impunité des auteurs d'actes de VBG ; à satisfaire les besoins de l'ensemble des femmes, hommes, filles et garçons en matière de sécurité et de justice ; et à donner aux survivant·e·s d'actes de VBG un meilleur accès à la justice et aux services publics.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient encourager la réalisation d'évaluations des moyens de subsistance alternatifs dans les zones frontalières où les revenus monétaires sont limités ou périodiquement compromis, lesquels permettraient de rendre les populations locales moins vulnérables à la misère et aux privations.

L'incapacité des gouvernements à fournir les services de base

- Les États membres devraient veiller à ce que les ressources soient réparties de manière transparente et égalitaire, et à ce que la population bénéficie des services de base sur l'ensemble de leur territoire. Ils devraient accorder une attention toute particulière aux zones reculées et aux communautés transfrontalières qui se sentent marginalisées et dont les membres sont plus susceptibles d'être exploités par les groupes extrémistes violents, et plus réceptifs à leur discours et à leur propagande. Il conviendrait, parallèlement, d'inclure les communautés dans la gestion des ressources naturelles à l'échelle locale et de les tenir informées de la répartition des ressources et des politiques connexes. Les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient veiller à ce que le soutien qu'ils apportent aux institutions gouvernementales soit adapté à son contexte et tienne compte des éventuelles dynamiques conflictuelles locales, dans le but de ne pas

exacerber le sentiment qu'ont déjà les communautés frontalières d'être marginalisées et victimes de discrimination.

- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient envisager d'intégrer leurs interventions de prévention de l'extrémisme dans les actions régionales de stabilisation et de développement, et ce dès leur conception, dans le but de priver les groupes extrémistes de la possibilité de tirer parti de services publics défaillants.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient envisager d'analyser la répartition spatiale des dépenses publiques, dans le but de créer une dynamique politique visant à mieux desservir les zones frontalières et les populations marginalisées, dont les foyers monoparentaux dirigés par une femme, les femmes célibataires, les jeunes, les personnes qui souffrent de discrimination sur la base de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre et les minorités ethniques et religieuses. Ils devraient également envisager d'instituer des pratiques favorables au développement durable dans les zones où l'état est peu présent et de remplir ou renouveler le contrat social, par exemple en fournissant des services par le biais de partenariats avec d'autres parties prenantes, dont les acteurs non étatiques comme les leaders des communautés.
- Les États membres devraient garantir à toutes les filles et à tous les garçons qui vivent dans des zones à risque la possibilité d'accéder à l'éducation obligatoire – en vertu de l'objectif de développement durable 4 (ODD 4) – et leur fournir la protection sociale qui leur permettra de fréquenter l'école, notamment dans les zones éloignées du centre ou de la capitale.

L'importance croissante des identités ethniques et religieuses

- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient étendre et soutenir les initiatives qui visent à rendre le fonctionnement des écoles – dont les programmes scolaires – plus transparent et à assurer une meilleure surveillance des établissements scolaires.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient investir dans l'élaboration de systèmes de gouvernance communautaires inclusifs du point de vue du genre, lesquels permettraient d'assurer une gestion transparente et responsable des affaires religieuses, mais aussi de tirer parti du rôle important que l'enseignement religieux peut jouer quand il est porteur de résilience et de favoriser l'éducation religieuse des membres des groupes à risque.
- En coordination avec les Nations Unies, les partenaires internationaux du champ du développement, les OSC et les leaders des communautés, les États membres devraient concevoir et mettre en œuvre des interventions inclusives du point de vue

du genre pour encourager le dialogue interconfessionnel et intercommunautaire, créer des espaces dans lesquels les femmes pourraient intervenir au même titre que les hommes, et obtenir des résultats concrets à l'échelle communautaire, notamment l'implication des femmes dans les plans locaux de développement communautaire potentiellement soutenus par le gouvernement.

- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient entrer en contact avec, outre les acteurs habituels, les écoles coraniques et les leaders religieux. Ils pourraient en effet devenir un point d'entrée pour des stratégies nationales et régionales de prévention de l'extrémisme violent conçues en partenariat avec les parents, et notamment pour des programmes visant à encourager la tolérance religieuse et ethnique, ou encore à identifier les éléments qu'il conviendrait de réformer pour que les écoles coraniques dispensent la meilleure éducation possible.

Le blocage de la participation à la vie politique

- Les États membres devraient prendre les mesures nécessaires, et notamment faire évoluer les politiques et pratiques, pour régler les délicats problèmes de citoyenneté et de participation aux scrutins que connaissent les femmes et les hommes des communautés frontalières.
- En partenariat avec les organes de presse et des spécialistes des médias, les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient œuvrer en faveur d'une presse libre et responsable et soutenir les initiatives et projets visant à prévenir et combattre les incitations à la haine et la perpétuation des conceptions rigides de la masculinité, mais aussi à sensibiliser la population aux risques liés à l'extrémisme violent. Il conviendrait d'inclure systématiquement dans toutes ces mesures un soutien explicite à l'égalité de genre et à la lutte contre la marginalisation des femmes.
- Les États membres devraient faciliter et encourager la participation au débat politique en créant des processus participatifs, notamment à l'intention des jeunes, qui aboutiraient à l'adoption de plans locaux de développement communautaires.
- Pour concevoir et mettre en œuvre plus efficacement les plans et programmes, les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient envisager de favoriser l'instauration d'une culture du débat inclusive du point de vue du genre et fondée sur la société civile, dans le but de rendre tous les processus plus inclusifs et de nouer des liens étroits avec les OSC.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient lutter par tous les moyens possibles contre le fait que les femmes se trouvent repoussées à la marge des processus politiques. Ils devraient

notamment réserver des places pour les femmes dans les conseils et comités, promouvoir énergiquement la participation réelle des femmes, comme candidates ou membres du personnel électoral, et prendre des dispositions pour que les femmes soient entendues lors des événements médiatiques politiques, comme les débats entre candidat·e·s et les campagnes électorales.

La prolifération des armes légères et de petit calibre

- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient promouvoir et concevoir des mesures adaptées au contexte et aux dynamiques conflictuelles pour lutter contre la prolifération des armes, tout en veillant à ce que les diverses interventions en la matière soient harmonisées et coordonnées de façon à limiter l'accès des groupes extrémistes violents aux armes, mais aussi à éviter les conséquences néfastes imprévues (il conviendrait par exemple de veiller à ce que les interventions ne favorisent pas involontairement le trafic d'armes transfrontalier).
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient mener des évaluations rapides des risques liés aux armes légères perçus par les communautés les plus exposées, et étudier le rôle de la contrebande et du trafic d'armes – entre autres activités illicites – dans le financement des activités des groupes extrémistes violents.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient concevoir et soutenir les initiatives visant à atténuer les risques auxquels les communautés sont exposées (notamment en élaborant des programmes de sensibilisation à la sûreté et à la sécurité des armes à feu, et en fournissant des alternatives à la possession d'armes comme moyen de défense et de subsistance – tout en reconnaissant que les programmes de collecte d'armes peuvent ne pas être envisageables à court terme dans les environnements où règne l'insécurité).
- Les États membres, les Nations Unies et la communauté internationale devraient soutenir les initiatives visant à priver les groupes extrémistes violents de leur accès aux armes légères, conformément à la Résolution 1970 du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée en 2011, qui impose un embargo sur les armes à la Libye.

Les processus de recrutement orchestrés par les groupes armés

- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient donner la priorité aux interventions de prévention de l'extrémisme violent dans les zones fortement dépendantes du commerce transfrontalier.

- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient concevoir et mettre en œuvre des stratégies visant à corriger les fragilités et les perceptions qui rendent les femmes et les hommes plus susceptibles de se laisser recruter par des groupes armés (extrémistes violents ou non), en se fondant sur les recherches collaboratives sur les raisons qui les poussent à s'enrôler dans les groupes extrémistes. Parmi ces stratégies, on peut évoquer la création de débouchés économiques en partenariat avec les petites entreprises locales et les projets impliquant les jeunes, les leaders des communautés et les autres acteurs influents.
- En partenariat avec les médias et les leaders religieux, les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient élaborer un nouveau discours pour contrer les propos tenus en ligne par les groupes extrémistes violents et contre leurs stratégies de recrutement.
- Les États membres devraient encourager et promouvoir, dans les zones frontalières, les initiatives qui visent à sécuriser et légitimer le commerce transfrontalier tout en veillant à ce que ces voies commerciales ne puissent pas être exploitées par les groupes extrémistes violents.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient apporter leur soutien aux processus qui ont résulté de la Conférence de Berlin et de l'Accord politique libyen relatif, notamment, au retrait des groupes armés étrangers dans la région (par exemple, le plan d'action de la Commission militaire mixte 5+5), notamment le processus de réintégration des combattant·e·s dans leur pays ou communauté d'origine qui vise entre autres à les dissuader de s'enrôler dans des groupes extrémistes violents.

Les affinités avec l'extrémisme violent

- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient donner la priorité aux mesures de prévention de l'extrémisme violent dans les zones où la population est plus sensible aux idées véhiculées par l'extrémisme violent, sans toutefois stigmatiser les groupes concernés. Il conviendrait de mener des campagnes médiatiques et de sensibiliser la population, en partenariat avec les OSC, les médias, les leaders religieux, les institutions éducatives, les instituts de recherche et les universités.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient apporter leur soutien aux services de mentorat communautaire et d'aide aux personnes qui ont subi des traumatismes, ainsi qu'aux initiatives relevant de la santé mentale et du soutien psychosocial dans les communautés touchées.
- Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient concevoir et mettre en œuvre des programmes visant à

diffuser un contre-discours et des contre-messages parfaitement adaptés au contexte et à la culture des communautés concernées. Ces programmes seraient fondés sur l'influence de groupes de pairs, notamment les parents, les leaders religieux et les écoles coraniques. Ils permettraient de mettre en lumière le point de vue d'anciennes recrues – dont des personnes, interrogées dans le cadre de l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique,* publiée par le PNUD en 2017, qui se seraient déradicalisées ou désengagées –, lesquelles pourraient étayer l'élaboration du contre-discours recherché. Les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient également prendre en considération les bonnes pratiques établies dans le cadre des programmes de déradicalisation mis en œuvre dans les pays de la région et ailleurs dans le monde, dont la nécessité de favoriser les initiatives locales et communautaires de réconciliation et de réintégration.

- Pour recouper les informations obtenues et acquérir davantage de connaissances sur les facteurs de risque, les États membres, les Nations Unies et les partenaires internationaux du champ du développement devraient apporter leur soutien à la réalisation d'études de suivi sur les individus des zones frontalières qui ont rejoint des groupes extrémistes violents.

“Cette étude rend compte de la perception qu’ont les répondant·e·s des principaux moteurs de l’extrémisme violent, du recrutement de membres de leur communauté par des groupes armés et de leur opinion sur les valeurs et acteurs associés à l’extrémisme violent.”

Introduction

Dans le rapport intitulé *Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique*, publié par le PNUD en 2017, les auteurs ont analysé le point de vue des recrues des groupes relevant de cette nébuleuse, notamment sur les bénéfices qu'ils retirent de l'extrémisme violent et sur les facteurs qui le favorisent. Ils ont notamment mis en lumière le fait que la vision du monde des individus concernés et leur attrait pour l'extrémisme violent ont été en partie façonnés par leur lieu de naissance – souvent des zones frontalières ou des régions marginalisées (PNUD, 2017a, p. 4). En effet, les groupes extrémistes violents peuvent « exploiter logistiquement les terrains relativement "non-gouvernés" » comme les zones frontalières reculées, mais aussi élaborer « des discours convaincants qui font écho au mécontentement des communautés délaissées » (p. 33). Nombre des recrues interrogées se sont enrôlées peu de temps après leur premier contact avec le groupe extrémiste violent qui les a convaincus, ce qui illustre leur vulnérabilité (p. 6).

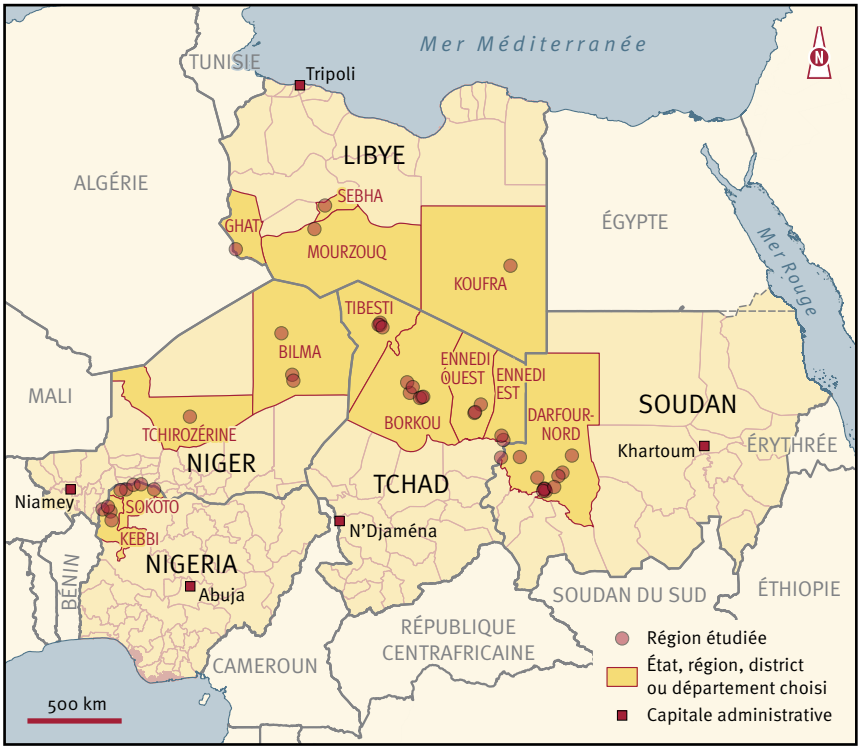
Ces dynamiques sont très visibles dans les zones frontalières du sud de la Libye, particulièrement favorables à l'épanouissement des groupes extrémistes violents parce que les gouvernements centraux sont défaillants, les institutions politiques affaiblies et les frontières poreuses, que les interventions militaires directes sont nombreuses et que les puissances régionales et mondiales y pratiquent l'ingérence indirecte (Marshall et Cole, 2014). Selon un rapport du Centre international pour l'étude de la radicalisation, la Libye comptait, dès 2013, parmi les cinq pays qui envoyaient le plus de combattants étrangers en Syrie (Zelin, 2013). La Libye postrévolutionnaire est devenue le lieu de la « quatrième plus forte mobilisation de combattants étrangers » dans l'histoire du djihadisme moderne (Zelin, 2018). Depuis 2011, le pays est devenu l'épicentre de multiples phénomènes qui ont déstabilisé la région du Sahel central, dont la contrebande et le trafic transfrontalier d'êtres humains, le trafic illicite d'armes et l'arrivée de groupes terroristes désignés (Romanet Perroux, 2020).

Selon des recherches précédemment menées par le Small Arms Survey, la répression exercée contre la contrebande de migrants dans des pays comme le Niger, le Soudan ou le Tchad a eu des conséquences sur la vie des communautés locales dépendante du commerce informel, et les a exposées au risque de sombrer dans « le banditisme, le trafic de drogue, la rébellion ou le djihadisme » (Tubiana et Gramizzi, 2018, p. 13). Dans le même ordre d'idées, les organisations terroristes désignées (voir l'encadré 1.1) qui déstabilisent le nord du Mali depuis 2013 ont étendu leur champ d'action, tant sur le territoire malien que sur celui des pays limitrophes comme le Burkina Faso et le Niger (ICG, 2021a). En outre, après la défaite de l'État islamique dans la ville libyenne de Syrte, à la fin de l'année 2016, des rapports préoccupants ont montré que des combattants extrémistes violents s'étaient dirigés vers le sud du pays et la Passe du Salvador, dans la zone trifrontalière Libye-Niger-Algérie, pour atteindre différents pays du Sahel (Tubiana et Gramizzi, 2018, p. 35). Au Nigeria, les groupes extrémistes violents ont tout d'abord mené des activités dans le nord-est du pays, mais ils se sont brutalement répandus dans le nord-ouest à partir de 2011. Les groupes actifs dans le nord-ouest

s'approvisionnent en armes localement et par l'intermédiaire de flux de trafic transfrontalier originaires de pays aussi lointains que la Libye (CAR, 2020, p. 5 ; ICG, 2020b). Les zones frontalières du sud de la Libye sont particulièrement exposées aux processus de recrutement orchestrés par les organisations extrémistes violentes, et sont plus susceptibles d'abriter ces organisations parce que différents groupes armés y sont présents ou y circulent, mais aussi parce que les institutions étatiques y sont peu présentes et que ce sont des territoires marginalisés.

Ce rapport rend compte des résultats d'une recherche commandée par le PNUD qui porte sur la façon dont les communautés perçoivent les principaux moteurs de l'extrémisme violent (voir la section 2.2) dans un certain nombre de zones frontalières du sud de la Libye, du nord-est du Niger, du nord-ouest du Nigeria, de l'ouest du Soudan et du nord du Tchad (voir la carte 1). Ces résultats tiennent compte du point de vue de 6 852 répondant·e·s. Les bureaux de pays du PNUD ont recruté des partenaires locaux au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad et soumis un questionnaire standard, élaboré par le Small Arms Survey à 5 492 membres des communautés étudiées. Une partie de ce

Carte 1 Les régions frontalières étudiées



Base map data source : OpenStreetMap

questionnaire a aussi été intégrée dans une étude sur la gouvernance locale menée par le bureau du PNUD en Libye, basée sur un échantillon de 1 360 habitant·e·s de villes et villages du sud de la Libye. Toutes ces zones frontalières ont été choisies parce que la population y vit dans des conditions socioéconomiques difficiles, que certaines communautés y sont marginalisées, et qu'on a fait état de mouvements et d'activités de groupes extrémistes violents sur leur territoire. La population de ces zones est donc particulièrement susceptible de succomber aux attraits de l'extrémisme violent.

Cette étude rend compte du point de vue des personnes interrogées sur quelques-uns des principaux moteurs de l'extrémisme violent – identifiés dans la littérature portant sur ce sujet –, de leur connaissance des processus de recrutement de membres de leur communauté par des groupes armés et de leur perception des valeurs et acteurs associés à l'extrémisme violent. Son objectif était, plus précisément, d'apporter des réponses aux questions suivantes :

- Dans quelle mesure les communautés frontalières étudiées sont-elles vulnérables à l'extrémisme violent, du fait de leur exposition aux principaux moteurs de cet extrémisme ? Cette vulnérabilité est-elle comparable d'une zone à l'autre parmi celles qui ont donné lieu aux cinq études de cas ?
- Quels sont, selon les personnes interrogées, les principaux attraits qui poussent les recrues à rejoindre les groupes extrémistes violents dans ces zones frontalières ?
- Les perceptions exprimées sont-elles les mêmes si les personnes interrogées sont considérées comme « radicales » ou si elles ne le sont pas ?
- Comment peut-on définir le *nexus* qui unit ces facteurs, l'extrémisme violent et les armes légères (leur trafic et leur prévalence) ?
- Quelles sont les implications politiques de ces résultats, notamment pour les politiques qui viseraient à renforcer la capacité des communautés à résister aux tentatives de recrutement des groupes extrémistes violents ?

Ce rapport est fondé sur des enquêtes en population générale portant sur la manière dont les personnes interrogées perçoivent les facteurs qui favorisent l'extrémisme violent, ses acteurs et les valeurs qui le sous-tendent. Ainsi, l'analyse des pratiques des groupes armés en matière de recrutement repose sur la connaissance indirecte qu'en ont les répondant·e·s, et non sur des entretiens avec des membres de groupes extrémistes violents incarcérés – cette autre approche a été adoptée pour produire le rapport intitulé *Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique*. Ce choix méthodologique est en partie dû au fait que l'accès aux membres des groupes extrémistes violents et les recherches à leur propos dans la région posent un certain nombre de problèmes pratiques et de sécurité – ces problèmes ont fait l'objet de discussions approfondies avec le PNUD et les équipes de recherche locales. Plus important encore, le rapport vise à évaluer l'exposition des communautés frontalières aux différents moteurs de

l'extrémisme violent dans le but d'étayer le processus d'élaboration des politiques et des programmes de prévention en la matière. Pris individuellement, ces moteurs ne produisent pas systématiquement de l'extrémisme violent, mais les groupes relevant de cette mouvance peuvent instrumentaliser la marginalisation et les discriminations ressenties et les incorporer dans un discours simplificateur susceptible de catalyser la violence (Allan et al., 2015, p. 22, 31). En outre, ce rapport pallie le manque de diversité qui caractérise la littérature sur la sécurité et l'extrémisme violent en analysant ces questions du point de vue des sociétés locales touchées – ou potentiellement touchées (Mohamedou, 2017, p. 9).

Le rapport est composé de six grandes sections. Dans les trois premières, les auteurs décrivent le contexte propre aux zones frontalières du sud de la Libye, procèdent à une brève revue de la littérature relative aux chemins qui mènent vers l'extrémisme violent et à ses moteurs et détaillent la méthodologie utilisée pour mener cette étude à bien. La quatrième section porte sur les perceptions qu'ont les membres des communautés frontalières d'une série de moteurs de l'extrémisme violent. Elle s'organise autour de sept dimensions particulièrement pertinentes dans l'étude des zones transfrontalières :

- la misère et les privations ;
- le déficit de sécurité et de justice ;
- l'incapacité des gouvernements à fournir les services de base ;
- l'importance croissante des identités ethniques et/ou religieuses ;
- l'instabilité et l'insécurité chroniques ;
- le blocage de la participation à la vie politique et l'influence des groupes armés non étatiques ; et
- la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre.

Dans la cinquième section, les auteurs analysent les pratiques de recrutement des groupes armés en général, et plus spécifiquement des groupes extrémistes violents, telles que décrites par les répondant·e·s. Enfin, la dernière section porte sur la façon dont les personnes interrogées perçoivent les groupes extrémistes violents et l'ensemble des valeurs généralement associées à l'extrémisme violent. Les lecteur·trice·s trouveront également dans ce document plusieurs encadrés baptisés « Un éclairage sur », lesquels proposent une comparaison des perceptions étudiées dans les différentes études de cas selon des critères comme le genre ou l'âge (voir les encadrés 4.1, 5.1 et 6.1). En conclusion de ce rapport, les auteurs proposent une discussion sur les implications des résultats de cette étude pour les politiques et programmes de prévention de l'extrémisme violent.

Encadré 1.1 Terminologie

Ce rapport utilise les mêmes termes et définitions clés que ceux employés dans l'étude *Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique*.

Extrémisme violent

L'extrémisme violent est un phénomène ancré dans son contexte et il n'en existe pas de définition universelle. Il n'est lié ni à une religion, ni à une zone géographique, ni à une nationalité, ni à une appartenance ethnique, ni à une idéologie, mais il est le plus souvent de nature politisée[2]. Le Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (2015) énonce ce qui suit :

> *[. . .] L'extrémisme violent tend [. . .] à conduire au terrorisme, le présent Plan d'action [. . .] a pour objectif de lutter contre ce fléau. L'extrémisme violent est un phénomène multiforme, qui échappe à toute définition claire. [Il n'est] ni nouveau ni propre à une région, une nationalité ou un système de croyances précis, des groupes terroristes* (AGNU, 2015, p. 1).

Radicalisation

La notion de radicalisation est de plus en plus fréquemment considérée comme insuffisante pour expliquer l'extrémisme violent, dans la mesure où de nombreuses personnes peuvent avoir des opinions « radicales » sans pour autant perpétrer des actes violents. Cette étude porte sur le **recrutement** (au sens le plus large possible afin de tenir compte des processus informels et même des initiatives autonomes) plutôt que sur la radicalisation : en effet, si la radicalisation est souvent la condition préalable au recrutement, cette corrélation n'est pas systématique.

Terrorisme

Le terrorisme, tout comme l'extrémisme violent, n'a pas fait l'objet d'une définition universellement acceptée. Cela s'explique, sur le plan politique, par la difficulté à se mettre d'accord sur des critères qui permettraient de déterminer dans quelles situations (c'est-à-dire pour quels auteurs, quelles cibles et quels objectifs) le recours à la violence est légitime. Les Nations Unies décrivent le terrorisme comme un ensemble d'« actes criminels conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans le public [. . .] » (AGNU, 1995).

Groupes armés non étatiques

Dans ce rapport, on entend par groupe armé non étatique les groupes qui sont susceptibles de remettre en cause le monopole de l'État sur le recours légitime à la violence (Florquin et Berman, 2005, p. 1 ; Policzer, 2004). Les **groupes armés terroristes désignés** sont ceux qui sont définis comme tels dans la liste produite par le Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU, n.d.). Sachant qu'il n'en existe pas de définition universelle et étant donné la nature contextuelle de l'approche précédemment décrite, la notion de **groupe extrémiste violent** n'est pas précisément décrite dans ce rapport ; en lieu et place, les ►

répondant·e·s ont pu, grâce au questionnaire d'enquête, définir les groupes qu'ils et elles considéraient comme extrémistes violents, hormis quand il leur a été demandé de donner leur point de vue sur des organisations terroristes désignées spécifiques.

Lutte antiterroriste

Ce terme est utilisé pour désigner les opérations militaires ainsi que l'adoption de cadres législatifs et policiers visant à contrôler, réprimer et surveiller les activités terroristes ; la formation, l'équipement et la réorganisation des forces de sécurité et des services de renseignements nationaux; et le renforcement des postes de contrôle et de la surveillance des frontières (Mahmoud, 2016).

Lutte contre l'extrémisme violent et prévention de l'extrémisme violent

Au cours des dix dernières années, la lutte contre le terrorisme a évolué vers une approche stratégique plus vaste intégrant des interventions non militaires visant à mettre un terme aux activités des groupes extrémistes violents et à empêcher leur expansion, tout en s'attaquant aux environnements propices au développement de l'extrémisme violent (AGNU, 2015). Les initiatives multilatérales, régionales et nationales de lutte contre l'extrémisme violent et de prévention de l'extrémisme violent qui ont vu le jour comportent souvent des activités liées à la communication stratégique, aux médias, à l'éducation et au maintien de l'ordre dans les communautés, mais adoptent des approches différentes d'un organisme à l'autre (Fink et Bhulai, 2016). Il peut être utile de faire la distinction entre la lutte contre l'extrémisme violent, qui s'emploie à combattre les activités des groupes extrémistes violents existants, et la prévention de l'extrémisme violent, dont le but est d'enrayer la propagation de l'extrémisme violent. Toutefois, en pratique, les initiatives portent fréquemment sur ces deux aspects, au moyen d'une approche combinée.

Source : élaboré à partir de PNUD (2017a, p. 19) et des autres sources citées.

“Les zones frontalières et pays étudiés dans le cadre de ce rapport sont dotés de caractéristiques sécuritaires et socio-économiques communes et de vulnérabilités interconnectées.”

1. Le contexte

Les zones frontalières et pays étudiés dans le cadre de ce rapport sont dotés de caractéristiques sécuritaires et socioéconomiques communes et de vulnérabilités interconnectées, parmi lesquelles une grande pauvreté, un accès limité de la population aux services publics, de faibles taux d'alphabétisation, une dépendance à l'égard de l'agriculture et des activités économiques informelles, un certain degré d'insécurité et la présence de groupes armés (voir le tableau 1.1). Leur économie locale repose souvent sur des ressources naturelles, comme le pétrole, le gaz ou l'or, mais elle est régulièrement déstabilisée par des conflits armés, dominée par de puissantes élites et instrumentalisée à des fins d'accès au pouvoir ou de corruption. Les communautés ne bénéficient donc pas des bienfaits que pourraient leur procurer ces ressources naturelles. En outre, nombre des pays étudiés connaissent actuellement

Tableau 1.1 Les indicateurs sécuritaires et socioéconomiques des pays étudiés

Pays	Population[a]	Taux d'alphabétisation (pour les plus de 15 ans)	Pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté	Indice de développement humain (rang)[b]
Libye	7 017 224	91,00 %	33,00 %	0,724 (105)
Niger	23 605 767	35,10 %	40,80 %	0,394 (189)
Nigeria	219 463 862	62,00 %	40,10 %	0,539 (161)
Soudan	46 751 152	60,70 %	46,50 %	0,510 (170)
Tchad	17 414 108	22,30 %	42,30 %	0,398 (187)

Notes : a. Ces estimations de la population des pays étudiés sont fondées sur le World Factbook de la CIA, consulté en juillet 2021. b. Le rapport 2020 sur le développement attribue à 189 pays un score situé dans une fourchette allant de 0 à 1. c. Le nombre maximum de points est de 40 pour les droits politiques et de 60 pour les libertés civiles. d. Ces chiffres sont basés sur les estimations du nombre d'armes détenues par la population civile pour

des transitions politiques dont on ne peut prédire l'issue. Les groupes extrémistes violents opèrent et prospèrent donc dans ce contexte caractérisé par une instabilité générale et l'absence de débouchés pour les jeunes.

1.1 La Libye

Depuis la chute de Kadhafi en 2011, La Libye a connu de multiples gouvernements de transition, et différents groupes armés ont à la fois assuré et menacé la sécurité de la population locale. Les groupes armés ont également commis des actes de violence pour prendre le contrôle de points stratégiques comme des banques, des plateformes de

Classement Freedom House - droits politiques et liberté civile[c]	Nombre estimé d'armes détenues par la population civile (pour 100 habitants)[d]	Indice mondial du terrorisme[e]
• Score total : 9 • Statut : « Pas libre » • Droits politiques : 1 • Libertés civiles : 8	13,28	6,25
• Score total : 48 • Statut : « Partiellement libre » • Droits politiques : 20 • Libertés civiles : 28	0,54	5,62
• Score total : 45 • Statut : « Partiellement libre » • Droits politiques : 21 • Libertés civiles : 24	3,21	8,31
• Score total : 17 • Statut : « Pas libre » • Droits politiques : 2 • Libertés civiles : 15	6,57	5,40
• Score total : 17 • Statut : « Pas libre » • Droits politiques : 3 • Libertés civiles : 14	1,01	4,83

100 habitants en 2017 produites par le Small Arms Survey. e. Ces scores sont ceux de l'indice mondial du terrorisme 2020. Un pays qui affiche le score maximal de 10 subit de très fortes conséquences à long terme du terrorisme, alors qu'un pays qui affiche un score de zéro n'en subit aucune.
Sources : CIA (2021) ; Freedom House (n.d.) ; IEP (2020); Small Arms Survey (2018) ; PNUD (2020)

transport et des itinéraires de contrebande (Lacher et al-Idrissi, 2018). Après la guerre civile de 2014, la fragilité et la fragmentation du contexte sécuritaire national ont conduit à l'émergence de groupes extrémistes violents dans certaines régions du pays. L'État islamique s'est par exemple emparé de la ville de Syrte – marginalisée et présentée comme pro-Kadhafi par certains groupes révolutionnaires – pour en faire sa principale base en Afrique du Nord en 2015-2016 (Varvelli et Mezran, 2017 ; Mundy, 2018, p. 134). Des milices islamistes radicales, comme Ansar al-Shariah, le Conseil de la Choura de la jeunesse islamique et la Brigade des martyrs d'Abu Salim se sont épanouies en Cyrénaïque. Dans la ville de Derna, l'État islamique a prospéré à la suite de l'arrivée de nombreux djihadistes revenus de Syrie (Fitzgerald et Toaldo, 2016 ; Warner et al., 2021). Si les groupes extrémistes violents sont restés minoritaires parmi les acteurs armés libyens, leurs actions ont été particulièrement visibles et déstabilisantes en raison des tactiques violentes employées lors des attaques (Mundy, 2018, p. 144).

Les rivalités pour le contrôle des itinéraires commerciaux informels du pays ont occasionné des conflits entre communautés frontalières, et les groupes extrémistes violents ont exploité cette instabilité et prospéré dans certaines de ces zones. L'État islamique, notamment, a revendiqué une présence dans le sud de la Libye et y aurait mené de multiples attaques en 2021 (CSNU, 2021, p. 2 ; Murray, 2017). Ce groupe a également profité de la porosité de la frontière soudano-libyenne pour faciliter l'accès au territoire libyen de combattants venus d'Afghanistan, de Syrie et du Soudan (Marcuzzi et Pack, 2020, p. 13). Selon certains éléments de preuve récents, l'État islamique financerait une partie de ses opérations en Libye grâce au trafic et à la vente de drogue, mais la lutte contre les trafics dans cette région est compromise par la longueur des frontières du pays avec l'Algérie et le Niger (Mangan, 2020, p. 26 ; Wehrey, 2017, p. 11). De plus, l'énorme stock d'armes de Kadhafi – qui comptait parmi les plus importants du continent africain – a donné lieu à des flux d'armes réguliers, notamment entre 2012 et 2014, vers d'autres zones de conflit de la région (Small Arms Survey et UA, 2019, p. 50 ; CAR, 2016, p. 5). On ne connaît pas exactement le degré d'implication des groupes extrémistes violents dans le trafic d'armes, mais ils ont très probablement profité de la disponibilité des armes en Libye pour renforcer leur arsenal militaire (ICCT, 2021). Il est peu probable que la situation s'améliore, car les belligérants continuent à violer l'embargo sur les armes imposé à la Libye (CSNU, 2021).

1.2 Le Niger

Le Niger souffre de la désertification et sa population se voit offrir bien peu de perspectives socioéconomiques. Dans les zones rurales, la population a un accès limité aux services publics de base – 52 % de la population seulement a accès à une source d'approvisionnement en eau – et le chômage touche 80 % des jeunes (Fondation Bertelsmann, 2020a ; ICG, 2020a). Le Niger est connu pour ses ressources minières, et

plus particulièrement pour ses gisements d'uranium, mais les jeunes exercent principalement des activités relevant de l'économie illicite, notamment le trafic de migrants, l'orpaillage illégal et le trafic de drogue (ICG, 2020a, p. 3). Des groupes criminels et extrémistes violents exploitent les sites miniers des zones frontalières à des fins lucratives et exacerbent tant les conflits locaux que la violence ambiante dans le but de déstabiliser l'État (IPSS, 2021, p. 2). Le Niger a également connu des coups d'État et révisions constitutionnelles qui ont fragilisé les institutions gouvernementales (IPSS, 2021, p. 2-3).

Faute de gouvernance, de développement et d'accès aux services de base dans leur région, les Touareg du nord du pays ont mené plusieurs rébellions durant ces soixante dernières années (Fondation Bertelsmann, 2020a ; de Tessières, 2018). Les tensions ethniques et régionales sont encore un facteur déterminant au Niger, comme en témoigne l'apparition de groupes armés fondés sur l'appartenance ethnique ou tribale, créés à des fins de protection ou de représailles violentes (de Tessières, 2018). Le Niger est actuellement exposé à une série de menaces à la sécurité, dont les vols à main armée, la contrebande, les trafics et l'extrémisme violent, qui touchent tout particulièrement les zones frontalières (IPSS, 2021, p. 3 ; de Tessières, 2018, p. 34). Certains groupes extrémistes violents – notamment Boko Haram, l'État islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest et Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM) – ont perpétré des attentats, notamment dans les zones qui jouxtent le Mali et le Nigeria (ICG, 2021b). En outre, nombre des armes qui alimentent les zones de conflit régionales transitent par le Niger. La prolifération illicite des armes légères dépend notamment du degré de dégradation de la situation sécuritaire au Niger, des détournements d'armes, des attaques menées par des groupes extrémistes violents contre des bases militaires et du trafic en provenance de Libye (de Tessières, 2018, p. 10).

1.3 Le Nigeria

Traditionnellement, l'agriculture a toujours fourni des emplois et un moyen de subsistance satisfaisant à la majorité de la population nigériane. Mais elle a perdu de son importance après la découverte de gisements de pétrole sur le territoire national en 1953. Depuis, les exportations de pétrole sont devenues le principal secteur de l'économie nigériane (ICG, 2017 ; 2020b). En outre, l'agriculture et l'élevage ont souffert des conflits prolongés qui ont déchiré certaines régions du pays (ICG, 2020b). Le gouvernement a tenté de limiter sa dépendance vis-à-vis du pétrole en libéralisant et en privatisant son économie, mais le chômage devient un problème de plus en plus préoccupant, en particulier dans le nord-ouest (ICG, 2020b ; Banque mondiale, 2021a). Dans cette même région, des gisements d'or ont été découverts ; ils auraient pu constituer une source de revenus pour la population locale, mais ce sont les orpailleurs illégaux et des groupes armés non étatiques qui en tirent le meilleur parti (ICG, 2020b). On

Un fermier haoussa-fulani et son fils au travail dans l'État de Sokoto, au Nigeria. 22 avril 2019.
Source : Luis Tato/AFP

estime que l'exploitation minière illégale représente environ 80 % de toutes les activités minières dans le nord-ouest du pays (Ogbonnaya, 2020).

Ces dernières années, la situation sécuritaire du Nigeria s'est détériorée à cause de violences électorales, d'affrontements interconfessionnels et du militantisme islamiste (ICG, 2020b). Le Nigeria compte 374 groupes ethniques ; les villes et les régions se distinguent le plus souvent les unes des autres selon des critères ethnoreligieux (ArcGIS Hub, 2018 ; NPC, 2014, p. 2). Dans le nord-ouest du pays, les éleveurs fulani et les agriculteurs haoussa se font concurrence pour l'accès aux ressources, ce qui provoque des conflits, et de nombreux groupes armés commettent des actes violents, dont des groupes djihadistes, des groupes d'autodéfense, des bandes criminelles et des groupes alliés aux éleveurs (ICG, 2020b). Selon certains rapports, Boko Haram – bien que principalement présent dans le nord-est – aurait, dans une certaine mesure, collaboré avec d'autres groupes armés du nord-ouest du pays pour procéder à des enlèvements et obtenir des rançons (ACAPS, 2021). Parmi les groupes terroristes désignés qui opèrent au Nigeria, on peut citer Ansaru, Boko Haram et l'État islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest (ACAPS, 2021 ; ICG, 2020b). Ansaru incite les membres des groupes armés locaux à rejoindre ses rangs en leur offrant ou en leur vendant des fusils AK-47 bon marché ; certaines de leurs recrues seraient envoyées en Libye pour s'entraîner au combat (ICG, 2020b, p. 12). L'État islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest propose à ses recrues des moyens de subsistance et une petite rémunération. On pourrait établir un lien entre les insurrections islamiques du Sahel central et celle qui a éclaté dans la région du lac Tchad, un lien qui se traduirait par le pic de présence et d'activité djihadistes dans le nord-ouest du Nigeria (ICG, 2020b). Les groupes armés du nord-ouest du pays utilisent des armes à feu produites localement, mais aussi des armes légères industrielles en provenance d'autres pays – limitrophes ou non – introduites par des trafiquants ou qui ont été détournées à l'intérieur même du Nigeria (CAR, 2020, p. 5)[3].

1.4 Le Soudan

Depuis la chute du régime d'Omar el-Béchir en 2019, le Soudan connaît une transition politique troublée, marquée par des coups d'État militaires et des manifestations populaires (Sayigh, 2021). Ces dernières années, le gouvernement soudanais a consacré davantage de ressources aux dépenses militaires qu'aux services publics de base comme l'éducation et la santé, lesquels représentent généralement moins de 10 % du budget national (Fondation Bertelsmann, 2020b). La région du Darfour est particulièrement marginalisée ; sa population n'a qu'un accès très limité aux services de santé publique et dépend principalement du pastoralisme et de l'agriculture (Sudanzoom, 2020 ; MINUAD, 2013 ; PNUE, n.d.). Depuis 10 ans, le travail saisonnier des migrants et les trafics de drogue et d'armes sont devenus des sources alternatives de revenus

(Dabanga, 2016 ; 2018 ; 2019 ; OIM, 2021). Compte tenu de l'instabilité politique persistante à Khartoum, il semble peu probable, à court terme, que le sort des personnes marginalisées dans les régions reculées comme le Darfour s'améliore.

Comme d'autres régions frontalières étudiées dans ce rapport, le Darfour a connu de nombreux conflits meurtriers et subit toujours les conséquences des heurts entre éleveurs et agriculteurs et des violences interethniques. Les conflits intercommunautaires, la prolifération des armes et le banditisme contribuent à l'instabilité et à l'anarchie qui règnent dans toute la région (Akhbar Sudan, 2020 ; Dabanga, 2021 ; Banque mondiale, 2021b). Selon un rapport de 2017, les recrues des groupes extrémistes violents actifs dans cing régions du Soudan – y compris le Darfour – se sont enrôlées pour trois raisons principales : des motifs économiques, des croyances idéologiques et le soutien au Califat autoproclamé. Au Darfour, 29 % des recrues ont rejoint des groupes extrémistes violents pour des raisons économiques (PNUD, 2017b, p. 28). Dans la région, les armes légères sont très aisément accessibles, notamment pour les acteurs non étatiques, ce qui exacerbe tous les problèmes précédemment évoqués (Lewis, 2009). Le Soudan dispose d'une industrie nationale de l'armement qui produit des munitions, des armes légères et des véhicules blindés. Des armes et des munitions des stocks nationaux ont été détournées et retrouvées en la possession de groupes armés au Soudan et dans d'autres pays (Dabanga, 2014 ; HSBA, 2014 ; Leff et LeBrun, 2014).

1.5 Le Tchad

L'économie du Tchad est très dépendante de la production de pétrole, et un tiers de la richesse du pays est détenu par les 10 % les plus riches de la population (Tubiana et Debos, 2017, p. 31). Faute d'investissement socioéconomique public, le nord et l'est du pays sont devenus des régions marginalisées où règne l'insécurité. La désertification amplifie les tensions intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs dans le nord du pays (FIDA, 2015 ; Tubiana et Gramizzi, 2017). En 2019, la course aux terres et au pouvoir a provoqué des conflits intercommunautaires, et différents groupes extrémistes violents ont nui aux communautés frontalières dont la subsistance dépendait du commerce transfrontalier informel. De ce fait, des groupes locaux se sont constitués à des fins de « protection » et d'« autodéfense » (CEP, n.d.). L'est du Tchad, qui jouxte la région soudanaise du Darfour, est particulièrement touché par les conflits et l'instabilité depuis quelques années (ICG, 2019).

Dans ce contexte, les groupes extrémistes violents peuvent tenter de recruter les jeunes femmes et hommes de ces communautés en tirant parti de leur vulnérabilité économique, de leur marginalisation sociale et politique, des réseaux sociaux, de leur l'exposition à l'idéologie et à la propagande extrémiste, mais aussi de leur familiarité avec le conflit (Darden, 2019). Les groupes extrémistes violents actifs au Tchad utilisent le

plus souvent des armes qui circulent déjà dans le pays parce qu'elles ont servi lors de conflits précédents. Boko Haram, par exemple, se serait équipé de cette manière à ses débuts (CEP, n.d.). Les armes légères prolifèrent dans le pays notamment parce que la possession d'armes à feu par les garçons et les hommes y est socialement encouragée, tout comme l'acquisition des compétences requises pour les manipuler – les armes sont synonymes de bravoure et de sens des responsabilités (Alusala, 2007). La prolifération des armes légères au Tchad est, en outre, exacerbée par le trafic d'armes en provenance des pays limitrophes. Entre 2011 et 2013, par exemple, la société Teda présente sur le territoire tchadien s'est militarisée sous l'influence de l'afflux d'armes libyennes aisément accessibles (Tubiana et Gramizzi, 2017).

“Les auteurs souhaitent, avec ce rapport, mettre à la disposition des responsables politiques et des praticien·ne·s des informations sur ces facteurs préoccupants qu’ils pourraient juger pertinent de traiter en priorité pour permettre aux communautés de mieux résister aux attraits de l’extrémisme violent.”

2. Une revue de la littérature

Différentes études de cas sur des groupes islamistes, des groupes nationalistes ou encore des groupes de gauche et de droite ont proposé des cadres conceptuels visant à expliquer pourquoi certaines personnes rejoignent des groupes extrémistes violents. Cette section passe en revue quelques-uns de ces principaux cadres, et détaille le modèle « push-and-pull » utilisé dans l'analyse qui suit.

2.1 Les cadres conceptuels relatifs à l'extrémisme violent

Les cadres conceptuels les plus connus relatifs aux chemins qui mènent à l'extrémisme violent sont les suivants : l'« état d'esprit terroriste » de Randy Borum (2014), le modèle de l'escalier de Fathali M. Moghaddam (2005), le modèle pyramidal, illustré par les travaux de Clark McCauley et Sophia Moskalenko (2008), et le modèle des trois chemins (*three pathways*) ou 3P de James Khalil (2017).

Selon le psychologue médicolégal Randy Borum, le processus de préparation mentale à la violence extrémiste est composé de quatre étapes cognitives : (1) identifier une circonstance ou un événement négatif (comme la marginalisation, l'absence de loi et d'ordre, la pauvreté, le chômage ou l'insécurité) ; (2) concevoir la circonstance ou l'événement comme une injustice ; (3) reprocher la circonstance ou l'événement à une personne ou à un groupe spécifique ; et (4) rendre la personne ou le groupe responsable de la création de la situation injuste et en faire une incarnation du mal (Borum, 2011 ; 2014). Borum met quasi exclusivement l'accent sur des facteurs de répulsion, soit la pauvreté, l'exclusion et le fait d'être négligé ou exclus de la vie politique ou socio-économique, l'insécurité ou toute autre condition peu enviable. Le seul facteur d'attraction pertinent mentionné dans ce cadre est le discours qui présente l'extrémisme violent comme une solution à tous ces problèmes.

L'« escalier » de Moghaddam décrit le chemin vers l'extrémisme violent comme un immeuble de cinq étages de moins en moins peuplés à mesure que l'on approche du dernier. Le premier étage est habité par un grand groupe de personnes qui considèrent que « ce que l'on perçoit comme juste est ce qui compte le plus », et que cela compte plus que la vie que l'on mène (Moghaddam, 2005, p. 163). Les individus qui peuplent le deuxième étage calquent leur attitude sur la perception qu'ils ont de la possibilité d'améliorer leur situation et de la justice procédurale. Ceux et celles qui tentent activement de « déplacer physiquement l'agression » grimpent l'escalier qui les mène au troisième étage, où ils peuvent s'impliquer « dans la moralité extrémiste des organisations isolées et secrètes dont l'objectif est de changer le monde par tous les moyens possibles » (p. 165). Au quatrième étage, les individus sont membres d'une organisation terroriste qui, au cinquième et dernier étage, se prépare à commettre un attentat terroriste au nom de leur cause. Du troisième au cinquième étage, la mobilisation est perçue

comme le résultat du contact avec les autres extrémistes et de l'endoctrinement des organisations extrémistes violentes.

L'hypothèse qui sous-tend les modèles de Borum et Moghaddam est que les extrémistes violents commencent par être des membres d'une majorité « extrémiste non violente », et que les attitudes et processus psychologiques sont susceptibles d'expliquer le chemin que peuvent emprunter celles et ceux qui commettent des actes terroristes violents. Le modèle pyramidal repose sur la même thèse. Dans cette analogie, les extrémistes violents sont représentés comme le sommet d'une pyramide dont la base est constituée par les sympathisants de la cause. Entre la base et le sommet, « les niveaux supérieurs sont caractérisés par un nombre moins important de personnes, mais un degré plus élevé de radicalisation des croyances, des sentiments et des comportements » (McCauley et Moskalenko, 2008, p. 417). Ce modèle présente une faiblesse : sa linéarité. Les individus montent et descendent dans la pyramide dans un ordre bien spécifique.

Le modèle des « 3 P » de James Khalil part de l'hypothèse qui veut que les individus qui s'engagent dans l'extrémisme violent ne soient pas tous de « vrais croyants », et qu'ils se situent, à différents moments ou simultanément, à diverses étapes des modèles linéaires précédemment décrits. Selon ce cadre conceptuel, les « extrémistes », les « partisans de l'extrémisme violent » et les « acteurs de la violence » constituent trois catégories distinctes d'acteurs qui se chevauchent. La première catégorie « perpétue les valeurs idéologiques, politiques ou socioéconomiques "extrêmes", mais elle peut soutenir ou ne pas soutenir les actes violents commis pour atteindre ces idéaux » (Khalil, 2017, p. 42). La seconde catégorie, un sous-ensemble de la première, rassemble les individus qui soutiennent à la fois les valeurs « extrêmes » et l'usage de violence, mais ne commettent pas eux-mêmes d'actes violents. Enfin, les « acteurs de la violence » sont ceux qui commettent les actes violents au nom de certains objectifs, ou se rendent complices de ces actes. Ils peuvent ou non être de « vrais croyants », et certains sont simplement à la recherche d'argent, d'un statut, d'une aventure, d'un sentiment d'appartenance ou d'une certaine sécurité (p. 43). Dans la même logique, Khalil affirme que les trois chemins ne sont que rarement linéaires et que les individus peuvent suivre différentes trajectoires pour parvenir à l'extrémisme violent.

2.2 Les moteurs de l'extrémisme violent

En gardant à l'esprit ces différentes conceptualisations des « chemins » qui mènent à l'extrémisme violent, les auteurs se sont livrés, dans la sous-section suivante, à une brève revue de la littérature relative aux facteurs de répulsion et d'attraction propres à l'extrémisme violent, que l'on appellera aussi « moteurs ». Les « chemins » décrivent la trajectoire d'un individu en fonction d'une combinaison unique de variables cognitives,

comportementales, individuelles, structurelles et circonstancielles, alors que les facteurs de répulsion et d'attraction permettent d'appréhender les éléments qui placent les individus sur le chemin de l'extrémisme violent. Chaque parcours diffère indéniablement des autres, mais les auteurs ont axé leur réflexion sur les moteurs de l'extrémisme violent (notamment les facteurs externes) pour tenter de mesurer l'exposition de la population générale à ces moteurs ainsi que ses attitudes et ses vulnérabilités vis-à-vis de l'extrémisme violent.

Dans une revue approfondie de la littérature publiée en 2015 par le Royal United Services Institute, les facteurs d'attraction et de répulsion sont conceptualisés sous la forme d'une pyramide dont la base est constituée par le niveau macro (l'échelle nationale ou communautaire), le centre par le niveau méso (les petits groupes ou communautés liés par une même identité) et le sommet par le niveau micro (l'individu) (Allan et al., 2015). La littérature existante souligne la relation entre l'extrémisme violent et les facteurs politiques, ainsi que l'importance des facteurs sociaux et psychologiques relatifs à l'identité de groupe et individuelle. Les facteurs de répulsion se manifestent principalement au niveau macro[4] (pays ou communauté) et relèvent pour la plupart de griefs politiques ou relatifs à des défaillances de la gouvernance – ainsi que, dans une moindre mesure, de revendications économiques ou de la marginalisation. Au niveau méso, les facteurs d'attraction sociaux et culturels sont principalement liés aux identités de groupes religieuses ou ethniques. Au niveau micro, les individus sont influencés par divers facteurs d'attraction liés à leur processus de socialisation à la violence, à leurs fragilités cognitives et, dans certains cas, à leur formation idéologique.

Ce rapport n'a pas vocation à recenser l'ensemble des moteurs de l'extrémisme violent ; il vise plutôt à mettre en lumière les plus pertinents dans le contexte des zones frontalières du sud de la Libye :

- **La misère et les privations** (dont le chômage et les frustrations connexes pour les jeunes). Les groupes extrémistes violents et les autres groupes armés[5] peuvent plus facilement trouver des recrues avides de toucher un salaire dans les zones frappées par la pauvreté et le manque de débouchés économiques – deux caractéristiques que l'on retrouve généralement dans les régions marginalisées dont la population est privée de ses droits – et dotées d'une population jeune. Ces motifs économiques cadrent avec les attentes sociétales en matière de masculinité, et notamment avec le fait que la réussite économique et le mariage soient deux éléments qui confèrent statut social et reconnaissance.
- **L'incapacité du gouvernement à fournir les services de base**. Dans les zones frontalières du Sahel, les gouvernements privilégient souvent les mesures sécuritaires plutôt que celles qui visent à améliorer le système de santé ou le système éducatif, ou encore celles en faveur du développement socioéconomique (UNICRI, 2020, p. xi). Ils créent ainsi des espaces inoccupés – en matière de santé, d'éducation et d'autres besoins des communautés – que les groupes armés peuvent investir.

- **Les insuffisances de l'État en matière de sécurité et de justice**. Les insuffisances de l'État en matière de sécurité et de justice, exacerbées par les pratiques abusives, l'extorsion et la répression parfois exercées par les forces de sécurité et le système judiciaire, peuvent inciter ceux et celles qui en sont victimes à rejoindre un groupe extrémiste violent (Elworthy et Rifkind, 2005, cité dans Allan et al., 2015, p. 36). Selon certaines études quantitatives, l'instabilité de l'État – notamment en période de transition – est un facteur prédictif fiable de futures attaques terroristes (Gelfand et al., 2013, cité dans Allan et al., 2015, p. 22). Les caractéristiques d'un État, sa force et sa nature répressive ou démocratique sont des éléments qui déterminent non seulement sa relation avec le terrorisme et avec l'extrémisme violent (Allan et al., 2015, p. 22 ; Tilly, 2003, cité dans Allan et al., 2015, p. 2). Les mesures de nature sécuritaire perturbent souvent les activités génératrices de revenus – en particulier dans les zones frontalières – ce qui peut inciter nombre d'individus à rejoindre les groupes armés (UNICRI, 2020, p. 40).
- **L'importance croissante des identités ethniques et/ou religieuses**. Les groupes armés peuvent instrumentaliser les identités ethniques et religieuses quand, dans la société, les inégalités et la discrimination institutionnalisée coïncident avec des fractures ethniques et/ou religieuses. Les groupes extrémistes violents peuvent parvenir à faire concurrence à l'État et à inspirer de la loyauté lorsque leurs *leaders* charismatiques sont capables d'instrumentaliser les questions d'identité et de les incorporer dans un discours qui justifie le recours à la violence contre un groupe spécifique (Allan et al., 2015, p. 21, 47). Les groupes extrémistes violents exploitent les conflits identitaires, les revendications des communautés, ainsi que les lignes de faille et les fractures sociales (Groupe de la Banque mondiale et Nations Unies, 2018, p. 191). En outre, dans les États faibles ou défaillants, les groupes extrémistes violents parviennent plus facilement à instrumentaliser les identités religieuses et ethniques (Allan et al., 2015, p. 22).
- **L'instabilité et l'insécurité chroniques.** L'instabilité et l'insécurité chroniques peuvent contribuer au développement de l'extrémisme violent, car elles favorisent l'implantation locale des groupes armés et leur donnent l'occasion de combler les lacunes existantes, même s'ils ne jouent ce rôle que pour une courte période.
- **Le blocage de la participation politique.** Les groupes armés prospèrent dans les pays où la société civile est incapable de provoquer des changements positifs par des moyens non violents. Les groupes extrémistes violents exploitent les insatisfactions accumulées par les populations à qui l'État et les cercles de pouvoir élitistes refusent la participation aux processus politiques. Le monopole de l'État et des élites sur les ressources et le pouvoir est souvent fondé sur la corruption et le népotisme. Quand certaines communautés sont exclues des processus politiques, les **groupes armés non étatiques** disposent d'un espace pour construire des discours alternatifs et combler les lacunes des institutions étatiques, tout en incitant la population à s'engager dans l'extrémisme violent pour obtenir des changements (Schmid, 2006, cité dans Allan et al., 2015 ; UNICRI, 2020, p. 31-34).

- **La prolifération illicite des armes légères et de petit calibre**. Dans les zones marginalisées où l'insécurité règne, faute de mesures étatiques adéquates, les populations locales prennent parfois leur sécurité en main en s'armant pour se protéger ou pour prendre part aux luttes de pouvoir. Les normes de genre sont également susceptibles d'encourager les jeunes hommes à se procurer des armes à feu pour prouver leur virilité et protéger leur famille, leur communauté et leurs moyens de subsistance. Dans une zone géographique où les armes abondent – à cause d'un conflit armé ou du trafic – et où la population se conforme à ces normes, les armes légères prolifèrent, amplifient les conflits existants ou en provoquent de nouveaux. La prolifération des armes légères est propice à l'intervention des groupes extrémistes violents, qui jouent alors le rôle d'agents du maintien de l'ordre et n'ont aucune difficulté à s'approvisionner en armes puisqu'ils peuvent les acheter illégalement, se livrer au pillage et s'en procurer sur les champs de bataille (Florquin, 2019 ; ICCT, 2021).

Les recrues des groupes extrémistes violents peuvent trouver dans leur engagement une autre manière d'obtenir ce dont ils ont été privés. Ils y trouvent :

- une identité commune, et donc un sentiment d'appartenance et un sens à leur existence ;
- une certaine sécurité (socioéconomique grâce à leur salaire, et physique dans le cas d'individus menacés) ;
- une capacité d'action (en fonction de la position de l'individu dans la hiérarchie du groupe),
- un but (pour ceux et celles qui croient profondément en l'idéologie extrémiste, mais aussi pour ceux qui recherchent un certain statut – dont, souvent, la possibilité de se marier et, donc, de devenir un homme adulte selon les normes de la société) ; et
- la reconnaissance (au sein du groupe, mais aussi parfois à l'extérieur, en fonction du soutien dont l'organisation bénéficie parmi la population civile) (Allan et al., 2015 ; Burton, 1990 ; Max-Neef, 1991).

Ce rapport analyse l'exposition des communautés étudiées à ces sept moteurs de l'extrémisme violent. Ce faisant, les auteurs ont pour intention de mettre à la disposition des responsables politiques et des praticien·ne·s des informations sur ces facteurs préoccupants qu'ils pourraient juger pertinent de traiter en priorité pour permettre aux communautés de mieux résister aux attraits de l'extrémisme violent. En outre, les injustices, les privations, les incitations, les identités, les idéologies violentes, les processus sociaux, mais aussi les moyens culturellement, socialement et politiquement acceptables de s'adapter à ces circonstances, sont vécus différemment en fonction du genre, et revêtent un aspect différent s'ils sont examinés par le prisme du genre[6]. Les auteurs ont donc procédé à une intégration transversale du genre dans le questionnaire de recherche et dans l'analyse.

“Les régions ont été choisies sur la base de recherches antérieures qui les ont identifiées comme des zones potentiellement vulnérables à l’extrémisme violent . . . L’étude repose sur un échantillon total de 6 852 personnes.”

3. La méthodologie

Pour mesurer les perceptions de la population relatives aux facteurs de répulsion et d'attraction liés à l'extrémisme violent et identifier leurs liens avec la disponibilité et le trafic des armes légères dans les régions frontalières ciblées, le PNUD a demandé au Small Arms Survey de concevoir une méthodologie d'enquête régionale dotée d'un mode d'échantillonnage aléatoire et d'un questionnaire quantitatif. Les bureaux de pays du PNUD concernés ont identifié et recruté des partenaires locaux qui ont mené les recherches de terrain dans le nord du Tchad, le nord-est du Niger, le sud de la Libye, le nord-ouest du Nigeria et l'ouest du Soudan (voir la carte 1). Les régions ont été choisies sur la base de recherches antérieures qui les ont identifiées comme des zones potentiellement vulnérables à l'extrémisme violent[7],

Tableau 3.1 Un aperçu du travail de recherche sur le terrain

Pays	Partenaire local ou consultant principal	Régions/districts/ états étudiés
Libye (étude de référence)	North African Policy Initiative (NAPI)	• Ghat • Koufra • Mourzouq • Sebha
Libye (enquête fondée sur un échantillonnage raisonné)	NAPI	• Ghat • Koufra • Mourzouq • Sebha
Niger	Centre d'études et de recherches sur la migration et l'extrémisme violent au Sahel (CERMEV)	• Agadez (départements de Bilma et Tchirozérine)
Nigeria	Professeur Anthony Obayi Onyishi	• Sokoto • Kebbi
Soudan	Badya Centre for Integrated Development	• Darfour-Nord
Tchad	Bureau de conseils, de formations, de recherches et d'études (BUCOFORE), Centre de recherche en anthropologie et sciences humaines (CRASH)	• Borkou • Ennedi Ouest • Ennedi Est • Tibesti

ainsi que sur la base de contributions et de consultations avec les équipes de pays du PNUD et les partenaires de recherche locaux. Au Nigeria, par exemple, alors que le nord-est est sans doute, à l'heure actuelle, la région la plus touchée par les activités des groupes extrémistes violents, le PNUD a sélectionné le nord-ouest parce que la propagation de l'extrémisme violent et les flux d'armes transfrontaliers qui y sont signalés sont préoccupants, et que ces deux phénomènes combinés justifient amplement l'adoption d'une approche préventive (RCA, 2020, p. 5, 7 ; ICG, 2020b).

L'étude repose sur un échantillon total de 6 852 personnes interrogées dans les zones identifiées sur la carte 1. Des entretiens valides ont été menés auprès de 5 492 personnes âgées de plus de 15 ans au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad à l'aide d'un

Taille de l'échantillon (nombre de cas avant exclusions)	Dates du travail de terrain	Langue du questionnaire et des notes
1 360 (340 par municipalité ; stratification selon l'âge, le genre et le quartier)	Du 25 décembre 2020 au 15 avril 2021	Questionnaire en arabe, méthodologie d'échantillonnage par quartier, questionnaire intégrant des questions sur la gouvernance locale et l'extrémisme violent
56 (14 par municipalité), échantillonnage raisonné parmi ceux et celles qui œuvrent localement à la paix	Du 11 avril au 19 juin 2021	Questionnaire en arabe, mode d'échantillonnage raisonné, questionnaire intégrant des questions sur la gouvernance locale et l'extrémisme violent
1 162 (1 242)	Du 22 juin au 15 juillet 2021	Questionnaire en français administré en langue locale par les enquêteurs
1 643 (1 755)	Du 17 avril au 21 mai 2021	Questionnaire en langue haoussa, traduit à partir du questionnaire en anglais
1 461 (1 480)	Du 4 au 20 janvier 2021	Questionnaire en arabe, une partie du questionnaire a été supprimée à la demande des autorités
1 226 (1 516)	Du 4 au 17 mars 2021	Questionnaire en français administré en langue locale par les enquêteurs

« questionnaire régional » administré lors d'entretiens en face à face au domicile des répondant·e·s. En outre, une partie du questionnaire régional a été intégrée dans une enquête sur la gouvernance locale administrée à 1 360 répondant·e·s dans des villes du sud de la Libye. Le tableau 3.1 recense les partenaires locaux qui ont mené le travail de terrain, les régions ciblées et la taille des échantillons dans chaque pays.

Le Small Arms Survey a épaulé les équipes locales chargées d'administrer le questionnaire régional en leur prodiguant des conseils et en leur apportant un soutien technique à distance. Les groupes de superviseurs ont suivi une formation en ligne et les équipes de terrain ont été dépannées en temps réel par le biais d'une communication directe sur des groupes WhatsApp. Dans chaque pays, les équipes ont conçu une méthode d'échantillonnage aléatoire des ménages permettant d'interroger de 1 000 à 1 500 répondant·e·s par pays en utilisant les directives fournies par le Small Arms Survey (voir le tableau 3.1). Le personnel chargé d'administrer les questionnaires sur le terrain a enregistré les réponses à l'aide de tablettes sur lesquelles ils et elles pouvaient accéder au questionnaire régional *via* la plateforme KoBo Collect[8]. Pour chaque ménage, la personne interrogée a été sélectionnée de manière aléatoire *via* le logiciel KoBo Collect, en tenant compte du nombre, de l'âge et du sexe des membres du ménage (voir les tableaux 3.2 et 3.4). Grâce aux tablettes, les équipes ont pu enregistrer les réponses sur le serveur KoBo dès obtention d'une connexion à Internet, ce qui a permis au Small Arms Survey de détecter les problèmes potentiels au cours du processus de recueil des données et de travailler avec les équipes de terrain pour les résoudre[9]. Le questionnaire a d'abord été testé au Soudan – à l'exception, comme mentionné ci-après, de certaines questions relatives aux forces de sécurité étatiques et aux groupes armés – puis traduit en différentes langues locales pour être administré au Tchad, au Nigeria et au Niger[10].

Les équipes de recherche se sont heurtées à un certain nombre de problèmes. En raison des restrictions imposées par la pandémie de covid-19 en matière de voyages, le Small Arms Survey a été contraint de dispenser ses conseils, ses formations et son soutien technique exclusivement à distance, ce qui a rendu les relations avec les partenaires plus chronophages et plus complexes. En outre, il lui a été plus difficile d'évaluer le degré de compréhension et d'assimilation des directives de recherche régionales par les équipes locales.

Le recours aux tablettes a permis de standardiser la saisie des données obtenues dans chaque pays et de détecter les problèmes suffisamment tôt pour les résoudre au cours de la période de travail de terrain, mais les problèmes de connexion dans certaines des zones étudiées ont occasionné des retards dans la télétransmission des réponses. Dans certains cas, le Small Arms Survey n'a pu que noter *a posteriori* le fait que les équipes sur le terrain n'avaient pas été en mesure d'administrer correctement le questionnaire ; de ce fait, de nombreux entretiens ont été écartés et menés à nouveau pour obtenir des résultats acceptables. Au total, sur les 5 993 entretiens réalisés au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad, 501 ont été exclus, et 5 492 ont été retenus pour l'analyse. Ont

été exclus les entretiens réalisés dans un temps excessivement court (soit en moins de 15 minutes), ceux qui présentaient un taux de non-réponse très élevé (plus de 40 % de réponses « ne sait pas » ou « ne souhaite pas répondre ») ainsi que les entretiens menés en moins de 20 minutes et dont le taux de non-réponse dépassait les 15 %.

Il s'est également avéré difficile d'obtenir des autorités qu'elles accordent les autorisations nécessaires à la recherche, parce que les questions relatives aux groupes armés et aux victimes des attaques armées étaient considérées comme sensibles. Dans le cas du Soudan, par exemple, l'équipe de recherche a dû se plier à la demande des

Tableau 3.2 Répartition de l'échantillon par pays et classe d'âge

	15-24 ans	25-39 ans	40-49 ans	Plus de 50 ans	Ne sait pas/ne souhaite pas répondre
Libye	27 %	35 %	27 %	11 %	0 %
Niger	13 %	47 %	18 %	22 %	1 %
Nigeria	13 %	53 %	10 %	17 %	6 %
Soudan	13 %	45 %	23 %	16 %	3 %
Tchad	16 %	46 %	18 %	13 %	7 %
Échantillon complet	16 %	44 %	19 %	16 %	6 %

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Tableau 3.3 Répartition de l'échantillon par pays et par activité professionnelle

	Plein temps	Temps partiel	Au chômage et à la recherche d'un emploi	À la retraite	Au chômage et ne recherchant pas un emploi	Étudiant·e	Au foyer	Ne sait pas/ne souhaite pas répondre
Libye	19 %	30 %	14 %	5 %	3 %	20 %	9 %	1 %
Niger	18 %	17 %	25 %	4 %	6 %	2 %	27 %	3 %
Nigeria	26 %	20 %	15 %	2 %	12 %	5 %	16 %	3 %
Soudan	22 %	19 %	18 %	2 %	3 %	10 %	22 %	4 %
Tchad	14 %	20 %	17 %	4 %	6 %	6 %	24 %	10 %
Échantillon complet	20 %	21 %	17 %	3 %	6 %	9 %	19 %	4 %

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Tableau 3.4 Répartition de l'échantillon par pays et par sexe

	Femmes	Hommes
Libye	50 %	50 %
Niger	47 %	53 %
Nigeria	49 %	51 %
Soudan	40 %	60 %
Tchad	50 %	50 %
Échantillon complet	47 %	53 %

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

autorités de retirer du questionnaire 22 questions portant sur les forces de sécurité étatiques et les groupes armés. Au Niger, l'insécurité qui régnait dans les zones étudiées a contraint les équipes à se déplacer entre les principales villes dans des convois hebdomadaires organisés par les forces de sécurité, ce qui a ralenti le rythme du recueil des données. Au Nigeria et au Soudan, des incidents qui se sont produits dans certaines zones ont conduit les équipes à interrompre le processus de recueil de données pour des raisons de sécurité ; elles ont dû attendre que la situation s'améliore ou encore choisir d'autres municipalités pour mener les entretiens. Dans l'ensemble, la recherche de terrain a exigé du Small Arms Survey et des équipes locales qu'ils fassent preuve d'une grande flexibilité temporelle et géographique, et le soutien du PNUD s'est avéré essentiel pour résoudre les différents problèmes rencontrés tout au long du processus.

En Libye, la recherche a été menée dans le cadre d'une enquête sur la gouvernance locale et l'extrémisme violent, basée sur un échantillon de 2 400 répondant·e·s résidant dans 7 municipalités libyennes (340 personnes par localité), dont 1 360 dans des villes et villages du sud (Ghat, Koufra, Mourzouq et Sebha). Les équipes locales ayant estimé qu'un échantillonnage basé sur les ménages ne donnerait pas de résultats satisfaisants[11], elles ont généré un échantillon de quartiers[12] et sélectionné des répondant·e·s en prenant directement contact avec des individus dans des lieux publics comme des écoles, des cafés, des magasins, des universités et des espaces de *coworking*. Les lieux dans lesquels les entretiens ont été menés ont été enregistrés avec les réponses à l'enquête et reportés sur une carte de la ville afin de veiller à un certain équilibre géographique. Cette enquête a été stratifiée par âge, sexe et quartier dans chaque municipalité. En outre, compte tenu de l'insécurité qui règne en Libye, l'équipe de recherche locale a estimé que certaines questions étaient trop sensibles pour être posées en population générale. Pour recueillir des données sur ces thèmes sensibles, elle a mené une enquête complémentaire auprès de 14 personnes dans chaque ville. Ces personnes ont été délibérément choisies notamment parmi les membres des équipes de recherche locales et parmi les « médiateurs » locaux employés par le projet de réconciliation nationale

UE-PNUD en Libye. Étant donné la taille réduite de son échantillon et la méthode raisonnée utilisée pour sélectionner les répondant·e·s, les résultats de cette petite enquête plus détaillée et les statistiques connexes doivent être considérées comme globalement indicatives, et non comme représentatives.

Il conviendra donc de tenir compte, dans les comparaisons, des différences méthodologiques entre l'étude menée en Libye et celles menées dans les autres pays. L'échantillon libyen contient, par exemple, davantage de jeunes âgés de 15 à 24 ans et davantage d'étudiant·e·s que ceux des autres études de cas (voir les tableaux 3.2 et 3.3). Les tableaux et les représentations graphiques de ce rapport qui portent sur les cinq pays sont tous accompagnés d'une note qui rappelle que les chiffres relatifs à la Libye doivent être interprétés avec prudence en raison de l'approche différente utilisée pour l'échantillonnage.

“Globalement, les données ont montré que les différentes communautés frontalières étudiées ne présentaient pas le même type d’exposition aux sept moteurs de l’extrémisme violent sélectionnés dans le cadre de cette étude.”

4. La vulnérabilité des communautés frontalières aux moteurs de l’extrémisme violent

Dans cette section, les auteurs examinent les perceptions des communautés frontalières étudiées relatives aux sept principaux moteurs de l'extrémisme violent mis en évidence dans la revue documentaire et considérés comme particulièrement pertinents dans le contexte des zones frontalières du sud de la Libye :

- la misère et les privations ;
- les insuffisances de l'État en matière de sécurité et de justice ;
- l'incapacité des gouvernements à fournir les services de base ;
- l'importance croissante des identités ethniques et/ou religieuses ;
- l'instabilité et l'insécurité chroniques ;
- le blocage de la participation à la vie politique et l'influence des groupes armés non étatiques ; et
- la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre.

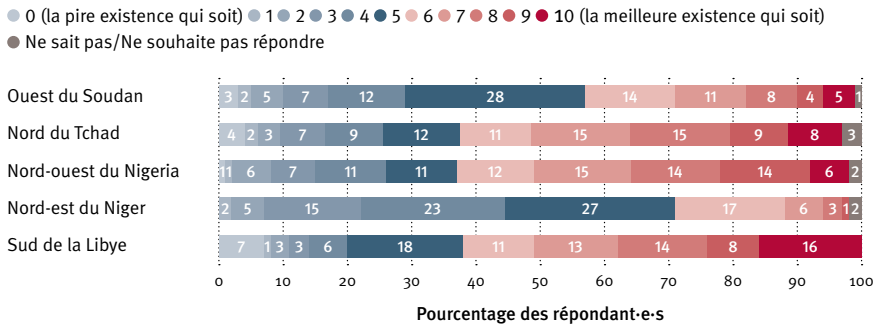
4.1 La misère et les privations

La misère et les privations peuvent parfois – mais pas systématiquement – conduire à l'extrémisme violent (Allan et al., 2015, p. 43 ; UNICRI, 2020, p. xii)[13]. Certains éléments portent à croire que, dans certaines zones géographiques comme le Sahel et l'Afrique du Nord, les groupes extrémistes violents recrutent de nombreux jeunes hommes sans emploi, aux aspirations contrariées et peu impliqués dans la vie sociale (Allan et al., 2015, p. 45).

Les personnes interrogées au Niger et au Soudan sont celles qui ont jugé le plus sévèrement leur qualité de vie ; 71 et 56 % d'entre elles, respectivement, se sont déclarées insatisfaites de leur vie (voir le graphique 4.1). En revanche, plus de la moitié de celles interrogées en Libye, au Nigeria et au Tchad ont évalué leur vie positivement. En Libye, à la question « Que pensez-vous de votre vie actuelle, sur une échelle de 0 (la pire vie possible) à 10 (la meilleure vie possible) ? », les personnes qui vivaient dans les deux principales villes du sud de la Libye, Sebha et Koufra, ont exprimé une opinion nettement plus négative que celles qui résidaient dans les cinq autres localités étudiées (5,8 et 6,1, respectivement, contre une moyenne de 6,6 dans les sept municipalités). En comparant ces données avec les réponses données à une question similaire dans l'Enquête mondiale sur les valeurs 2014, on peut affirmer que le niveau de satisfaction de la population s'est particulièrement dégradé dans ces deux villes du sud de la Libye (Inglehart et al., 2014).

Les résultats relatifs à la perception de la qualité de vie correspondent globalement à ceux obtenus au sujet de l'enfance (heureuse ou non) des répondant·e·s : le Niger se classe au dernier rang pour cette question, alors que, dans les quatre autres pays, la majorité des personnes interrogées ont une perception positive de cette période de leur vie.

Graphique 4.1 Que pensez-vous de la vie que vous menez à présent, sur une échelle de 0 (la pire existence qui soit) à 10 (la meilleure existence qui soit) ?



Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

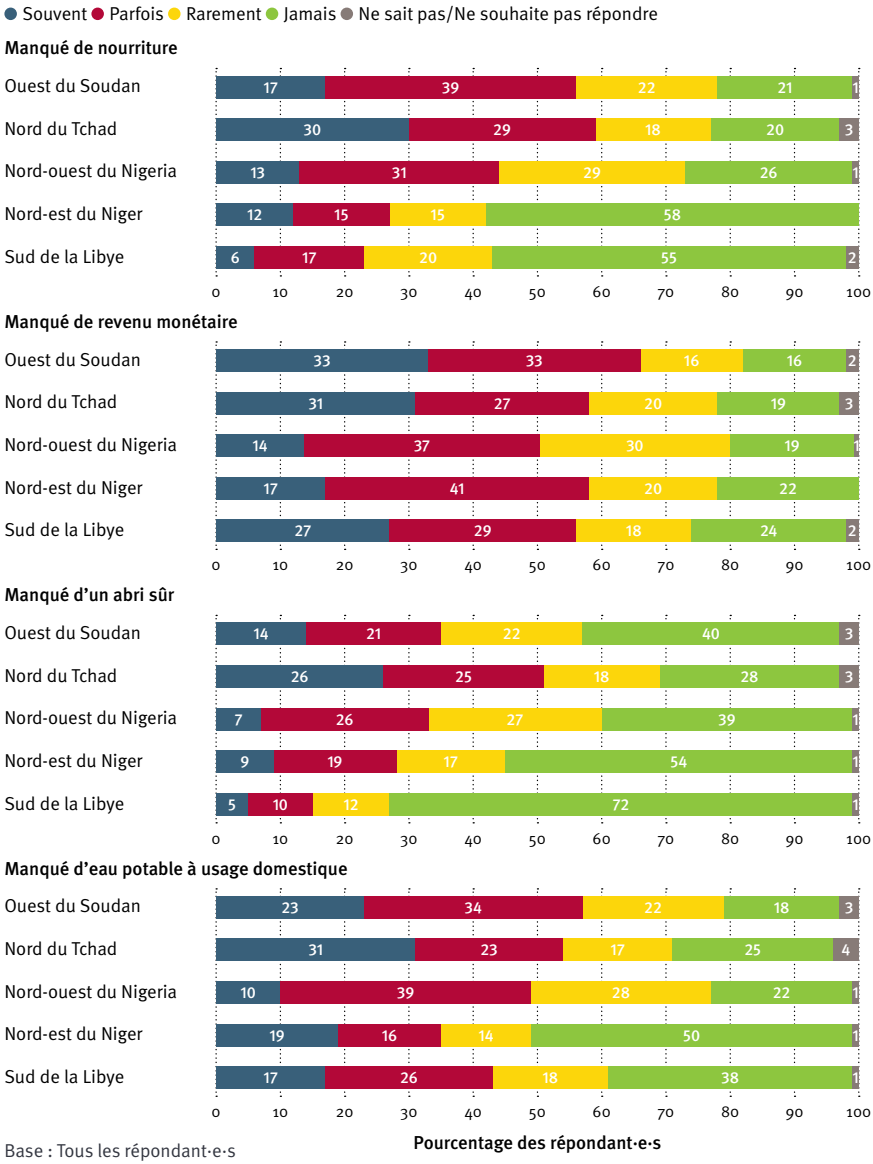
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

En Libye, 78 % des répondant·e·s ont affirmé avoir eu une enfance heureuse – soit le score le plus élevé dans le cadre de cette étude. Mourzouq et Koufra, deux régions reculées du sud du pays, sont les moins bien classées en Libye.

Toutefois, pour les facteurs individuels de ce type, les valeurs aberrantes – c'est-à-dire le nombre d'individus qui ont jugé leur enfance beaucoup moins heureuse que les autres – peuvent avoir plus d'importance que la moyenne. En Libye, sur la base de l'échantillon national complet (dont les localités du nord), la réponse moyenne sur une échelle allant de 0 (la pire vie possible) à 10 (la meilleure vie possible) était de 6,6, mais 39 individus sur 2 329 ont choisi 0, ce qui signifie qu'ils ont considéré leur enfance comme la pire possible. Ces réponses très négatives étaient loin d'être également réparties entre les municipalités libyennes ; la majorité (25) provenait de personnes interrogées à Koufra : 7,4 % d'entre elles ont choisi le score le plus bas possible.

Grâce aux données recueillies en Libye, les auteurs ont pu analyser les autres réponses données par les personnes qui ont affirmé avoir une vision absolument négative de leur enfance. En effet, les répondant·e·s qui ont plus souvent déclaré que leur enfance avait été la pire qu'ils puissent imaginer ont également déclaré que leur père avait été absent pendant leur enfance (6,2 sur une échelle de 0 à 10, contre une moyenne de 8,1 pour le reste des répondant·e·s) et qu'ils ou elles avaient une vision négative de la vie – 4,2 contre 6,6 pour les autres répondant·e·s, sur une échelle allant de 0 (la pire vie possible) à 10 (la meilleure vie possible). On peut donc penser que les personnes qui ont eu une enfance heureuse et un père présent ont une vision plus positive de la vie. En outre, ces mêmes personnes ont été plus nombreuses à affirmer qu'elles rencontraient des difficultés économiques dans les quatre catégories étudiées (soit la nourriture, le logement, l'argent et l'eau).

Graphique 4.2 Au cours des 12 derniers mois, à quelle fréquence avez-vous ou votre famille. . .?

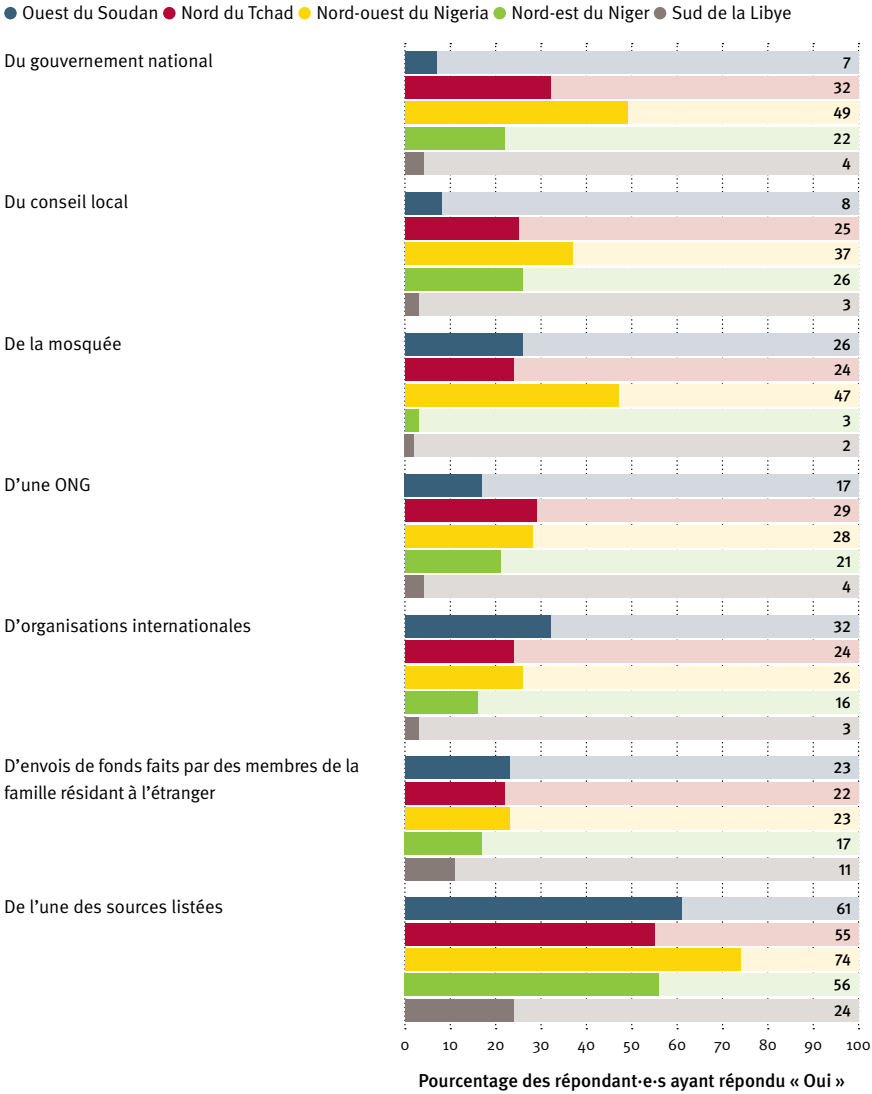


Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.3 Au cours des 12 derniers mois, votre famille a-t-elle perçu des revenus supplémentaires outre ceux générés par le travail de ses membres ? D'où provenaient-ils ?



Base : Tous les répondant·e·s

Note : Plusieurs réponses autorisées. Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Dans les cinq pays étudiés, plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré avoir « souvent » ou « parfois » manqué d'argent au cours des douze derniers mois, et plus d'un tiers d'entre elles ont été confrontées à des pénuries d'eau potable. Le Niger et la Libye ont obtenu de meilleurs résultats que les autres pays étudiés pour des critères comme l'accès à la nourriture, au logement et à l'eau potable au cours des douze derniers mois (voir le graphique 4.2). Femmes et hommes ont dit avoir été privés de nourriture, d'abri et d'eau potable dans les mêmes proportions, mais les femmes ont plus souvent indiqué qu'elles avaient manqué d'argent à un moment donné au cours de l'année écoulée (sur l'ensemble de l'échantillon, 61 % d'entre elles ont déclaré que cela arrivait souvent ou parfois, contre 55 % pour les hommes).

Dans tous les pays à l'exception de la Libye, plus de la moitié des personnes interrogées ont dit avoir reçu des revenus complémentaires provenant de sources autres que leur travail régulier. Parmi les autres sources de revenus, les mosquées ont été fréquemment évoquées au Nigeria, au Soudan et au Tchad, contrairement au Niger et à la Libye (voir le graphique 4.3).

En Libye, selon les données recueillies, les habitant·e·s des villes du sud – à Koufra et, dans une légèrement moindre mesure, à Sebha – ont une vie nettement plus difficile que ceux et celles qui vivent dans les autres municipalités étudiées. Koufra est également la seule des municipalités où des habitant·e·s ont déclaré ne pas avoir assez à manger plus que « rarement », et c'est également à Koufra que l'on trouve le taux le plus élevé de personnes interrogées qui éprouvaient des difficultés à se loger. La population

Tableau 4.1 Auto-évaluation du degré de dénuement en Libye

	Koufra	Bani Walid*	Ghat	Misrata*	Mourzouq	Sebha	Zuwara*	Moyenne
Dénuement global	1,4	0,6	0.8	0.8	0.8	1.1	0.4	0.8
Pas assez de nourriture	1,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,1	0,5
Pas assez d'argent	1,8	1,1	1,4	1,4	1,4	1,8	0,9	1,3
Pas de logement	0,8	0,1	0,3	0,4	0,4	0,3	0,1	0,3
Pas assez d'eau potable pour l'usage domestique	1,6	0,8	1,0	1,0	1,0	1,3	0,7	1,0

Note : l'échelle d'auto-évaluation va de 0 (je n'ai jamais vécu ce type de privation) à 3 (j'ai souvent vécu ce type de privation).

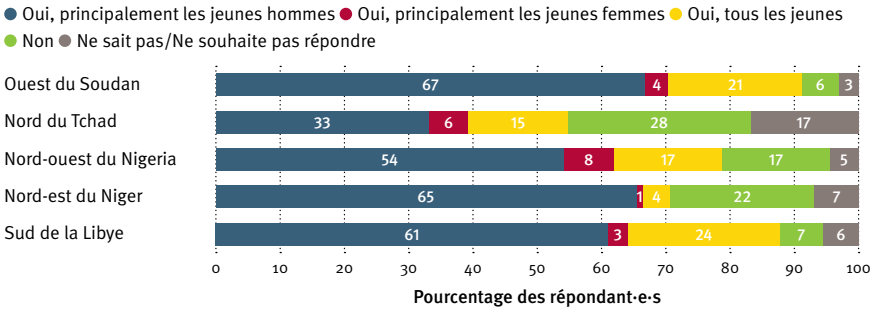
* Les données relatives à Bani Walid, Misrata et Zuwara sont mentionnées ici à des fins de comparaison, mais elles ne sont pas incluses dans la base de données sur laquelle repose l'ensemble de ce rapport.

de Koufra, Ghat, Mourzouq et Sebha semble également rencontrer davantage de difficultés économiques que celle des autres localités. Enfin, les personnes interrogées à Koufra et Sebha ont plus souvent déclaré avoir des difficultés à accéder à l'eau potable pour leur usage domestique (voir le tableau 4.1).

Comme l'a montré la revue de la littérature, les groupes extrémistes violents peuvent plus facilement attirer les personnes motivées par des avantages financiers, notamment les salaires, quand ils recrutent dans des régions dotées d'une population jeune, touchées par la pauvreté et où les débouchés économiques sont rares – et, particulièrement, dans les communautés privées de leurs droits et marginalisées. L'attrait des avantages économiques découle également des normes sociales qui veulent que les hommes ne deviennent véritablement hommes que par la réussite économique et le mariage, deux éléments qui leur confèrent statut social et reconnaissance (UNICRI, 2020, p. 39-40).

Le mariage est un facteur qui mérite une attention toute particulière dans cette analyse des moteurs de l'extrémisme violent ; dans la plupart des sociétés, notamment dans les plus traditionnelles, le mariage est un accomplissement susceptible de donner aux femmes comme aux hommes une certaine liberté et une certaine autorité. Dans les sociétés traditionnelles et notamment en Libye, les hommes ne peuvent se marier que s'ils disposent d'une certaine aisance économique ; les futurs mariés doivent posséder une maison dans laquelle le couple pourra vivre après le mariage et disposer de suffisamment d'argent pour donner une dot à la future épouse qui lui garantira une certaine sécurité en cas de veuvage ou de divorce. Les recruteurs des groupes extrémistes violents peuvent cibler les hommes incapables de parvenir à ce degré d'aisance économique en leur offrant de l'argent facile ou la possibilité d'épouser des femmes qui soutiennent leur idéologie – de nombreuses femmes ont d'ailleurs rejoint l'État islamique en Syrie (Jaffer, 2015 ; Montgomery, 2015 ; Watkinson, 2016).

Graphique 4.4 Diriez-vous que, aujourd'hui, trop de jeunes quittent la communauté pour mener une vie meilleure ailleurs ?



Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

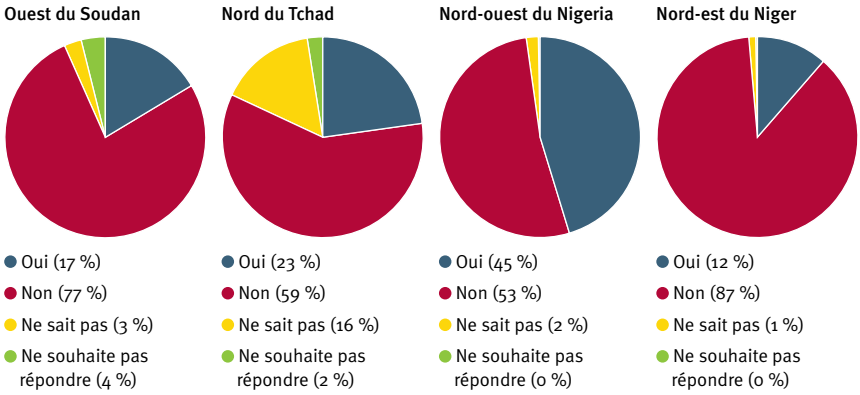
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Une femme bédouine puise de l'eau sur le plateau de l'Ennedi, au Tchad. 29 décembre 2018.
Source : Michael Runkel/Alamy Images

Dans les cinq pays étudiés, la majorité des personnes interrogées – 91 % au Soudan, 88 % en Libye et 79 % au Nigeria – ont déclaré que les jeunes étaient trop nombreux à quitter leur communauté pour chercher une vie meilleure (voir le graphique 4.4). Cet exode concerne principalement les jeunes hommes – lesquels sont également plus susceptibles d'être célibataires dans la zone de recherche (23 %, contre 18 % pour les femmes) –, mais une part non négligeable de personnes interrogées en Libye, au Nigeria, au Soudan et au Tchad ont affirmé que les jeunes femmes étaient également concernées par cette tendance (de 3 % en Libye à 8 % au Nigeria). Le score moyen – jeunes hommes et jeunes femmes confondus – va de 15 % au Tchad à 24 % en Libye. Les jeunes peuvent en effet quitter leur communauté quand ils pensent ne pas pouvoir se marier, plus particulièrement au Soudan et au Niger. Dans ce domaine, le Darfour-Nord se distingue puisqu'un quart des hommes interrogés n'étaient pas mariés, et que les trois quarts d'entre eux ont dit avoir rencontré au moins un obstacle pour se marier, celui-ci étant le plus souvent financier.

En Libye, les femmes comme les hommes vivent dans des conditions difficiles, mais celles-ci pèsent plus particulièrement sur les hommes quand il s'agit de se marier. Le pays connaît une crise économique de très longue durée et, dans ce contexte, les hommes sont nombreux à peiner à atteindre l'aisance financière qui leur permettrait de se marier. À la question de l'enquête de base « Pouvez-vous me dire si l'une des situations suivantes s'applique à vous ? », 16 % des hommes célibataires interrogés ont choisi la réponse « Mon ou ma partenaire et/ou moi n'avons pas assez d'argent pour nous marier », contre 7 % seulement des femmes célibataires. Inversement, 23 % des femmes interrogées ont indiqué qu'elles ne trouvaient pas de partenaires qualifiés, contre 16 % des hommes[14].

Graphique 4.5 Votre famille est-elle impliquée dans le commerce transfrontalier ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

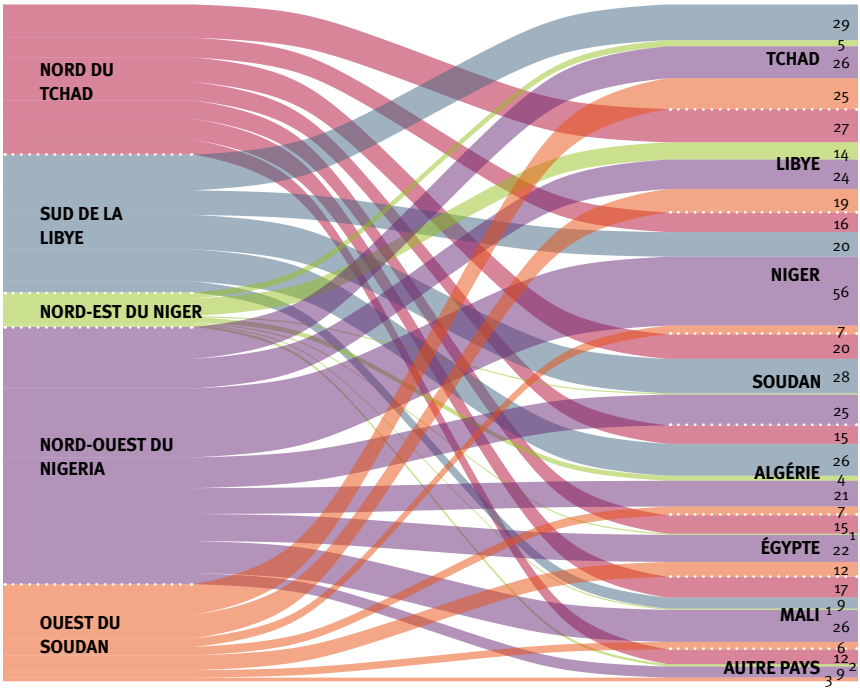
Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Dans les cinq études de cas, seule une minorité de répondant·e·s ont déclaré avoir voyagé dans les pays voisins au cours de l'année précédente. Seul le Nigeria fait exception puisque 56 % des personnes interrogées ont déclaré avoir voyagé au moins une fois au Niger – cette statistique tient sans doute au fait que les communautés nigérianes étudiées sont situées tout près de la frontière avec le Niger (voir la carte 1). Dans les quatre études de cas régionales, des répondant·e·s ont affirmé qu'eux-mêmes ou leur famille pratiquaient le commerce transfrontalier, et plus particulièrement au Nigeria (45 % des personnes interrogées) (voir le graphique 4.5). Nombre de ces commerçant·e·s ont affirmé avoir payé des groupes armés pour circuler en sécurité, notamment au Soudan et au Nigeria, ce qui illustre les risques liés à ce moyen de subsistance.

Dans la même logique, c'est dans les communautés frontalières du nord-ouest du Nigeria que la proportion de personnes qui ont voyagé à l'étranger était la plus élevée

Graphique 4.6 Êtes-vous allé dans ces pays lors des 12 derniers mois ?*



Pourcentage des répondant·e·s ayant voyagé une ou plusieurs fois

Base : Tous les répondant·e·s

Note : * La deuxième partie de la question était: « Si oui, combien de fois : une fois, 2-3 fois ou plus souvent ? ». Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

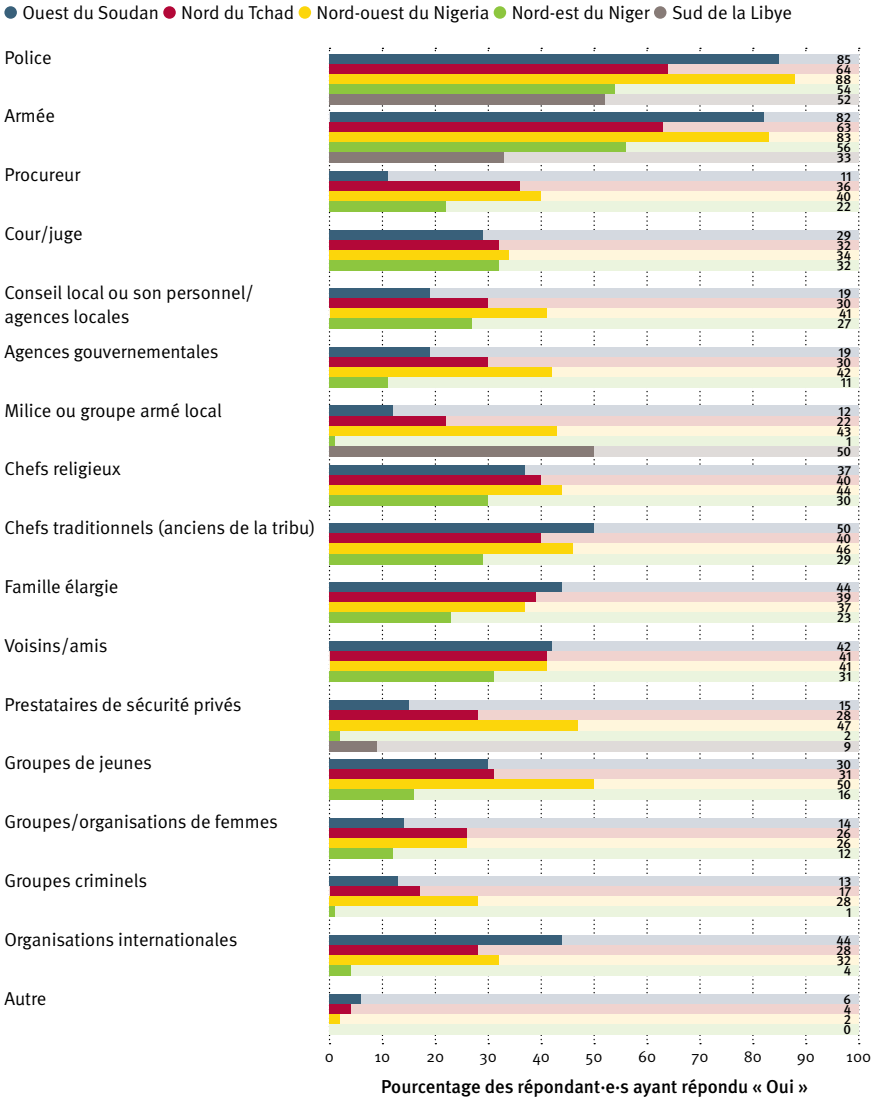
(voir le graphique 4.6). Près des deux tiers des personnes interrogées dans ce pays ont indiqué qu'elles avaient voyagé dans un autre pays au cours des 12 mois précédant l'entretien, et plus de la moitié d'entre elles s'étaient rendues au Niger, juste de l'autre côté de la frontière. Dans le sud de la Libye, cette proportion était également élevée : 46 % des personnes interrogées ont déclaré s'être rendues au Tchad, au Soudan, en Algérie, au Niger ou, dans une moindre mesure, au Mali au cours de l'année écoulée. À l'inverse, seulement 18 % des personnes interrogées dans le nord du Niger ont évoqué un voyage à l'étranger durant cette même période. Dans toutes les régions étudiées, les résultats ont montré que les hommes sont plus susceptibles de voyager à l'étranger que les femmes. Par exemple, au Niger, 25 % des hommes et seulement 11 % des femmes ont déclaré avoir voyagé à l'étranger au cours de l'année écoulée. Cet écart semble se réduire dans les pays où les personnes sont plus nombreuses à voyager à l'étranger. Mais l'écart entre les sexes était tout de même visible au Nigeria – près 7 hommes sur 10, mais moins de 6 femmes sur 10, s'étaient rendus dans un autre pays au cours de l'année écoulée.

4.2 Les insuffisances de l'État en matière de sécurité et de justice

Dans la région sahélienne, les insuffisances de l'État en matière de sécurité et de justice, et l'oppression de la population par les institutions du secteur de la sécurité sont l'un des moteurs les plus palpables de l'extrémisme violent. Le ressentiment qui en résulte est susceptible d'inciter nombre de personnes à rejoindre un groupe extrémiste violent (Elworthy et Rifkind, 2005, cité dans Allan et al., 2015, p. 36). Les mesures de nature sécuritaire perturbent souvent les activités génératrices de revenus – en particulier dans les zones frontalières – et compromettent aussi la capacité des membres des communautés à résister aux attraits des groupes armés (UNICRI, 2020, p. 40). Quand ces manquements de l'État se combinent avec une discrimination fondée sur des critères religieux ou ethniques – volontairement ou non –, les victimes partagent une souffrance sur la base de laquelle peut se construire un discours commun qui décrit l'État comme la cause des multiples sources de leur mécontentement, et ce discours peut favoriser l'émergence de l'extrémisme violent.

Les résultats de l'enquête mettent en lumière la complexité et les nuances des perceptions relatives à l'État dans les régions frontalières étudiées. Comme le montre le graphique 4.35 en fin de section, les personnes interrogées en Libye, au Nigeria et au Soudan ont exprimé un mécontentement profond envers leur gouvernement, et plus modéré vis-à-vis de leurs forces de sécurité, alors que les personnes interrogées au Niger et au Tchad se sont montrées plus sévères envers les forces de sécurité qu'envers leur gouvernement. Les répondant·e·s semblent donc avoir une vision et un vécu des différentes institutions de l'État, ce qui mérite un examen attentif.

Graphique 4.7 Quels sont les institutions, les groupes ou les individus qui assurent la sécurité dans votre quartier ?



Base : Tous les répondant·e·s

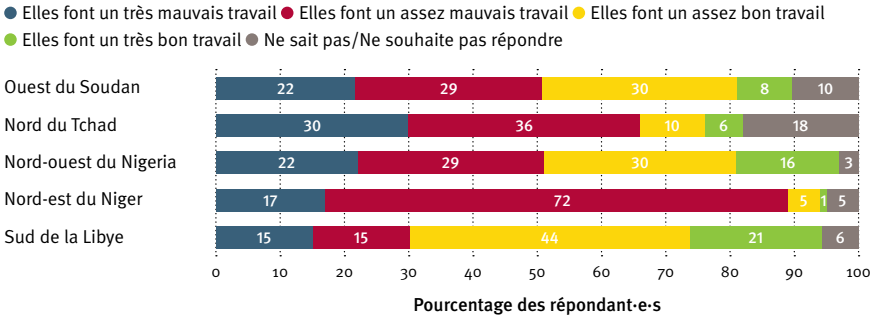
Note : Plusieurs réponses autorisées. Les seules options présentées aux répondant·e·s libyen·ne·s étaient « police », « armée », « milice ou groupe armé local » et « prestataires de sécurité privés ». Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Dans les cinq pays étudiés, les personnes interrogées ont affirmé que la police et l'armée étaient les principaux responsables de la sécurité dans leur quartier, mais comparativement moins en Libye, au Niger et au Tchad (voir le graphique 4.7). En Libye, les résultats varient fortement en fonction des villes dans lesquelles les recherches ont été menées. La majorité des personnes interrogées à Ghat et Koufra ont indiqué que la police et l'armée assuraient la sécurité dans leur quartier, mais seule une minorité de personnes ont affirmé la même chose à Mourzouq, et encore moins à Sebha. Sebha se classe au dernier rang des sept municipalités libyennes étudiées pour ce qui est des perceptions relatives à la sécurité. Les personnes interrogées à Sebha pensent presque toutes que les forces de sécurité sont incapables de protéger leur communauté des menaces auxquelles elle est confrontée : celles-ci ne disposent pas de l'équipement nécessaire pour lutter contre les groupes extrémistes violents ; elles ont souvent peur de les affronter et certains de leurs membres collaborent avec des groupes extrémistes violents, ou en sont membres.

Les personnes interrogées au Niger et au Tchad ont été plus sévères avec les forces de sécurité que celles interrogées au Nigeria, au Soudan et en Libye, qui ont, pour la plupart, jugé que les forces de sécurité de leur pays accomplissaient un travail assez bon ou très bon pour prévenir la criminalité et la violence (voir le graphique 4.8). Selon l'ensemble des études de cas réalisées, le degré de confiance accordée aux forces de sécurité était légèrement plus élevé quand la sécurité était assurée à la fois par des forces locales (étatiques ou non étatiques) et par des forces nationales ou fédérales, et pas seulement par des forces locales ou par des forces nationales. Les répondant·e·s

Graphique 4.8 Quelle est votre perception de la capacité globale des forces de sécurité à prévenir et contrôler la criminalité et la violence dans votre communauté ?



Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

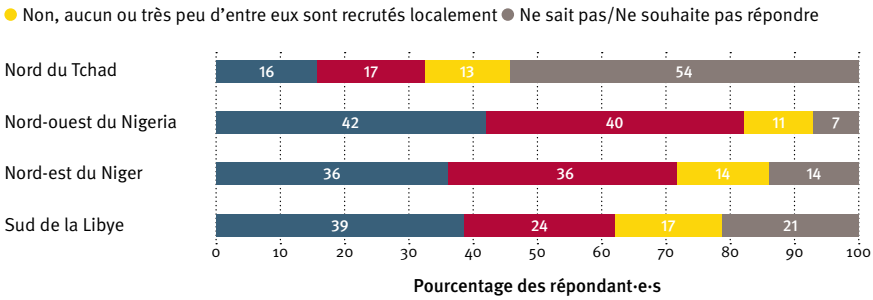
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

qui ont mentionné l'existence de tels dispositifs sécuritaires mixtes ont, plus souvent que les autres, affirmé se sentir plus en sécurité aux checkpoints et noté que la criminalité leur semblait davantage sous contrôle dans la zone où ils vivaient.

Il semble que le jugement porté sur l'efficacité des forces de sécurité ne soit pas corrélé avec le degré de représentation des communautés locales au sein de ces institutions. Comme le montre le graphique 4.9, les personnes interrogées en Libye, au Niger et au Nigeria ont déclaré, dans des proportions comparables (entre 36 et 42 %), que la plus grande partie ou la totalité du personnel des forces de sécurité était local. Ces données ne sont toutefois que partielles, car la question a suscité un taux élevé de non-réponse au Tchad (54 %) et a dû être supprimée du questionnaire au Soudan. À une question spécifique sur les jeunes, plus des deux tiers des répondant·e·s au Niger (75 %) et au Nigeria (70 %) ont estimé que les jeunes, et en particulier les jeunes hommes de la communauté, étaient bien représentés au sein des forces de sécurité opérant dans leur région, contre seulement 40 % au Tchad. Cette question n'a pas pu être posée aux échantillons libyens et soudanais.

Dans les zones frontalières du Sahel, les gouvernements privilégient souvent les mesures sécuritaires plutôt que celles qui visent à améliorer le système de santé ou le système éducatif, ou encore celles en faveur du développement socioéconomique (UNICRI, 2020, p. xi). Au Nigeria et au Tchad, 20 % et 9 % des personnes interrogées, respectivement, ont déclaré que leur famille avait été personnellement touchée par des actes de violence perpétrés par leur gouvernement ou par un gouvernement étranger (voir le graphique 4.10). Ces données peuvent laisser penser que les mesures sécuritaires

Graphique 4.9 Les membres de la communauté sont-ils bien représentés au sein des forces de sécurité dans la région ?

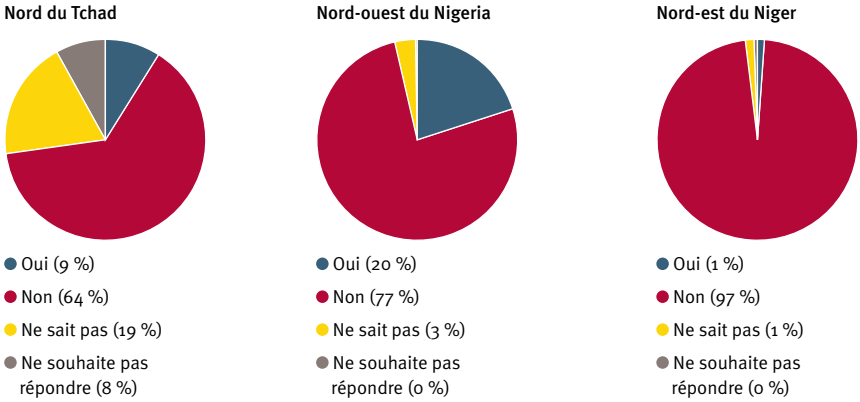


Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée au Soudan)

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.10 Est-ce que vous-même, ou un membre de votre famille immédiate, avez été personnellement touché par un acte de violence perpétré par des forces gouvernementales nationales ou étrangères qui ont attaqué des membres civils de votre communauté ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye et au Soudan)

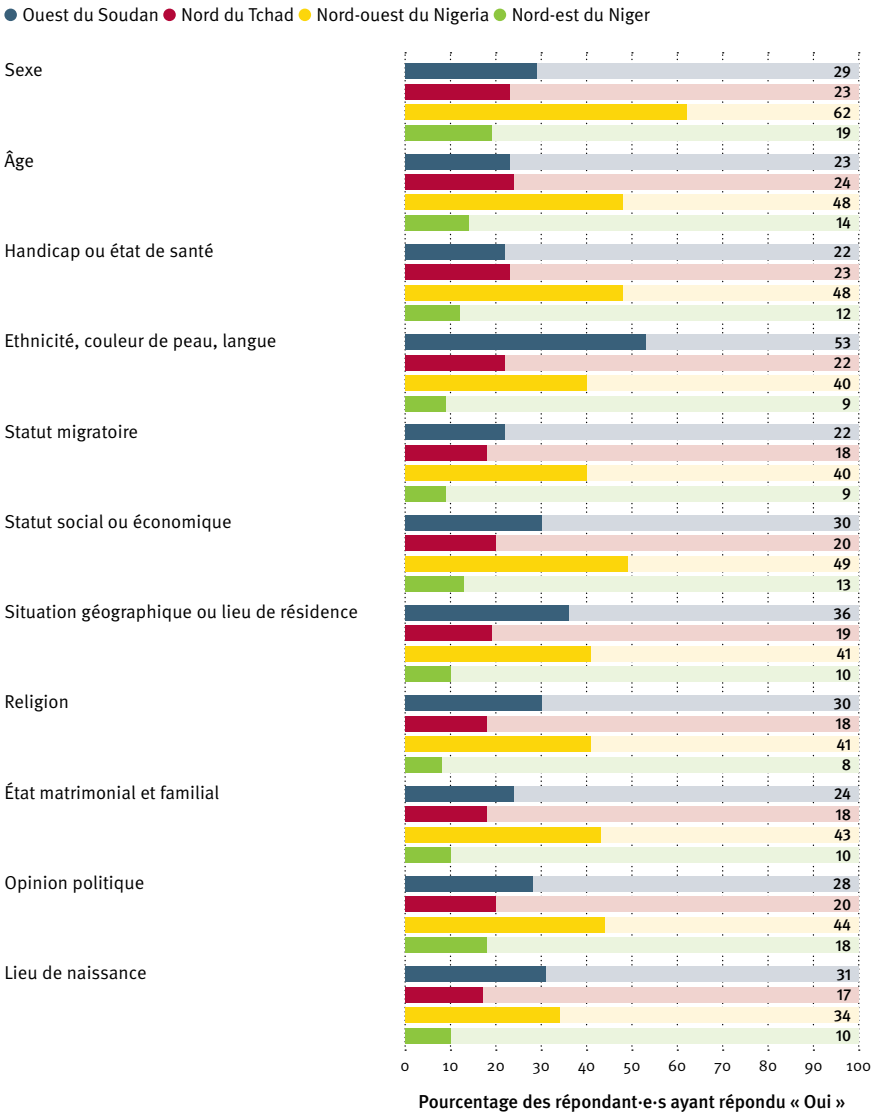
Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

sont une préoccupation importante dans ces deux pays, mais il convient de noter que le score du Niger était beaucoup plus faible (moins de 1 %) et que la question n'a pas pu être posée au Soudan.

Une population mécontente de son sort ne tombe pas nécessairement dans l'extrémisme violent, mais quand des communautés se sentent exclues ou victimes de discrimination, leurs revendications peuvent plus aisément s'intégrer dans un discours unique et simplificateur qui peut servir de catalyseur (Kruglanski et al., 2009, cité dans Allan et al., 2015, p. 31). Les personnes interrogées ont déclaré avoir souffert de discriminations de différents types. Dans l'ensemble, au cours des 12 mois qui ont précédé l'entretien, les répondant·e·s du Nigeria et du Soudan semblent avoir davantage souffert de discrimination et de harcèlement que les personnes interrogées au Tchad et au Niger (voir le graphique 4.11). Les formes de discrimination et de harcèlement les plus fréquemment signalées au Nigeria et au Niger sont celles fondées sur le genre ; au Niger, en particulier, les hommes ont été plus nombreux à se dire victime d'actes relevant de la discrimination ou du harcèlement fondés sur le genre. Au Soudan, les discriminations signalées étaient plus souvent fondées sur l'appartenance ethnique, et au Tchad, sur l'âge. Au Tchad, les jeunes répondant·e·s – hommes et femmes confondus – ont signalé des taux de discrimination plus élevés que les autres groupes.

Graphique 4.11 Dans ce pays, avez-vous le sentiment d'avoir personnellement subi une forme quelconque de discrimination ou de harcèlement au cours des 12 derniers mois, sur la base de votre. . . ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Plusieurs réponses autorisées.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

4.3 L'incapacité des gouvernements à fournir les services de base

Quand un gouvernement se trouve dans l'incapacité de fournir les services de base, il donne aux groupes armés la possibilité de se substituer à lui pour combler ses lacunes en matière de santé et d'éducation, et satisfaire d'autres besoins qui contribuent au bien-être de la communauté. Selon certaines études quantitatives, l'instabilité de l'État – notamment en période de transition – est un facteur prédictif fiable de futures attaques terroristes (Gelfand et al., 2013, cité dans Allan et al., 2015, p. 22).

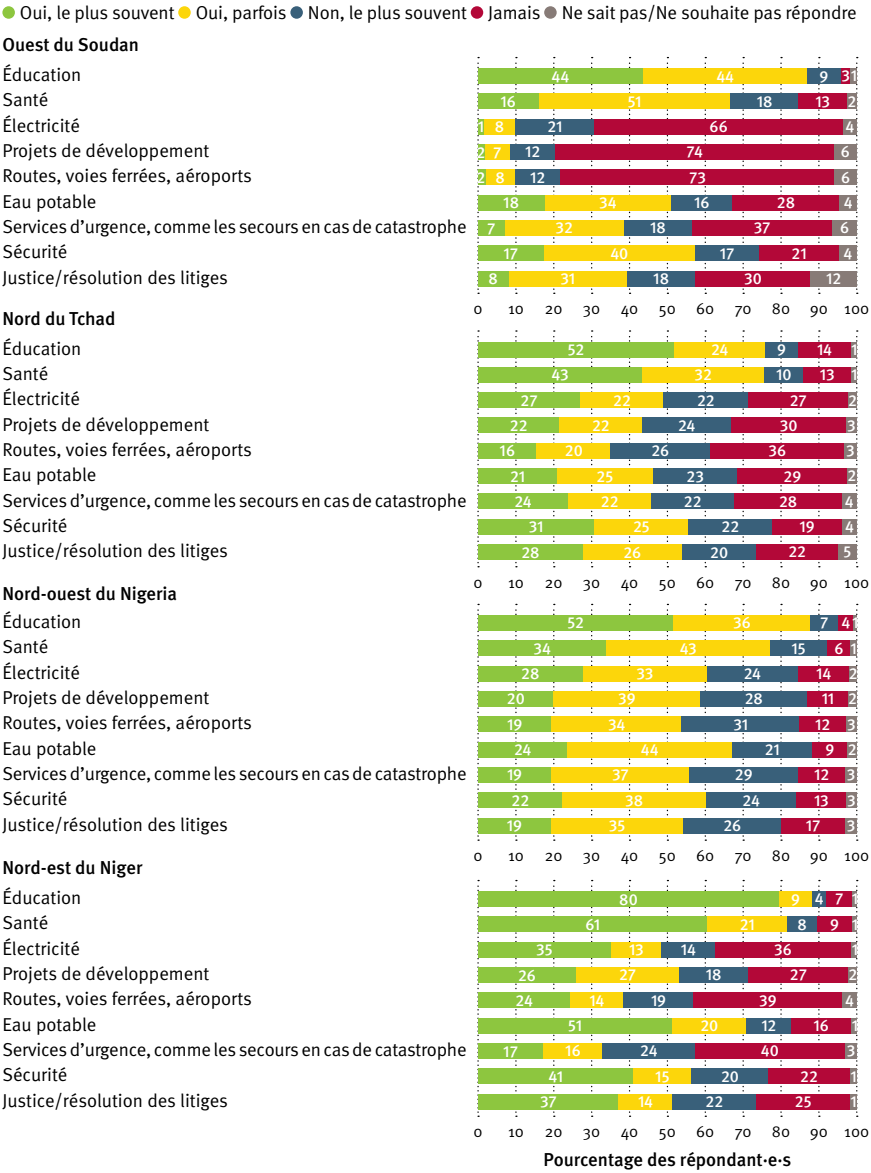
Les données recueillies au cours de cette enquête donnent à voir un paysage très inégal en matière d'accès aux services de base. Les personnes interrogées au Soudan et, dans une moindre mesure, dans le nord du Tchad et du Niger, ont dit avoir un accès extrêmement limité à l'électricité, aux projets de développement, aux routes, aux voies ferrées, aux aéroports et aux services d'urgence (voir le graphique 4.12). Par comparaison, la situation était meilleure au Nigeria.

Faute d'accès aux services de base, les populations peuvent se sentir marginalisées, et nourrir un mécontentement et un sentiment d'injustice, notamment si cette marginalisation est fondée sur leur appartenance ethnique, leur identité ou leur religion. Les personnes interrogées au Nigeria et au Soudan étaient les plus susceptibles de penser que leur ethnie, leur tribu ou leur religion était marginalisée ou négligée au sein de leur communauté, mais aussi, plus généralement, dans leur pays (voir le graphique 4.13). Il convient de souligner ici que la combinaison de perceptions qui caractérise le Soudan est particulièrement inquiétante dans une perspective de prévention de l'extrémisme violent : les personnes interrogées témoignent d'un accès aux services de base plus limité que dans les autres pays, et d'une forte marginalisation perçue sur la base de leur identité.

4.4 L'importance croissante des identités ethniques et/ou religieuses

Moins on connaît la religion, plus on est susceptibles d'en accepter des interprétations extrêmes. Les communautés les moins développées ne disposent parfois pas d'un système éducatif public correctement financé, ce qui permet aux écoles religieuses et à d'autres acteurs non étatiques de s'y substituer. Dans ces écoles alternatives, les programmes scolaires ne sont pas toujours conçus pour préparer les membres de la communauté à acquérir des compétences techniques ou des connaissances qui les aideront sur le marché du travail, ce qui les isole plus encore du reste de la population (UNICRI, 2020, p. 41). Faute de ressources, les écoles coraniques de plus en plus nombreuses dans les communautés ne transmettent pas suffisamment de connaissances religieuses, et les éducateurs sont laissés libres d'interpréter les textes et de transmettre

Graphique 4.12 Dans quelle mesure les membres de la communauté ont-ils accès à chacun de ces services fournis par le gouvernement ?

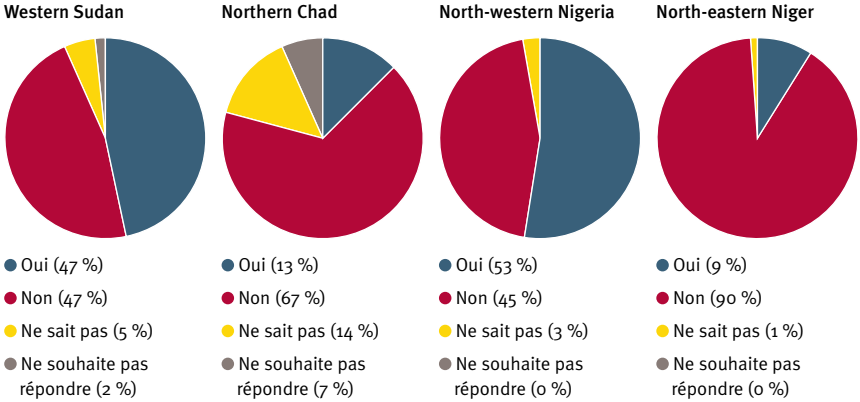


Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.13 Les personnes appartenant à votre groupe ethnique/tribal/religieux sont-elles marginalisées ou négligées dans la ville ou le village où vous vivez ?

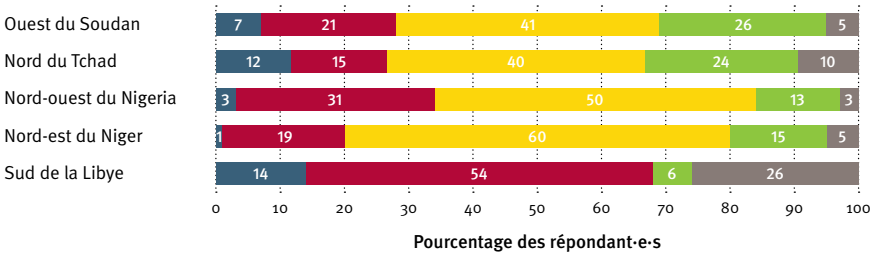


Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.14 De manière générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait·e ou insatisfait·e de la qualité des services éducatifs disponibles pour les enfants de votre ménage ?

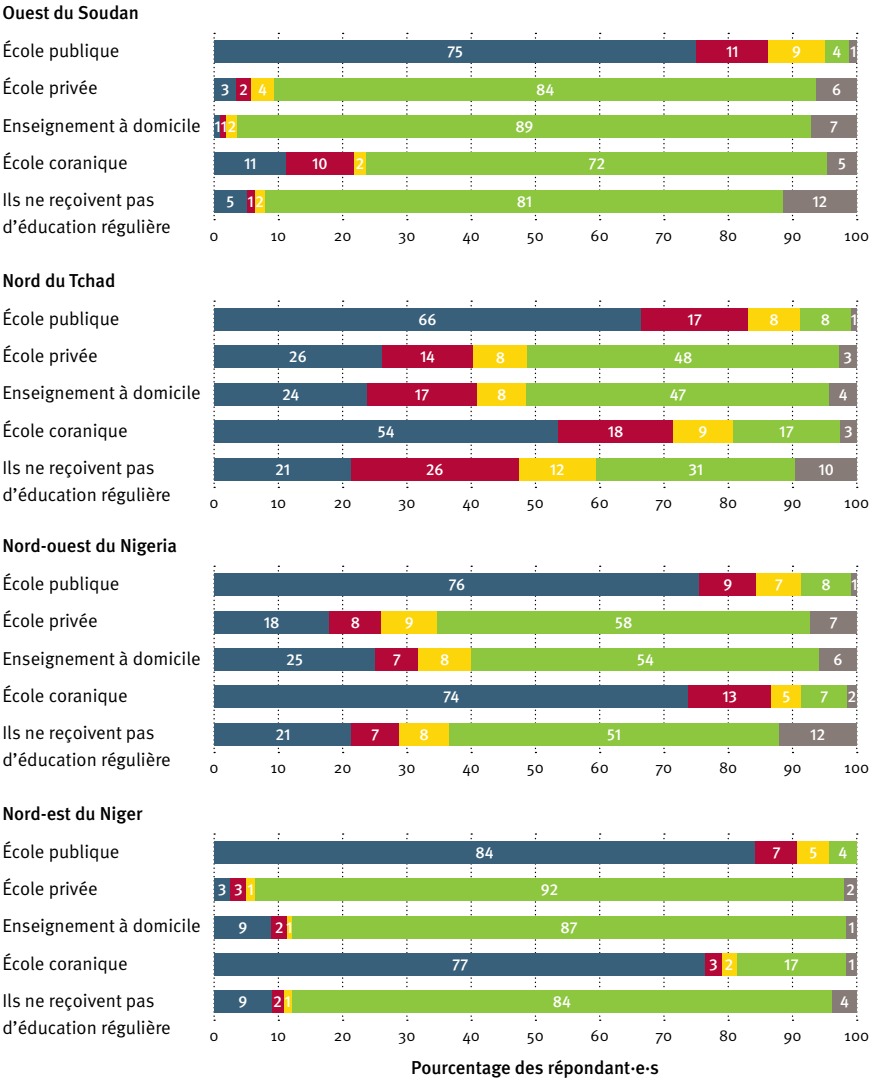


Base : Les répondant·e·s ayant au moins un enfant âgé de 6 à 14 ans au sein de leur ménage.

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.15 Quel type d'éducation reçoivent actuellement les garçons et les filles âgés de 6 à 14 ans qui vivent au sein de votre ménage ?



Base : Les répondant·e·s ayant au moins un enfant âgé de 6 à 14 ans au sein de leur ménage (la question n'a pas été posée en Libye).

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

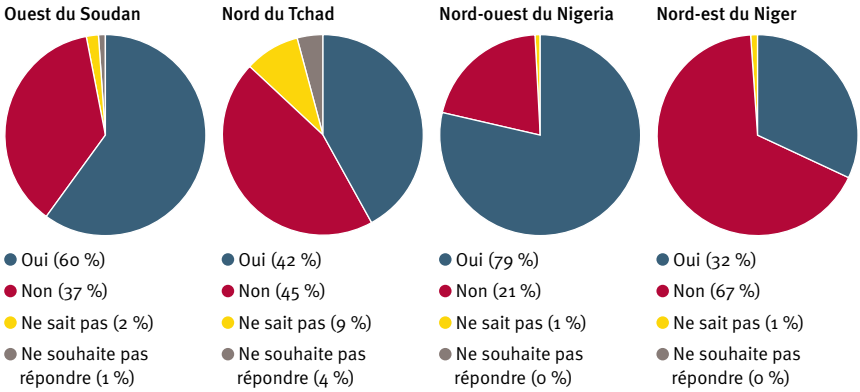
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

les enseignements à leur manière (p. 42), ce qui peut favoriser la radicalisation et le non-respect des droits des femmes (p. 43).

Dans l'ensemble, les personnes interrogées en Libye ont exprimé une plus grande insatisfaction vis-à-vis de la qualité des services éducatifs (plus des deux tiers étaient soit très insatisfaits, soit insatisfaits) que les répondant·e·s des autres études de cas (entre 20 et 34 % étaient insatisfaits ou très insatisfaits) (voir le graphique 4.14). Cette proportion très importante de personnes mécontentes pourrait être liée aux caractéristiques de l'échantillon de ce pays, majoritairement urbain, jeune et plus aisé : ces personnes pourraient attendre davantage des services publics et être plus difficiles à satisfaire que les répondant·e·s des autres pays. Dans les quatre autres études de cas, les écoles publiques ont été identifiées comme les principaux acteurs éducatifs de la communauté. Le niveau de scolarisation dans l'enseignement public était comparativement plus faible au Tchad que dans les trois autres pays étudiés (voir le graphique 4.15). Dans ces quatre pays, le second prestataire de services éducatifs évoqué était l'ensemble des écoles coraniques, mais le taux de scolarisation dans ce type d'établissements étaient comparativement beaucoup plus faibles au Soudan.

Par ailleurs, les personnes qui ont affirmé avoir étudié les enseignements de l'Islam étaient plus nombreuses au Nigeria (79 %) et au Soudan (60 %) qu'au Tchad (42 %) et au Niger (32 %) (voir le graphique 4.16). Dans les cinq études de cas, plus de la moitié des répondant·e·s étaient d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle

Graphique 4.16 Y a-t-il eu une période pendant laquelle vous avez étudié les enseignements islamiques ou la charia après avoir terminé vos études ?*



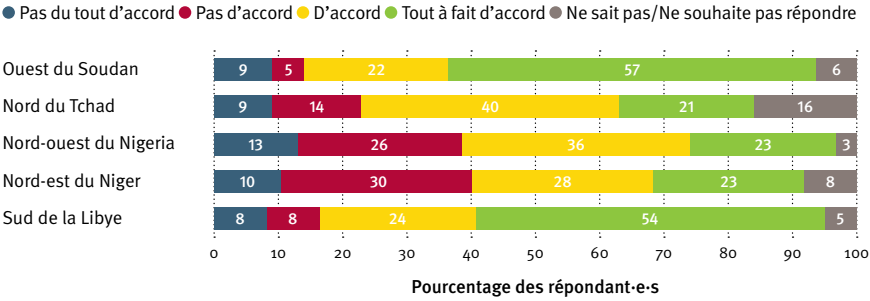
Base : Les répondant·e·s musulman·e·s uniquement (la question n'a pas été posée en Libye).

Note : * La suite de la question était: « Cela aurait pu se faire en groupe, à la mosquée, dans le cadre d'un programme organisé, ou seul, par exemple en regardant des vidéos sur le sujet. » Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Un religieux enseigne dans une école islamique près du marché principal d'Agadez, au Niger. 24 mai 2015.
Source : Akintunde Akinleye/Reuters

Graphique 4.17 Êtes-vous d'accord avec l'affirmation suivante « la seule religion acceptable est la vôtre » ?

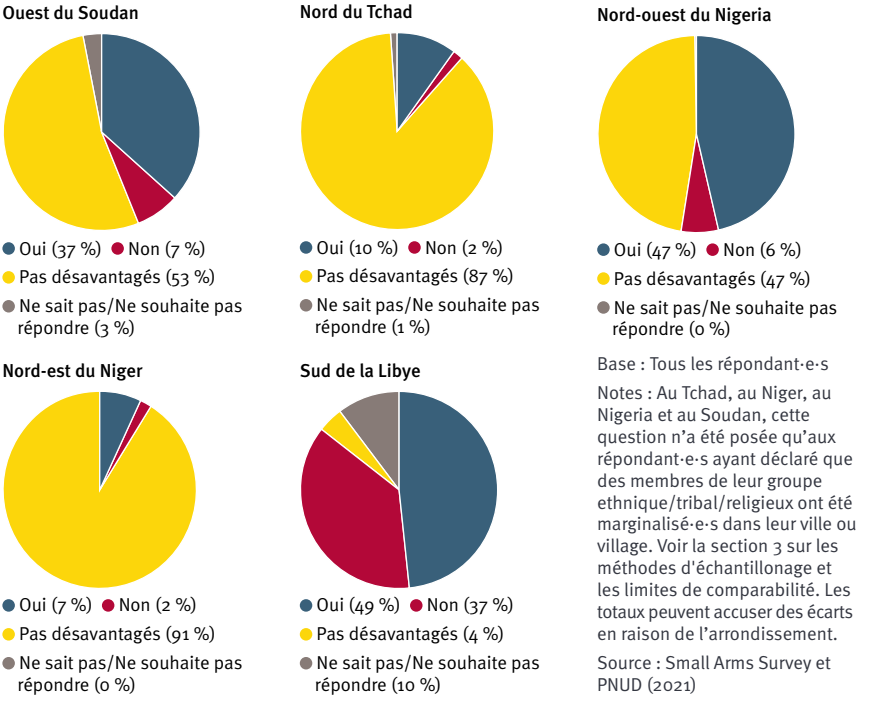


Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source: Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.18 Et diriez-vous que les membres de votre groupe ethnique/tribal/religieux sont opprimés dans la ville ou le village où vous vivez ?



Base : Tous les répondant·e·s

Notes : Au Tchad, au Niger, au Nigeria et au Soudan, cette question n'a été posée qu'aux répondant·e·s ayant déclaré que des membres de leur groupe ethnique/tribal/religieux ont été marginalisé·e·s dans leur ville ou village. Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

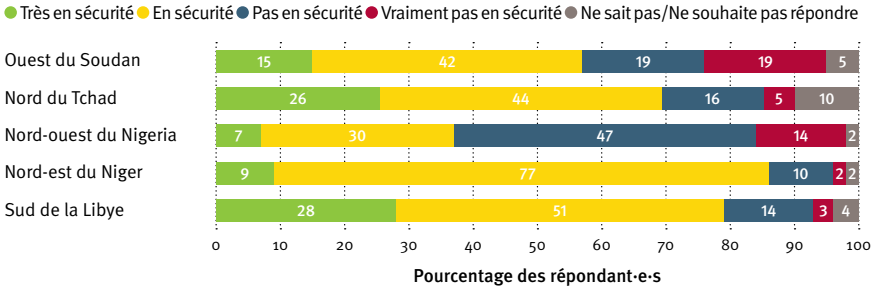
la seule religion acceptable est la leur (voir le graphique 4.17). Cette opinion semble particulièrement répandue au Soudan (79 %) et en Libye (78 %). En comparant les pays étudiés, on peut noter que les personnes étaient plus nombreuses au Soudan (57 %) et au Nigeria (50 %) à déclarer suivre des cheikhs spécifiques ou appartenir à un courant religieux particulier. Les personnes interrogées au Nigeria étaient également plus susceptibles de déclarer qu'elles n'aimaient pas avoir des discussions en ligne avec des individus porteurs d'idées et de valeurs différentes.

Selon la littérature disponible, les groupes extrémistes violents exploitent les conflits identitaires et les revendications communautaires, et instrumentalisent les clivages et les fractures de la société (Groupe de la Banque mondiale et Nations Unies, 2018, p. 191). En outre, dans les États faibles ou défaillants, ils peuvent facilement exploiter les identités religieuses ou ethniques (Allan et al., 2015, p. 22). Les perceptions de l'oppression fondée sur l'appartenance ethnique, la religion ou l'identité sont donc particulièrement utiles pour prendre la mesure de ce moteur dans les zones frontalières du sud de la Libye. Près de la moitié des personnes interrogées au Nigeria (47 %) et en Libye (49 %) ont estimé que les personnes de leur ethnie, tribu ou religion étaient opprimées dans leur ville ou village de résidence – contre 37 % au Soudan, 10 % au Tchad et encore moins (7 %) au Niger (voir le graphique 4.18).

4.5 L'instabilité et l'insécurité chroniques

L'instabilité et l'insécurité chroniques peuvent contribuer au développement de l'extrémisme violent, car elles favorisent l'implantation locale des groupes armés et leur donnent l'occasion de combler les lacunes existantes, même s'ils ne jouent ce rôle que pour une courte période (Gelfand et al., 2013, cité dans Allan et al., 2015, p. 22). Les personnes interrogées au Nigeria ont, plus que dans les quatre autres pays étudiés, évoqué des niveaux d'insécurité élevés : 61 % des répondant·e·s se sont dit en insécurité ou en grande insécurité dans leur quartier, contre seulement 38 % au Soudan, 21 % au Tchad, 17 % en Libye et 12 % au Niger (voir le graphique 4.19). Près de la moitié des personnes interrogées au Nigeria (47 %) ont également estimé que la sécurité s'était dégradée dans leur quartier au cours des 12 derniers mois, contre 24 % au Niger, 22 % au Tchad, 19 % au Soudan et 12 % en Libye (voir le graphique 4.20). Au Nigeria, les types d'incidents les plus fréquemment évoqués étaient les enlèvements (42 % ont déclaré qu'ils se produisaient fréquemment ou très fréquemment), les vols à main armée (36 %), les meurtres (35 %) et enfin les agressions sexuelles (32 %). Le type d'incident le plus couramment signalé au Tchad était les agressions commises sur la voie publique (16 %) ; les trafics (d'êtres humains ou de drogue) au Soudan (30 %) ; les vols de voiture/*car-jacking* au Soudan (6 %) ; et, enfin, les cambriolages et les vols de voiture/*car-jacking* en Libye (16 % chacun). Selon les personnes interrogées, les attaques et vols

Graphique 4.19 À l'heure actuelle, dans quelle mesure vous sentez-vous en sécurité dans votre quartier de résidence ?

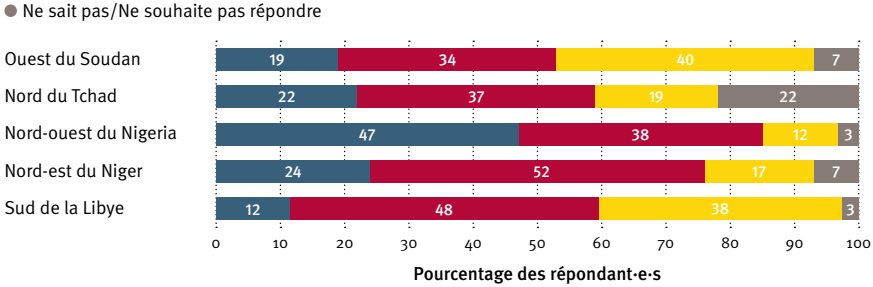


Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.20 Comment qualifierez-vous le niveau de sécurité actuel dans votre quartier, en comparaison de la situation il y a un an ?



Base : Tous les répondant·e·s

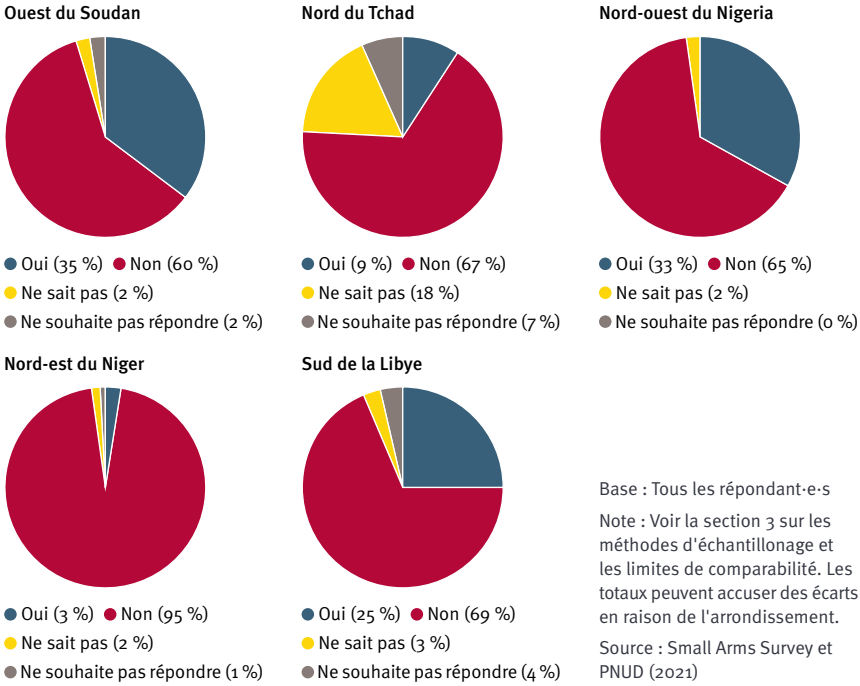
Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

commis par des bandits armés sont, de manière générale, le principal risque auquel sont confrontés les commerçant·e·s dans leur communauté.

Les personnes interrogées au Nigeria, au Soudan et en Libye ont plus systématiquement signalé la présence de groupes armés susceptibles de menacer leurs communautés (47, 41 et 40 %, respectivement). Les répondant·e·s des deux premiers pays ont été plus nombreux·ses à signaler que des membres non armés de leur communauté avaient été attaqués par des acteurs étatiques ou non étatiques. Environ un tiers des personnes interrogées au Soudan (35 %) et au Nigeria (33 %) ont déclaré que leur

Graphique 4.21 Avez-vous (ou un membre de votre famille immédiate) été personnellement affecté par des violences perpétrées par un groupe armé (sans compter les forces gouvernementales nationales et étrangères) ayant attaqué des civils de votre communauté ?



Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

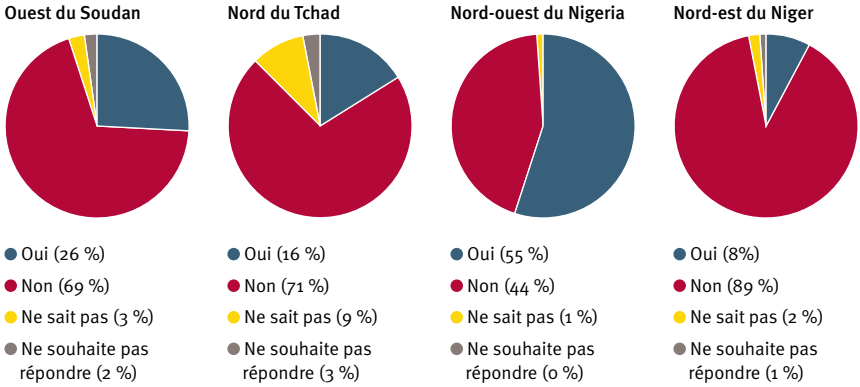
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

famille ou elles-mêmes avaient été personnellement touchées par des actes de violence perpétrés par des groupes armés non étatiques ; cette proportion était de 25 % en Libye (voir le graphique 4.21), et était beaucoup plus faible au Tchad (9 %) et au Niger (3 %).

En Libye, ces questions n'ont pu être posées qu'à 14 personnes par municipalité. Les réponses des 56 personnes des localités du sud de la Libye indiquent que les violences commises par les groupes armés visent principalement les hommes adultes. Les conflits qui se déclenchent semblent être de nature inter- et intratribale. Des quatre municipalités étudiées (Ghat, Koufra, Mourzouq et Sebha), Mourzouq semble être celle qui a connu le plus grand nombre d'attaques contre des civils en deux ans.

Les personnes interrogées au Nigeria ont plus souvent affirmé avoir subi des violences basées sur le genre au cours des 12 mois qui ont précédé l'entretien (55 %) ; cette proportion était de 26 % au Soudan, 16 % au Tchad et 8 % au Niger (voir le graphique 4.22). Dans trois des cinq pays – le Niger, le Nigeria et le Tchad –, les hommes ont été plus nombreux que les femmes à signaler ce type de violences.

Graphique 4.22 Au cours des 12 derniers mois, avez-vous subi une forme quelconque de violence qui, selon vous, était liée à votre genre ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

4.6 Le blocage de la participation à la vie politique et l'influence des groupes armés non étatiques

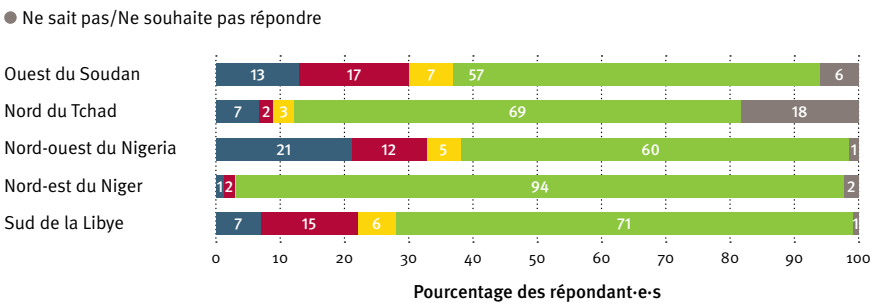
Il semble que l'extrémisme violent se nourrisse également du blocage de la participation à la vie politique. Mais, comme les autres facteurs, celui-ci n'explique pas à lui seul l'émergence des groupes de cette mouvance. Quand la population ne peut pas participer à la vie politique, elle accumule les frustrations, lesquelles sont exploitées par différents acteurs, dont les groupes extrémistes violents. De même, quand les ressources et le pouvoir relèvent du seul monopole d'une élite qui se maintient en place par la corruption et le népotisme, certaines communautés se trouvent exclues des processus politiques et leurs membres peuvent être tentés de vouloir changer les choses, parfois par la violence (Schmid, 2006, cité dans Allan et al., 2015 ; UNICRI, 2020).

Il est généralement nécessaire de présenter sa carte d'identité pour voter lors des élections officielles, mais aussi pour bénéficier de nombreux services publics et de l'aide sociale. Mais, plus d'un tiers des personnes interrogées au Soudan (51 %), au Tchad (37 %) et en Libye (33 %) ont déclaré ne pas avoir de carte d'identité ou de passeport valide, contre moins de 20 % des répondant·e·s au Niger et au Nigeria. Cette question est particulièrement pertinente en Libye, puisque chacun·e doit disposer d'une carte d'identité nationale pour occuper un emploi, voyager et bénéficier de services gratuits comme l'éducation et les soins médicaux. En bref, les Lybien·ne·s doivent être en possession de ce document officiel pour jouir des droits que leur confère la citoyenneté et, plus généralement, pour être considéré·e·s comme des ressortissant·e·s du pays.

Or des milliers de Libyen·ne·s sont privé·e·s de carte d'identité nationale, notamment dans le sud du pays. Ce déni de citoyenneté touche plus particulièrement les Toubou et d'autres minorités non arabes, dont les Touareg et les Ahali (toutes situées dans le sud du pays), ainsi que les habitant·e·s de la ville de Tawergha, dans le nord-ouest. La plupart des Libyen·ne·s qui se heurtent à ce problème appartiennent à des sous-groupes de Toubou ou de Touareg qui sont arrivés en Libye depuis le Tchad, le Mali et le Niger au cours de ces 50 dernières années et se sont installés dans des logements de fortune situés dans les banlieues de certaines villes du sud, comme Sebha et Oubari. Au fil du temps, les habitant·e·s de ces quartiers ont été victimes d'une discrimination plus marquée, ont bénéficié de moins de services publics et ont été confronté·e·s à une criminalité croissante. Ces quartiers sont donc devenus des zones de recrutement privilégiées pour les groupes extrémistes violents[15].

Dans les quatre autres études de cas, une part non négligeable des répondant·e·s ont déclaré ne pas être légalement autorisé·e·s à voter aux élections nationales (de 11 % au Nigeria à 21 % au Tchad). Les personnes interrogées au Soudan sont nettement plus nombreuses à avoir déclaré ne pas avoir voté lors des dernières élections nationales et municipales (62 %), tandis que le Niger affiche le taux le plus élevé de participation à ces élections (97 %). La majorité des personnes interrogées en Libye (86 %), au Nigeria (60 %) et au Soudan (52 %) ont déclaré discuter régulièrement – au moins une fois par semaine – des questions politiques et de l'action des autorités nationales et locales.

Graphique 4.23 Avez-vous participé à une manifestation publique, à une marche ou à un sit-in au cours des 6 derniers mois ?



Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

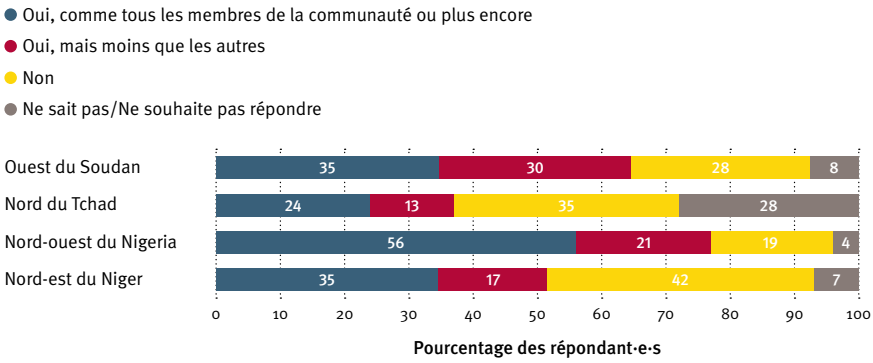
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

En revanche, au Tchad et au Niger, les personnes interrogées étaient seulement 22 et 29 %, respectivement, à faire état de ce type de discussions, et elles étaient également les moins susceptibles de déclarer avoir pris part à des manifestations publiques, des marches ou des *sit-in* au cours des six mois qui ont précédé l'entretien (respectivement 12 % et 3 %) (voir le graphique 4.23). On peut donc légitimement penser que ces communautés disposent de moins d'espace pour s'engager librement dans des discussions politiques.

Les personnes interrogées au Soudan et au Nigeria ont déclaré, plus souvent que celles interrogées au Tchad et au Niger, être impliquées dans les processus de prise de décision qui ont des conséquences sur l'avenir de leur communauté (voir le graphique 4.24) et être convaincues que les femmes et les jeunes étaient sous-représentés dans les rôles de *leadership* ainsi que dans les fonctions communautaires et politiques.

Dans les régions où la population ne peut pas prendre part à la vie politique, et où, en outre, l'État n'est en mesure ni d'assurer la sécurité, ni de faire régner la justice, ni de fournir les services de base, les groupes armés non étatiques peuvent se substituer aux pouvoirs publics pour combler les lacunes existantes. Les résultats de l'enquête suggèrent que c'est effectivement ce qui se produit dans les zones frontalières étudiées, mais à des degrés divers. Un certain nombre de répondant·e·s ont évoqué le rôle joué par des acteurs non étatiques, dans leur communauté, pour compenser les défaillances de l'État dans différents domaines. Sauf au Niger, les personnes interrogées ont déclaré que les groupes armés et les milices locales étaient des prestataires de services de sécurité, et ce dans des proportions allant de 12 % au Soudan à 50 % en Libye (voir le graphique 4.7). Au Tchad, au Nigeria et au Soudan, les groupes criminels semblent, eux

Graphique 4.24 Vous sentez-vous impliqué·e dans les processus de prise de décision qui déterminent l'avenir de votre communauté ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

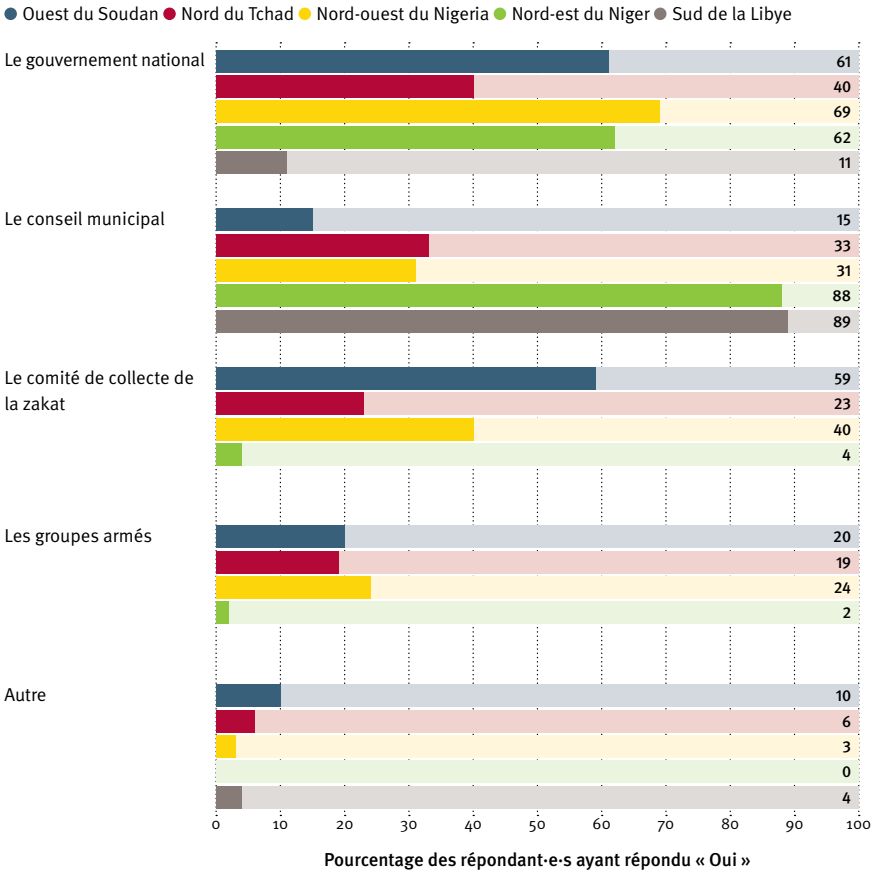
Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Des femmes soudanaises portant des paniers au Darfour-Nord, au Soudan. 9 février 2017.
Source : Ashraf Shazly/AFP

aussi, être considérés comme des prestataires de services de sécurité. Dans ces trois pays, des entités non étatiques, dont des groupes armés, collecteraient des impôts. Mais cette pratique semble marginale au Niger et inexistante en Libye (voir le graphique 4.25). Par comparaison avec les personnes interrogées au Niger (cette question n'a pas été posée au Soudan), les répondant·e·s ont plus souvent estimé que les groupes armés jouaient un rôle économique dans leur communauté, dont des rôles que l'on pourrait

Graphique 4.25 Qui perçoit les taxes ou les frais que les particuliers et les petites entreprises doivent généralement payer dans cette communauté ?



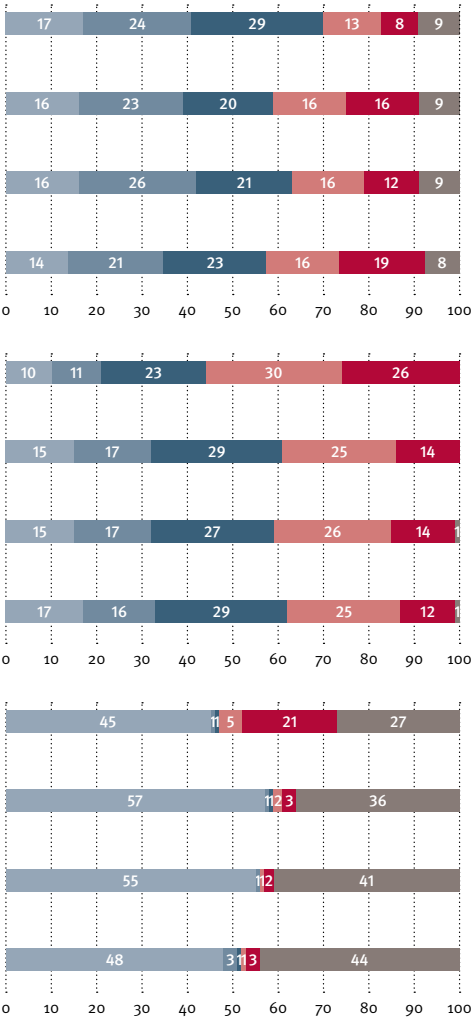
Base : Tous les répondant·e·s

Note : Plusieurs réponses autorisées. Les seules options présentées aux répondant·e·s libyen·ne·s étaient « le gouvernement national », « le conseil municipal » et « autre ». Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.26 À propos du rôle de ce(s) groupe(s) armé(s), dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les propositions suivantes ?

● 1 (Pas du tout d'accord) ● 2 ● 3 ● 4 ● 5 (Tout à fait d'accord) ● Ne sait pas/Ne souhaite pas répondre



Base : Pourcentage des répondant·e·s affirmant que des groupes présents dans la région pourraient utiliser la force contre leur communauté. La question n'a pas été posée en Libye et au Soudan.

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

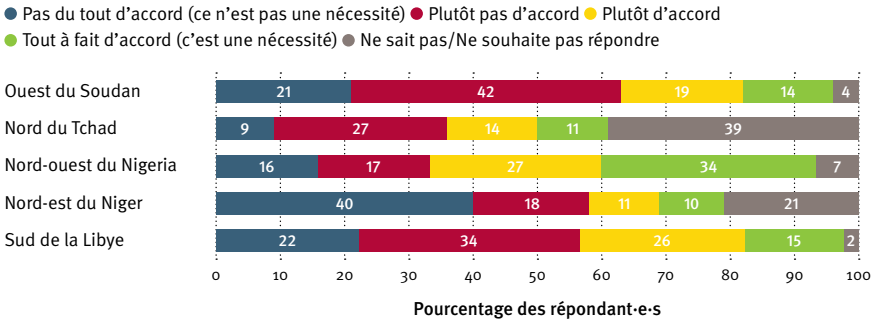
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

considérer comme positifs – comme la protection, l'entrepreneuriat et la génération de revenu monétaire (voir la figure 4.26). Il convient de noter que le taux de réponse à cette question au Niger était particulièrement élevé ; pour ce pays, les résultats doivent être interprétés prudemment. Plus les groupes armés jouent de rôles positifs dans les zones étudiées, plus on peut penser que les communautés sont vulnérables et susceptibles de succomber aux attraits des groupes extrémistes. Parmi les 56 personnes interrogées en Libye sur le rôle des groupes armés dans leur communauté, très peu ont répondu, sauf à Sebha, où toutes sauf une ont répondu. Les réponses témoignent presque toutes du fait que les groupes armés exploitent économiquement la communauté en imposant des taxes illégales, en procédant à des enlèvements ou en extorquant de l'argent aux entreprises.

4.7 La prolifération illicite des armes légères et de petit calibre

Les perceptions relatives aux armes à feu diffèrent selon les études de cas. La plupart des répondant·e·s du Nigeria (61 %) étaient d'accord ou tout à fait d'accord pour dire que la possession d'une arme à feu était une nécessité dans leur région, mais ce point de vue n'était pas majoritaire dans les autres pays : 41 % en Libye, 33 % au Soudan, 25 % au Tchad et 21 % au Niger (voir le graphique 4.27). À propos de l'utilisation d'armes à feu par la population civile à des fins de protection, les personnes qui ont déclaré

Graphique 4.27 Certaines personnes considèrent qu'il est nécessaire de posséder des armes à feu dans cette région, d'autres ne sont pas d'accord. Qu'en pensez-vous ? Êtes-vous. . .

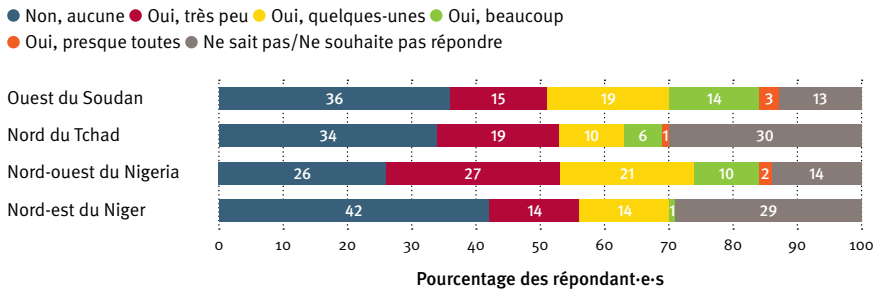


Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.28 À votre avis, les personnes qui possèdent des pistolets ou des armes à feu sont-elles nombreuses dans la communauté ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

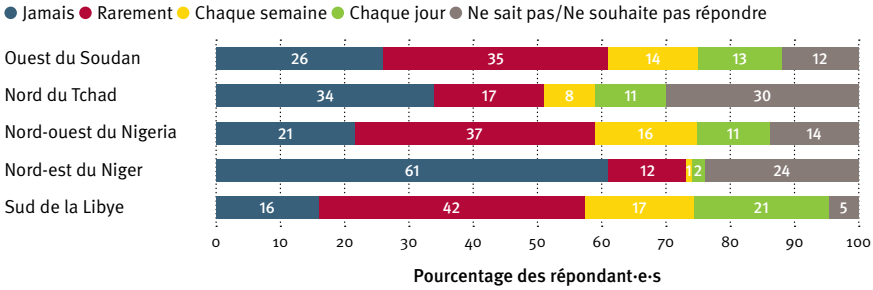
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

qu'un événement relevant de cette catégorie s'était produit au cours de la semaine ou du mois précédent étaient de 26 % en Libye, 25 % au Nigeria, 21 % au Soudan, 17 % au Tchad et 5 % au Niger.

Parmi les quatre pays dans lesquels le questionnaire régional a été administré – le questionnaire libyen a été exclu, car ces questions n'y figuraient pas –, le Nigeria et le Soudan sont ceux qui affichent le taux de possession d'armes à feu le plus élevé. Les personnes interrogées dans ces deux pays ont évoqué une forte tendance à la détention d'armes à feu dans leur communauté (voir le graphique 4.28) et pensaient, plus que les autres, que les armes légères étaient faciles à acquérir. Elles étaient également plus nombreuses à déclarer que leur propre ménage possédait une ou plusieurs armes à feu : les taux autodéclarés de possession d'armes à feu étaient de 23 % au Soudan, 19 % au Nigeria, 11 % au Tchad et seulement 1 % au Niger.

C'est au Tchad (20 %) et au Nigeria (18 %) que les personnes interrogées ont le plus fréquemment déclaré que des membres de leur communauté détenaient des armes à feu à des fins professionnelles, contre 13 % au Soudan, 10 % en Libye et 1 % au Niger. Mais c'est en Libye qu'elles ont le plus fréquemment affirmé que des personnes autres que des membres des forces de sécurité portaient ouvertement des armes à feu (38 % des répondant·e·s ont déclaré que cela se produisait chaque semaine ou chaque jour au sein de leur communauté) ; dans les autres pays, ces proportions étaient de 27 % au Nigeria et au Soudan, 19 % au Tchad et 3 % au Niger (voir le graphique 4.29). Il convient de noter que le Tchad et le Niger ont enregistré des taux plus élevés de non-réponse à cette question. En outre, 55 % des personnes interrogées au Nigeria et au Soudan ont déclaré que les commerçant·e·s tentaient d'assurer leur propre sécurité en s'armant, contre 31 % au Tchad et 14 % au Niger (cette question n'a pas été posée en Libye).

Graphique 4.29 À quelle fréquence voyez-vous des civils – soit des personnes qui n'appartiennent pas aux forces de sécurité de l'État (police ou armée) – porter ouvertement une arme à feu dans la région ?



Base : Tous les répondant·e·s

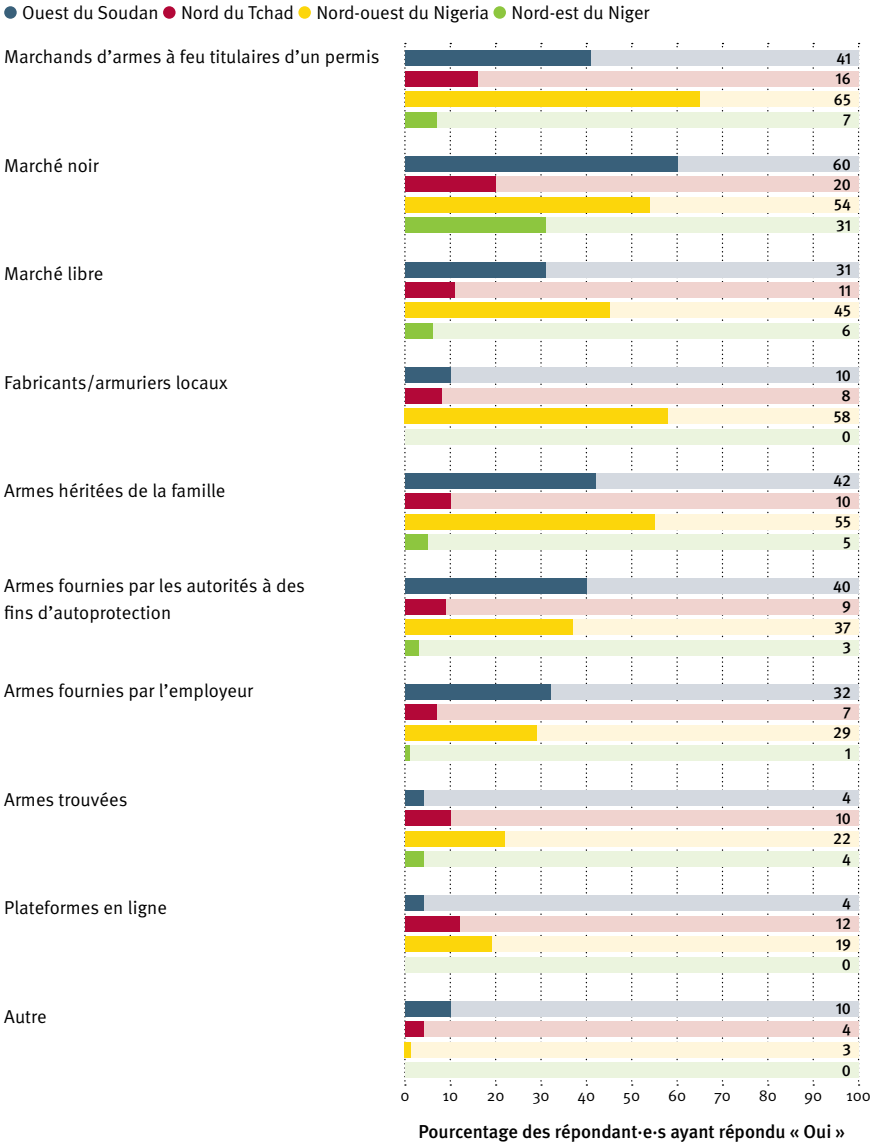
Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Selon les personnes interrogées, les principales sources d'approvisionnement en armes à feu étaient le marché illicite pour le Tchad (20 %), le Niger (31 %) et le Soudan (60 %), et les marchands agréés pour le Nigeria (65 %, suivis de près par les fabricants et armuriers locaux, à 58 %) (voir le graphique 4.30). Les pays d'origine les plus fréquemment cités étaient les suivants : le Niger et le Tchad pour le Nigeria ; l'Égypte et le Soudan pour la Libye ; le Tchad et la Libye pour le Soudan ; la Libye et le Soudan pour le Tchad ; et la Libye et le Tchad pour le Niger (voir le graphique 4.31). Les répondant·e·s ont également signalé des sorties d'armes à feu vers d'autres pays, notamment du Soudan et du Tchad vers la Libye, du Nigeria vers le Niger, et du Niger vers la Libye et le Mali (voir le graphique 4.32).

Parmi les personnes interrogées, celles qui n'étaient en rien liées au commerce transfrontalier ne disposaient que de très peu d'informations relatives aux flux d'armes – elles ne connaissaient donc ni la provenance des armes détenues par les membres de la communauté, ni la destination de celles qui étaient vendues. 30 à 40 %, selon le pays, de l'ensemble des personnes interrogées n'ont pas pu donner de réponse aux questions relatives à ces flux. En revanche, celles qui étaient personnellement impliquées dans le commerce transfrontalier disposaient de plus d'informations : seuls 10 à 15 % d'entre elles ignoraient d'où venaient les armes présentes dans leur communauté et la destination de celles qui étaient vendues. On peut donc penser que les personnes impliquées dans le commerce transfrontalier sont, pour le moins, conscientes du fait que le commerce des armes fait partie des activités locales d'import-export. La direction des flux d'armes peut être déterminée en comparant l'origine des flux entrants et la destination des flux sortants.

Graphique 4.30 Où pensez-vous que les gens se procurent ou achètent des armes à feu ?

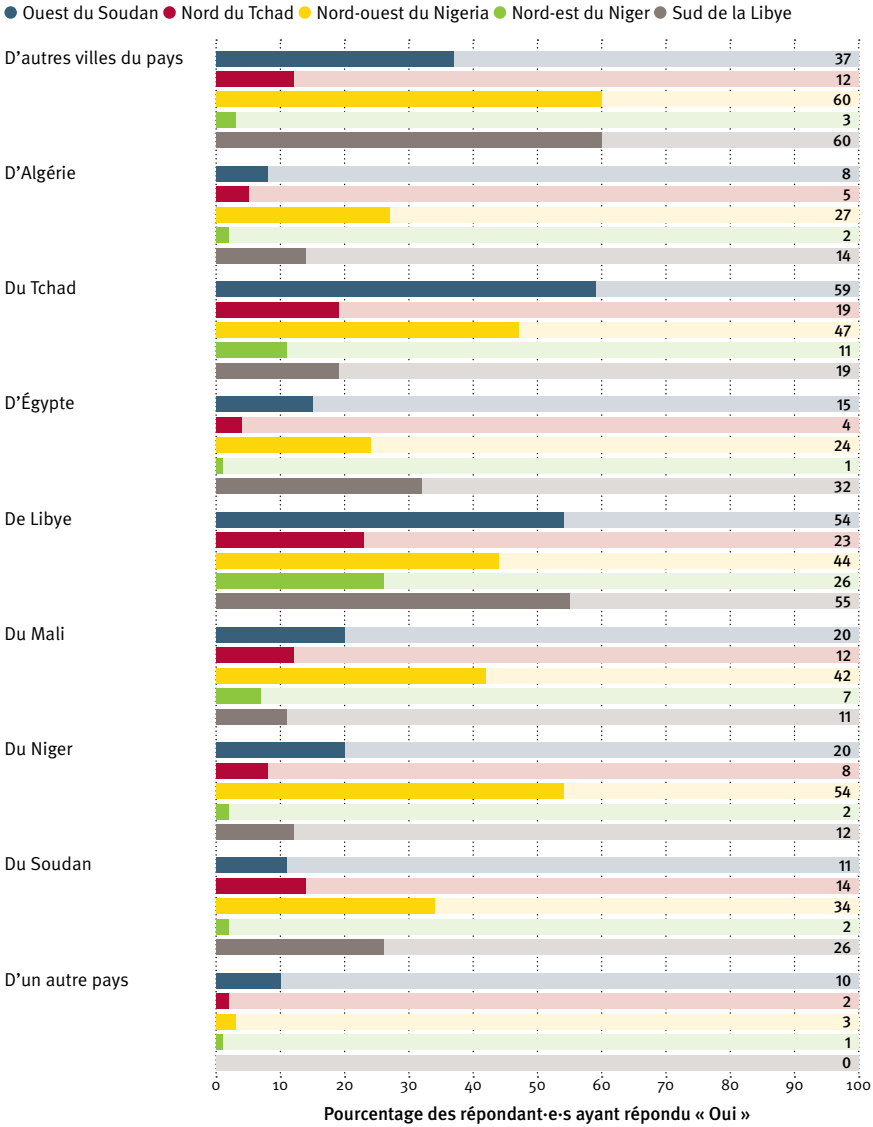


Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Plusieurs réponses autorisées.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.31 À votre connaissance, de quels pays ces armes à feu proviennent-elles ?

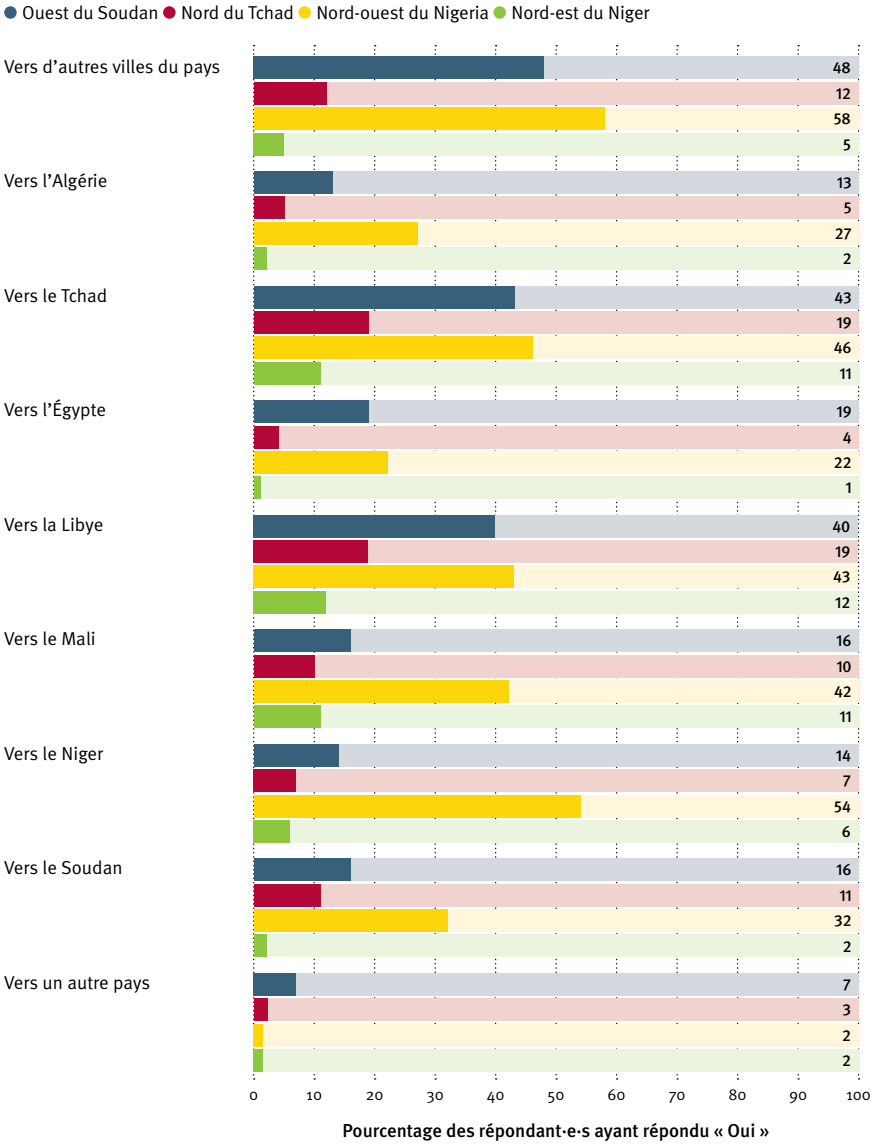


Base : Tous les répondant·e·s

Note : Plusieurs réponses autorisées. Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.32 À votre avis, quels sont les pays vers lesquels les commerçants de la communauté acheminent des armes à feu ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

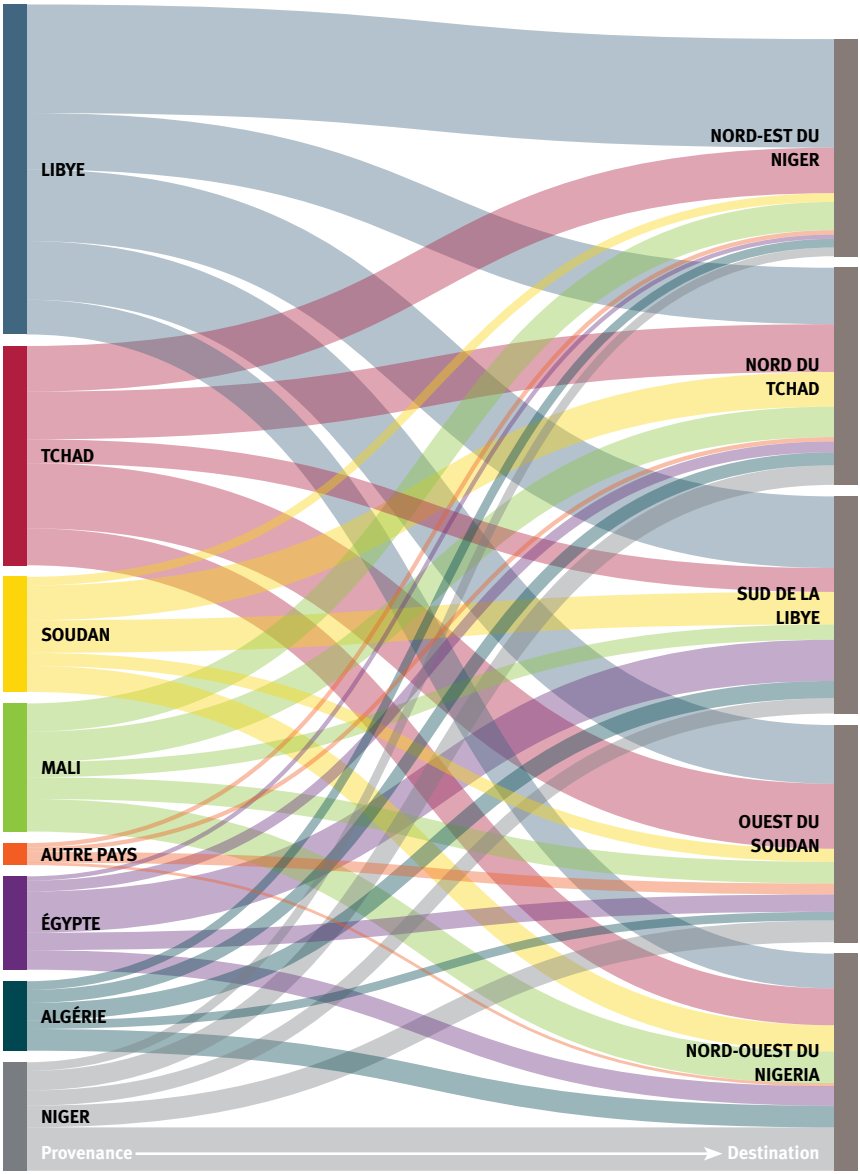
Note : Plusieurs réponses autorisées.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Dans l'ensemble, la population générale pense que les exportations et les importations d'armes s'équilibrent entre la plupart des pays de la région, à l'exception de la Libye, qui est généralement perçue comme un exportateur net (voir les graphiques 4.31 et 4.32). Par exemple, 54 % des personnes interrogées au Soudan ont déclaré que certaines des armes à feu qui arrivent dans leur région proviennent de Libye, alors qu'elles n'étaient que 40 % à penser que les armes à feu de leur région étaient exportées vers la Libye. Il convient également de noter que les personnes interrogées au Soudan percevaient le Tchad plus comme un pays d'origine (59 %) que comme un pays de destination (43 %) des flux d'armes. Les répondant·e·s ont évoqué un déséquilibre du même type, mais moins marqué, dans le cas du Soudan vis-à-vis du Mali et du Niger. Près de la moitié des personnes interrogées au Darfour-Nord ont déclaré que les flux d'armes qui quittaient leur région étaient principalement destinés à d'autres régions soudanaises, ce qui fait du marché national la première destination des flux sortants de l'ouest du Soudan. L'Algérie et l'Égypte ont été décrites par les répondant·e·s comme des importateurs nets d'armes en provenance du Soudan (les armes circuleraient davantage de l'ouest du Soudan vers ces deux pays que l'inverse). Enfin, au Nigeria, les flux d'armes sortants auraient principalement comme destination d'autres régions du pays.

Les flux sortants de Libye étaient déjà abondants depuis le conflit armé de 2011 et le pillage des stocks d'armes nationaux, mais ils ont apparemment diminué par la suite, notamment après la fin du conflit en 2014 et à cause d'une augmentation de la demande en armes à l'intérieur même du pays (Small Arms Survey et UA, 2019, p. 50). Il conviendrait de mener des recherches complémentaires pour confirmer les résultats de celles menées dans le cadre de la rédaction de ce rapport, lesquelles laissent penser que la Libye est redevenue une importante source d'approvisionnement en armes de contrebande depuis 2021. Selon les personnes interrogées, la Libye exporterait davantage d'armes vers les régions étudiées qu'elle en importerait depuis ces régions (voir les graphiques 4.33 et 4.34). Mais le pays reste considéré comme une destination importante pour les transferts d'armes – la Libye était la destination étrangère des flux d'armes la plus fréquemment mentionnée par les personnes interrogées au Niger et au Tchad. Le commerce des armes à feu est très répandu en Libye – et notamment les flux d'armes à feu à destination de tous les pays de la région. Selon les 56 répondant·e·s du sud de la Libye interrogé·e·s dans le cadre de l'enquête approfondie, les flux d'armes à feu sortant sont principalement destinés au Tchad, au Niger et au Soudan. Le Tchad semble être le principal pays de destination des flux d'armes en provenance de Libye, notamment selon les répondant·e·s de Sebha et Koufra. Il convient de noter que la Libye a accueilli des groupes armés d'opposition venus du Tchad et du Soudan, notamment depuis 2011 (Tubiana et Gramizzi, 2017).

Graphique 4.33 Flux d'armes observés vers les régions étudiées

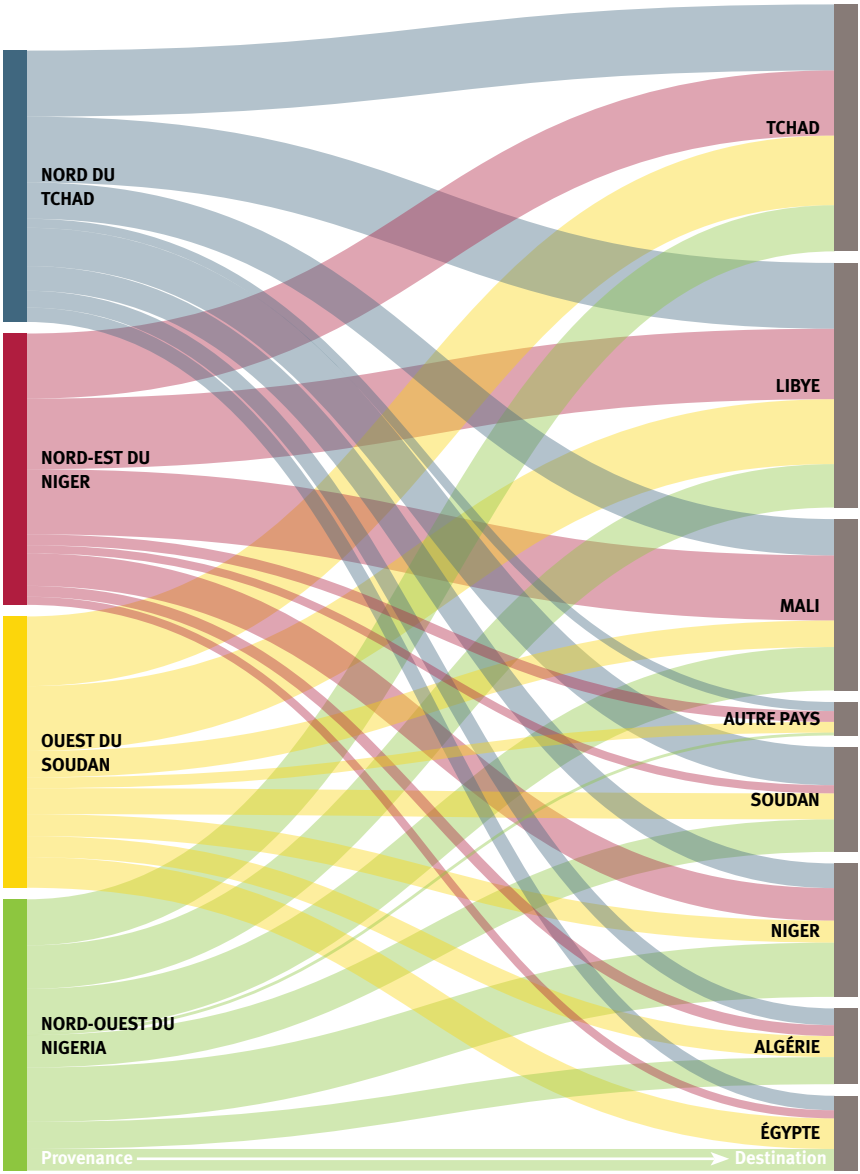


Base : Tous les répondant·e·s

Note : Les valeurs dans ce graphique sont standardisées afin de mettre l'accent sur le poids relatif des pays de provenance. Les pourcentages bruts sont fournis dans les graphiques 4.31 et 4.32.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.34 Flux d'armes observés depuis les régions étudiées



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Les valeurs dans ce graphique sont standardisées afin de mettre l'accent sur le poids relatif des pays de destination. Les pourcentages bruts sont fournis dans les graphiques 4.31 et 4.32.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

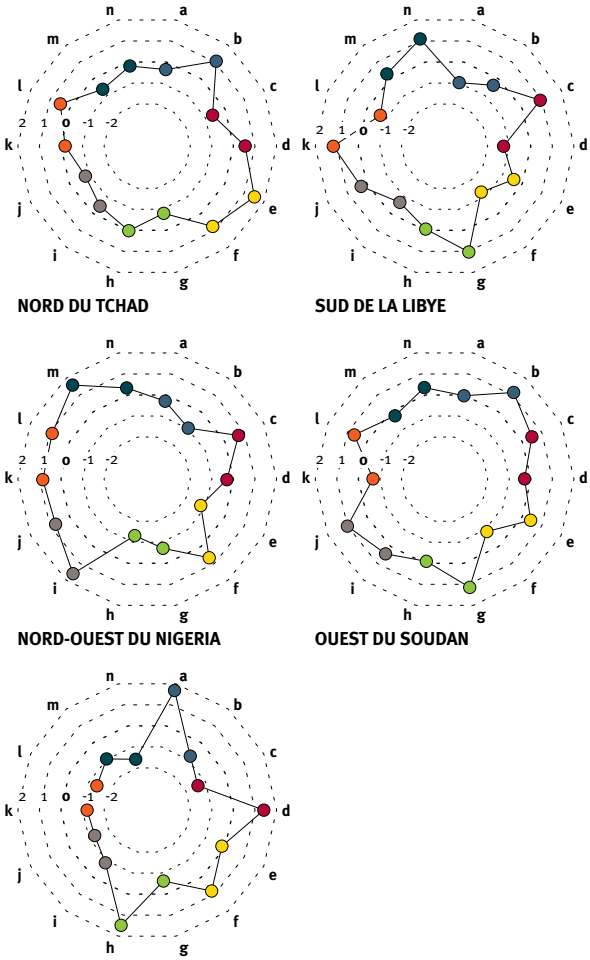
Encadré 4.1 Un éclairage sur l'exposition aux moteurs de l'extrémisme violent par pays étudié

Globalement, les données ont montré que les différentes communautés frontalières étudiées ne présentaient pas le même type d'exposition aux sept moteurs de l'extrémisme violent sélectionnés dans le cadre de cette étude. Les graphiques standardisés en toile d'araignée 4.35 à 4.38 sont présentés ici pour permettre une meilleure visualisation de ces types d'expositions et faciliter les comparaisons. Le cercle en pointillé du milieu (ou 0) représente la moyenne des scores ; les cercles supérieurs ou inférieurs reflètent les réponses qui se situent au-dessus ou au-dessous de la moyenne. Ces données, combinées aux autres types de visualisations utilisées dans la suite du rapport, visent à donner une vision d'ensemble des résultats obtenus. Dans les sections 4 à 6, les auteurs proposent une analyse comparative plus détaillée des résultats des questionnaires régionaux, et traitent notamment des questions qui n'ont été posées qu'au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad.

Les cercles concentriques extérieurs du graphique 4.35 représentent les valeurs les plus élevées, et donc une plus forte exposition aux moteurs de l'extrémisme violent. Inversement, les cercles concentriques intérieurs représentent les valeurs les plus faibles, et suggèrent une exposition plus faible. Par exemple, le Niger se distingue par des perceptions inférieures à la moyenne de la disponibilité des armes légères, de l'influence des groupes armés et de l'insécurité, tandis que les scores du Nigeria pour ces trois dimensions sont supérieurs à ceux des autres pays.

Les graphiques 4.36 à 4.38 permettent de visualiser les résultats ventilés selon le sexe et l'âge des répondant·e·s, ainsi que selon le type de communauté (urbaine ou rurale). Les données ventilées suggèrent une relation complexe entre ces trois variables (sexe, âge et type de communauté) et les perceptions des répondant·e·s relatives aux moteurs de l'extrémisme violent. Les graphiques ne permettent pas de déterminer de corrélations linéaires ou de relations causales, mais, dans certains cas, la perception des personnes interrogées semble influencée par les variables sélectionnées. Au Nigeria, par exemple, les personnes âgées de plus de 50 ans et celles qui vivaient dans des zones rurales ont obtenu des scores plus élevés, notamment concernant leur perception de l'insécurité, du rôle et de l'influence des groupes armés et de la disponibilité des armes légères (voir le graphique 4.37). Les questions sélectionnées pour chaque dimension ont été posées dans les cinq pays, y compris en Libye où l'équipe de recherche a utilisé une approche d'échantillonnage différente.

Graphique 4.35 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent*



DIMENSIONS ET VARIABLES

- **Pauvreté et privations**
  a. Évaluation négative de la vie
  b. Privé·e de nourriture et d'argent
- **Mécontentement envers les institutions étatiques**
  c. Mécontent·e envers le gouvernement
  d. Les forces de sécurité font un mauvais travail
- **Manque d'accès aux services de base**
  e. Souvent privé·e d'eau potable
  f. Moins de huit ans d'éducation
- **Importance des identités ethniques et/ou religieuses**
  g. Seule ma religion est acceptable
  h. Complète confiance envers mon conseil tribal/ethnique
- **Insécurité**
  i. Sentiment d'insécurité
  j. Affecté·e par des attaques de groupes armés
- **L'influence et le rôle des groupes armés non étatiques**
  k. Les groupes armés assurent la sécurité
  l. Les groupes armés imposent des taxes
- **Armes légères**
  m. Les armes à feu sont nécessaires
  n. Les armes à feu sont portées ouvertement

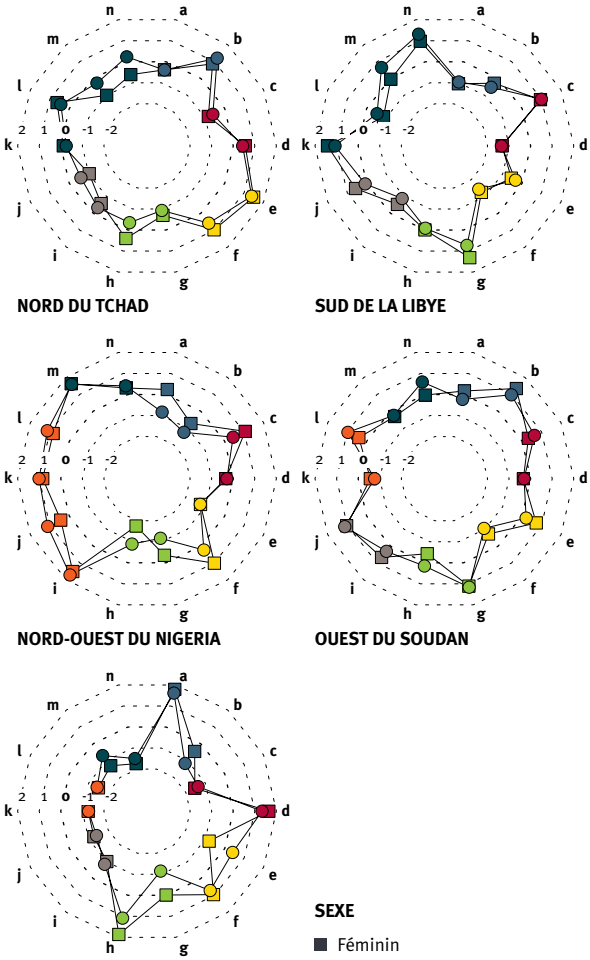
Base : Tous les répondant·e·s

Notes : Sur la base d'un score Z standardisé, la moyenne est égale à zéro et les valeurs positives et négatives sont des écarts-types. Ces mesures relatives rendent possible la comparaison des différents pays et questions quand les scores bruts ne peuvent pas être comparés sur une seule et même échelle.

* Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.36 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent selon le sexe*



DIMENSIONS ET VARIABLES

- **Pauvreté et privations**
  a. Évaluation négative de la vie
  b. Privé·e de nourriture et d'argent
- **Mécontentement envers les institutions étatiques**
  c. Mécontent·e envers le gouvernement
  d. Les forces de sécurité font un mauvais travail
- **Manque d'accès aux services de base**
  e. Souvent privé·e d'eau potable
  f. Moins de huit ans d'éducation
- **Importance des identités ethniques et/ou religieuses**
  g. Seule ma religion est acceptable
  h. Complète confiance envers mon conseil tribal/ethnique
- **Insécurité**
  i. Sentiment d'insécurité
  j. Affecté·e par des attaques de groupes armés
- **L'influence et le rôle des groupes armés non étatiques**
  k. Les groupes armés assurent la sécurité
  l. Les groupes armés imposent des taxes
- **Armes légères**
  m. Les armes à feu sont nécessaires
  n. Les armes à feu sont portées ouvertement

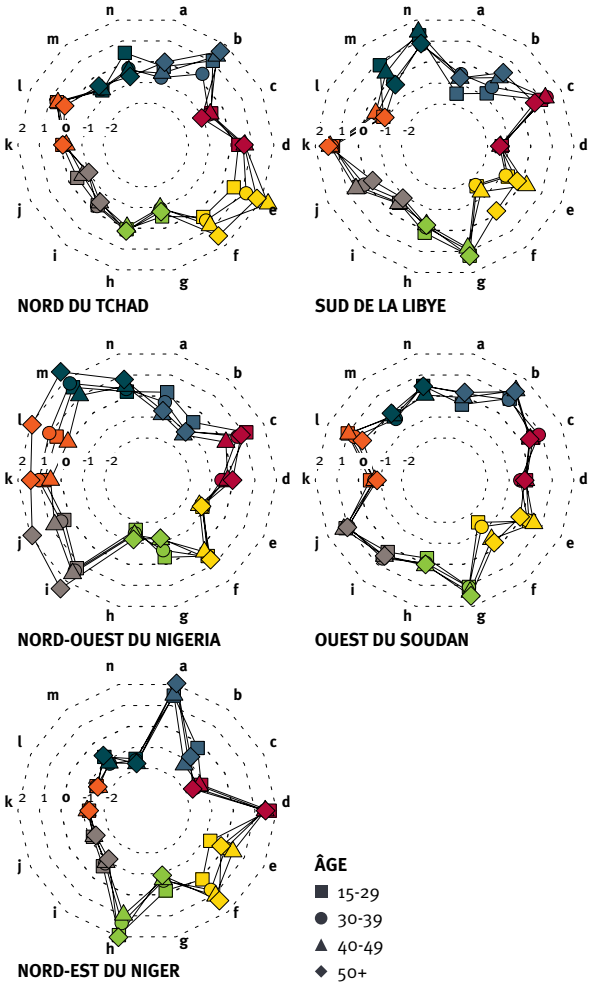
Base : Tous les répondant·e·s

Notes : Sur la base d'un score Z, la moyenne est égale à zéro et les valeurs positives et négatives sont des écarts-types. Ces mesures relatives rendent possible la comparaison des différents pays et questions quand les scores bruts ne peuvent pas être comparés sur une seule et même échelle.

* Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.37 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent selon l'âge*



DIMENSIONS ET VARIABLES

- **Pauvreté et privations**
  a. Évaluation négative de la vie
  b. Privé·e de nourriture et d'argent
- **Mécontentement envers les institutions étatiques**
  c. Mécontent·e envers le gouvernement
  d. Les forces de sécurité font un mauvais travail
- **Manque d'accès aux services de base**
  e. Souvent privé·e d'eau potable
  f. Moins de huit ans d'éducation
- **Importance des identités ethniques et/ou religieuses**
  g. Seule ma religion est acceptable
  h. Complète confiance envers mon conseil tribal/ethnique
- **Insécurité**
  i. Sentiment d'insécurité
  j. Affecté·e par des attaques de groupes armés
- **L'influence et le rôle des groupes armés non étatiques**
  k. Les groupes armés assurent la sécurité
  l. Les groupes armés imposent des taxes
- **Armes légères**
  m. Les armes à feu sont nécessaires
  n. Les armes à feu sont portées ouvertement

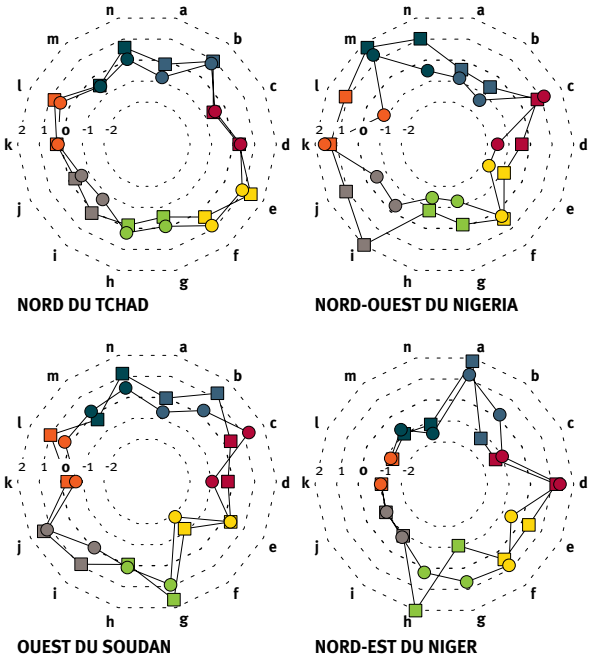
Base : Tous les répondant·e·s

Notes : Sur la base d'un score Z, la moyenne est égale à zéro et les valeurs positives et négatives sont des écarts-types. Ces mesures relatives rendent possible la comparaison des différents pays et questions quand les scores bruts ne peuvent pas être comparés sur une seule et même échelle.

* Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 4.38 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent selon le type de communauté



DIMENSIONS ET VARIABLES

- **Pauvreté et privations**
  a. Évaluation négative de la vie
  b. Privé·e de nourriture et d'argent
- **Mécontentement envers les institutions étatiques**
  c. Mécontent·e envers le gouvernement
  d. Les forces de sécurité font un mauvais travail
- **Manque d'accès aux services de base**
  e. Souvent privé·e d'eau potable
  f. Moins de huit ans d'éducation
- **Importance des identités ethniques et/ou religieuses**
  g. Seule ma religion est acceptable
  h. Complète confiance envers mon conseil tribal/ethnique
- **Insécurité**
  i. Sentiment d'insécurité
  j. Affecté·e par des attaques de groupes armés
- **L'influence et le rôle des groupes armés non étatiques**
  k. Les groupes armés assurent la sécurité
  l. Les groupes armés imposent des taxes
- **Armes légères**
  m. Les armes à feu sont nécessaires
  n. Les armes à feu sont portées ouvertement

TYPE DE COMMUNAUTÉ

- ■ Rurale
- ● Urbaine

Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Notes : Sur la base d'un score Z, la moyenne est égale à zéro et les valeurs positives et négatives sont des écarts-types. Ces mesures relatives rendent possible la comparaison des différents pays et questions quand les scores bruts ne peuvent pas être comparés sur une seule et même échelle.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

“Dans les communautés étudiées, on peut clairement identifier une corrélation entre les signalements de tentatives de recrutement . . . et l’importance du commerce transfrontalier comme moyen de subsistance local.”

5. Les perceptions relatives aux processus de recrutement orchestrés par les groupes armés

Cette section détaille les résultats relatifs au recrutement, par des groupes armés, de membres des communautés et des ménages des répondant·e·s. Le questionnaire administré au Niger, au Nigeria, Soudan et au Tchad comportait une section qui visait à permettre aux personnes interrogées de mentionner les pratiques des groupes armés – locaux, étrangers et extrémistes violents – en matière de recrutement dont ils ont eu connaissance. Les réponses obtenues nous informent donc sur le profil des personnes recrutées et les stratégies de recrutement utilisées par ces groupes armés, vus par les répondant·e·s. Sachant que les équipes de terrain n'ont pas demandé aux personnes interrogées si elles étaient elles-mêmes membres ou affiliées à des groupes armés, il convient d'analyser prudemment ces réponses et de les considérer comme des informations indirectes sur les activités des groupes armés dans les zones étudiées.

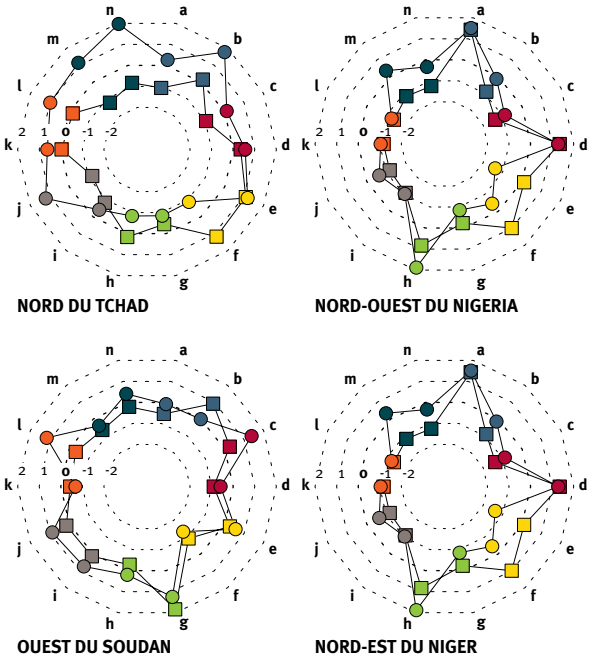
5.1 Les pratiques des groupes armés locaux et étrangers en matière de recrutement

Au total, 1 052 personnes, soit 19 % de l'échantillon des quatre pays, ont dit savoir que des groupes armés locaux ou étrangers tentaient de recruter des membres au sein de leur communauté. Parmi ces personnes, 42 % ont indiqué que des groupes armés avaient tenté de les recruter personnellement. Les personnes interrogées au Nigeria et au Soudan ont plus fréquemment signalé des tentatives de recrutement au sein leur communauté (35 et 23 %, respectivement) que celles interrogées au Tchad

Encadré 5.1 Un éclairage sur l'exposition de la population en fonction de l'existence perçue de tentatives de recrutement de leurs membres par des groupes armés

Le graphique 5.1 détaille le point de vue des personnes interrogées sur quelques moteurs de l'extrémisme violent en fonction de l'existence perçue de tentatives de recrutement de membres de leur communauté par des groupes armés. Le recrutement y est considéré comme « présent » lorsque les personnes interrogées ont répondu « oui » à la question « Savez-vous si un groupe armé local ou étranger tente de recruter des membres de [votre] communauté ? », et « absent » lorsqu'elles ont répondu « non » à cette même question. Le graphique 5.1 ne montre que peu de différences dans l'exposition aux moteurs de l'extrémisme violent au Tchad et au Niger en fonction de ce critère, mais au Nigeria, cependant, les personnes qui vivaient dans des communautés touchées par ce recrutement ont, en général, fait état d'une plus forte exposition à 11 des 14 indicateurs sélectionnés.

Graphique 5.1 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent en fonction du recrutement perçu de membres de la communauté par des groupes armés



DIMENSIONS ET VARIABLES

- **Pauvreté et privations**
  a. Évaluation négative de la vie
  b. Privé·e de nourriture et d'argent
- **Mécontentement envers les institutions étatiques**
  c. Mécontent·e envers le gouvernement
  d. Les forces de sécurité font un mauvais travail
- **Manque d'accès aux services de base**
  e. Souvent privé·e d'eau potable
  f. Moins de huit ans d'éducation
- **Importance des identités ethniques et/ou religieuses**
  g. Seule ma religion est acceptable
  h. Complète confiance envers mon conseil tribal/ethnique
- **Insécurité**
  i. Sentiment d'insécurité
  j. Affecté·e par des attaques de groupes armés
- **L'influence et le rôle des groupes armés non étatiques**
  k. Les groupes armés assurent la sécurité
  l. Les groupes armés imposent des taxes
- **Armes légères**
  m. Les armes à feu sont nécessaires
  n. Les armes à feu sont portées ouvertement

RECRUTEMENT

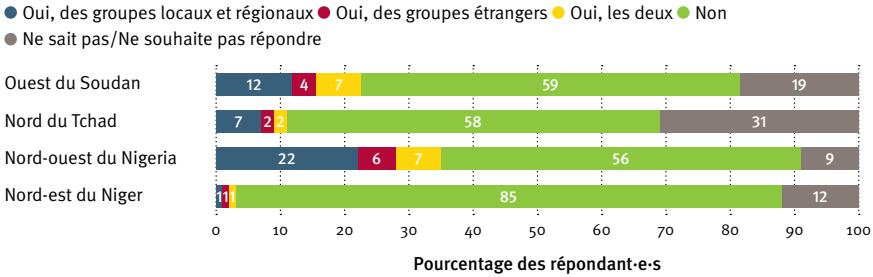
- ■ Absent
- ● Présent

Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Notes : Sur la base d'un score Z, la moyenne est égale à zéro et les valeurs positives et négatives sont des écarts-types. Ces mesures relatives rendent possible la comparaison des différents pays et questions quand les scores bruts ne peuvent pas être comparés sur une seule et même échelle.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 5.2 Savez-vous si des groupes armés locaux ou étrangers tentent de recruter des membres de votre communauté ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

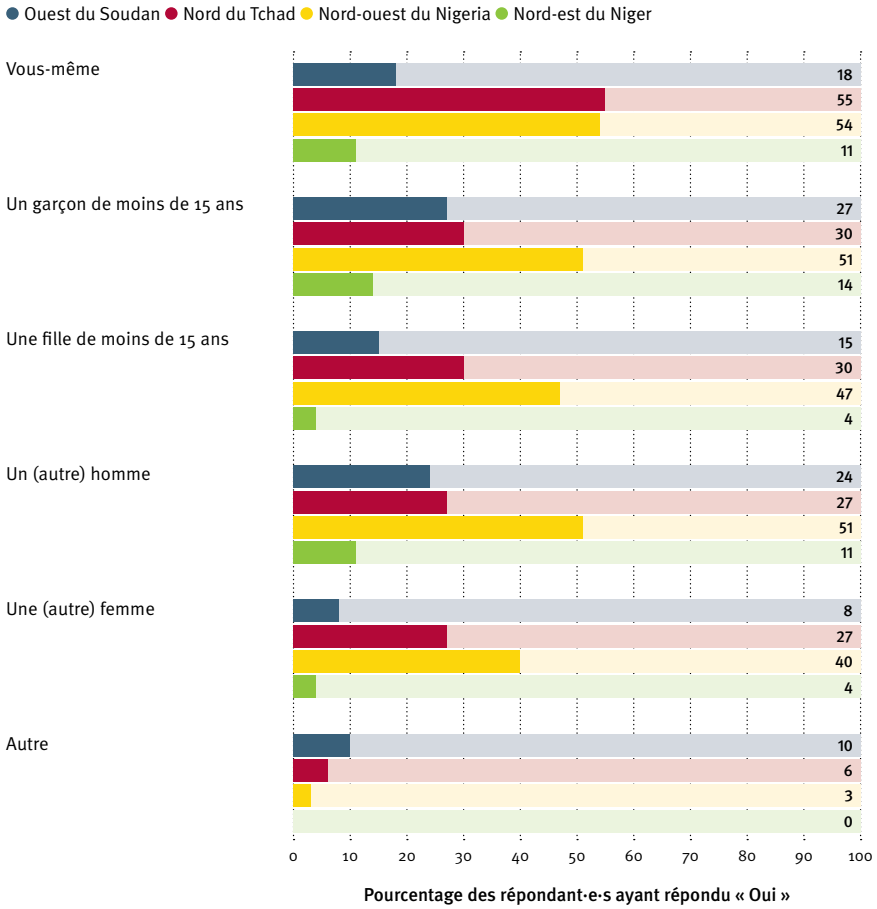
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

et au Niger (10 et 2 %, respectivement) (voir le graphique 5.2). En revanche, les personnes interrogées au Nigeria et au Tchad ont plus souvent déclaré qu'elles-mêmes ou des membres de leur foyer avaient été approchées par des groupes armés (voir le graphique 5.3). Au Soudan, au Niger et au Nigeria, la mise en avant des avantages économiques – notamment d'un salaire attrayant – a été la stratégie de recrutement la plus fréquemment citée. Au Tchad, c'est le recrutement par le biais de liens tribaux qui a été le plus souvent évoqué, et ce type de recrutement a aussi été régulièrement cité dans les trois autres pays. Les tactiques de recrutement forcé – comme les enlèvements, la coercition ou les menaces – semblent être utilisées principalement au Nigeria (voir le graphique 5.4).

Ces questions ont été jugées trop délicates pour être posées dans le cadre de l'enquête quantitative menée dans le sud de la Libye ; un tiers des personnes qui constituaient le petit échantillon de la recherche approfondie ont même refusé d'y répondre. Parmi les personnes qui ont répondu, 14 ont indiqué que des groupes armés avaient essayé de recruter des membres de leur communauté, et toutes résidaient dans des municipalités du sud du pays. Parmi ces 14 répondant·e·s – sur les 56 des quatre localités du sud de la Libye –, 12 ont affirmé que ces tentatives de recrutement étaient le fait de groupes locaux et régionaux, contre seulement 2 pour les groupes étrangers. Seul·e·s 15 répondant·e·s (sur 56) ont répondu à la question sur les stratégies de recrutement adoptées par les groupes armés étrangers. Par ordre d'importance, les stratégies citées étaient la mise en avant des avantages économiques proposés (11), les amis proches et les réseaux personnels (9), Internet (7), les liens tribaux (5), un chef influent (3), la perspective d'un mariage (3) ou d'une aventure (3), la coercition (1) et les enlèvements (1).

Parmi les personnes interrogées conscientes des pratiques de recrutement, 40 % ont mentionné que celles-ci passaient par Internet au Nigeria, contre 23 % au Tchad, 10 % au

Graphique 5.3 L'un de ces groupes a-t-il déjà essayé de vous recruter ou de recruter un membre de votre ménage ?



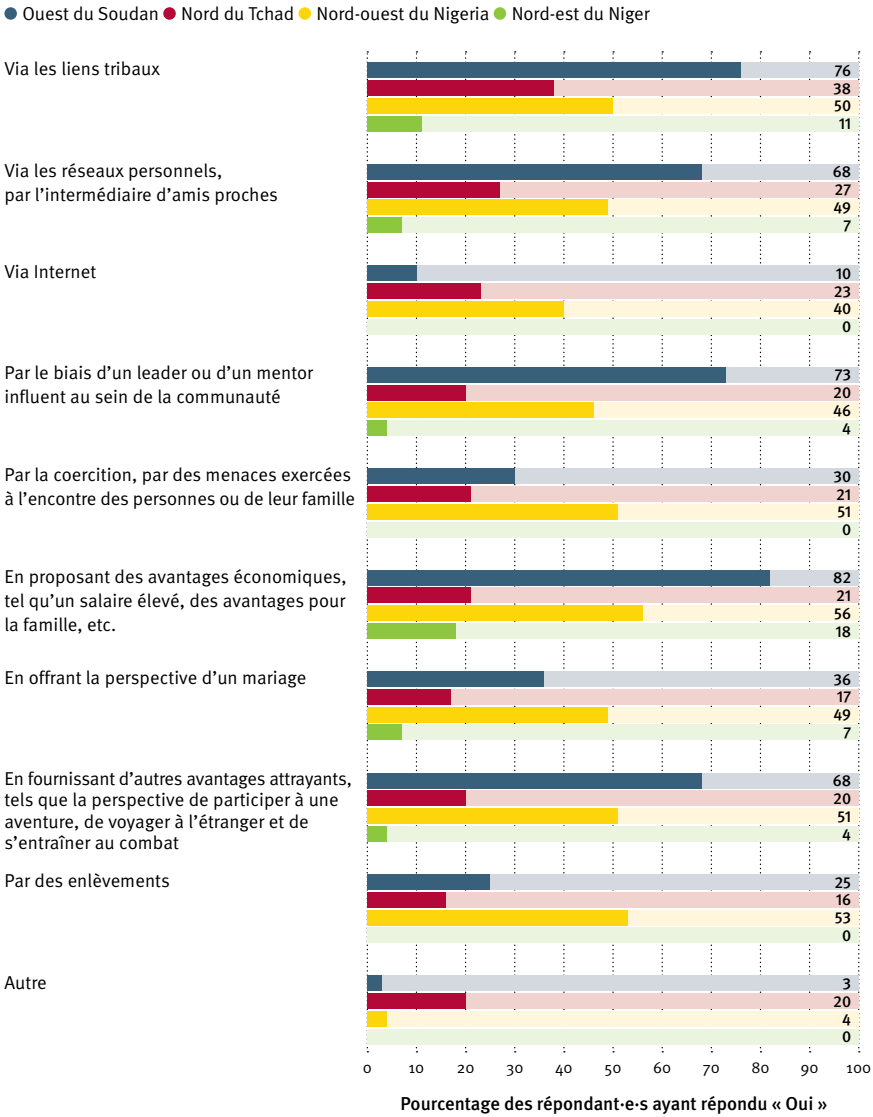
Base : Répondant·e·s ayant indiqué que des groupes locaux et étrangers tentent de recruter des membres de la communauté (voir graphique 5.2). La question n'a pas été posée en Libye.

Note : Plusieurs réponses autorisées.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Soudan et 0 % au Niger (voir le graphique 5.4). Dans tous les pays, les participant·e·s à l'enquête ont fait état d'une utilisation relativement répandue des médias sociaux, lesquels facilitent le réseautage, de 36 % au Niger à 89 % en Libye. Il convient toutefois de signaler que ce taux élevé en Libye est probablement lié à la proportion plus importante de répondant·e·s jeunes et éduqué·e·s dans cet échantillon (voir le graphique 5.5).

Graphique 5.4 Comment les groupes armés locaux ou étrangers tentent-ils de recruter des membres de votre communauté ?

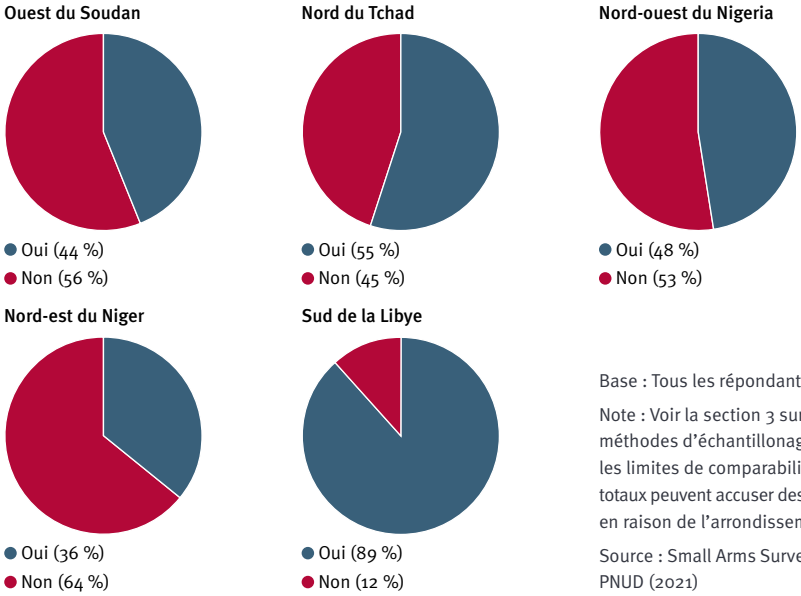


Base : Répondant·e·s ayant indiqué que des groupes locaux et étrangers tentant de recruter des membres de la communauté (voir graphique 5.2). La question n'a pas été posée en Libye.

Note : Plusieurs réponses autorisées.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 5.5 Êtes-vous personnellement actif sur les réseaux sociaux ou sur une plateforme de chat ?

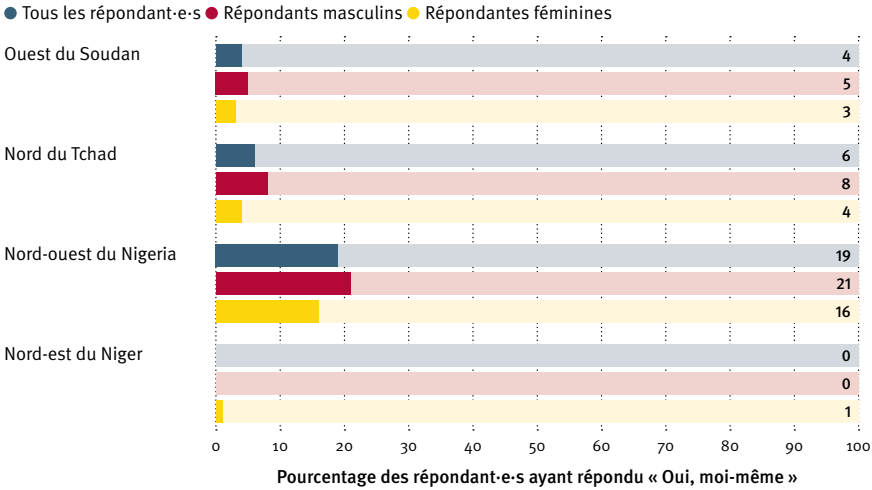


Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 5.6 L'un de ces groupes a-t-il déjà essayé de vous recruter ou de recruter un membre de votre ménage ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

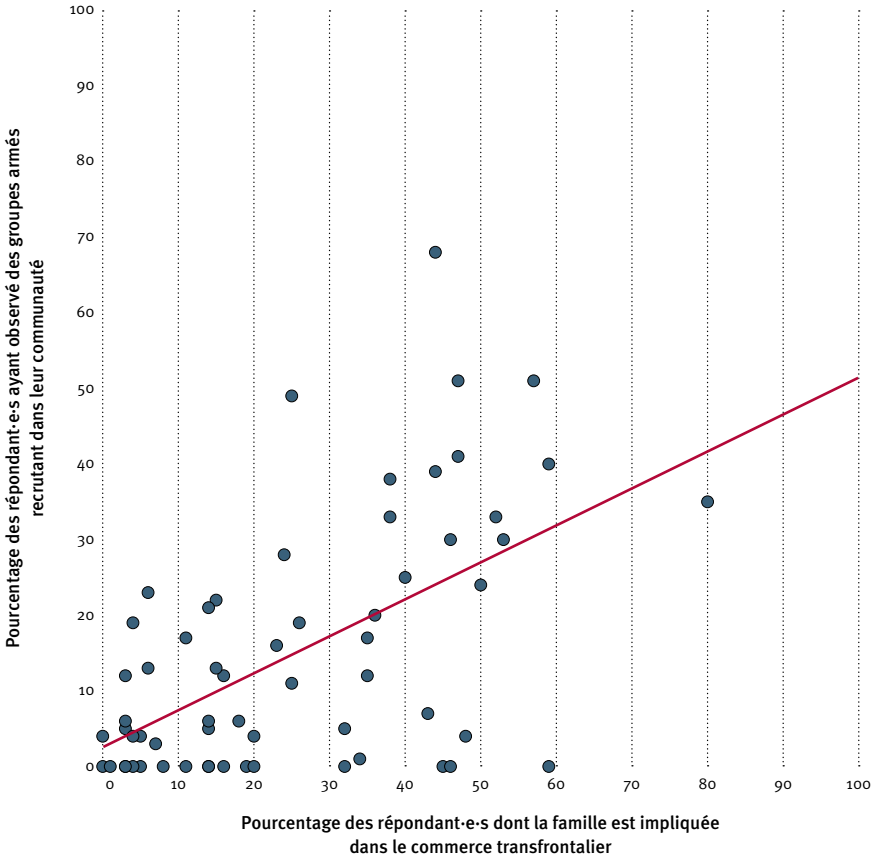
Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Près de Mourzouq, en Libye, un camion se dirige vers le Niger avec sa cargaison de biens et de migrants. 24 novembre 2015. Source : Tom Westcott/The New Humanitarian

MERCEDES-BE

Les perceptions relatives aux stratégies de recrutement des groupes armés varient légèrement selon que la personne interrogée est un homme ou une femme. Les hommes interrogés étaient plus nombreux à déclarer connaître des recrues de sexe féminin que les femmes interrogées. Les femmes étaient également légèrement moins nombreuses

Graphique 5.7 Corrélation entre la participation d'une communauté au commerce transfrontalier et le recrutement par des groupes armés



Base : Tous les répondant·e·s aggrégés au niveau de la communauté (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : La valeur R^2 pour le recrutement de membres de la communauté par des groupes armés = 0.60. R^2 indique dans quelle mesure une variable dépendante (p. ex. le pourcentage de répondant·e·s ayant indiqué que les groupes armés recrutent dans leur communauté) est influencée par une variable indépendante (p. ex. le pourcentage de répondant·e·s dont des membres de la famille participent au commerce transfrontalier). Si la valeur R^2 d'un modèle est 0.60, 60% du « comportement » de la variable dépendante s'explique par la variable indépendante, indiquant un lien entre les deux phénomènes.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

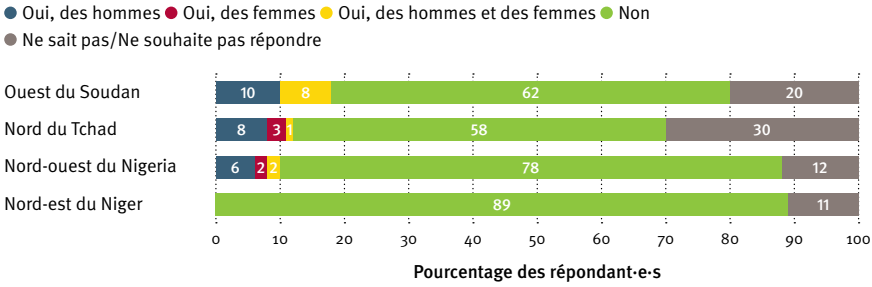
que les hommes à déclarer que des groupes armés avaient tenté de les recruter personnellement (voir le graphique 5.6). Les personnes interrogées ont déclaré, en moyenne, que les hommes étaient deux fois plus nombreux que les femmes à être recrutés.

Dans les communautés étudiées, on peut clairement identifier une corrélation entre les signalements de tentatives de recrutement et l'importance du commerce transfrontalier comme moyen de subsistance local (voir le graphique 5.7). Dans la même logique, plus les familles des répondant·e·s étaient impliquées dans le commerce transfrontalier, plus les répondant·e·s avaient tendance à mentionner des tentatives de recrutement et à déclarer qu'ils effectuaient des voyages transfrontaliers. On peut donc légitimement en déduire que ces activités se déroulent en parallèle.

5.2 Les pratiques des groupes extrémistes violents en matière de recrutement

Les personnes interrogées dans le cadre des quatre études de cas régionales – menées au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad – étaient moins bien informées sur les pratiques des groupes extrémistes violents que sur celles des groupes armés locaux et étrangers. Sur l'ensemble des répondant·e·s de l'échantillon, 578 (soit 11 %) ont déclaré être au courant de tentatives de recrutement d'habitant·e·s de leur région par des groupes extrémistes violents et ont fourni des informations générales sur le profil des recrues. Ceci correspond à 18% de l'échantillon au Soudan, 12 % au Tchad, 10 % au Nigeria et 0 % au Niger (voir le graphique 5.8). Au Tchad, au Nigeria et au Soudan, la plupart des

Graphique 5.8 Connaissez-vous personnellement des hommes ou des femmes de votre communauté qui ont rejoint un groupe armé extrémiste au cours des cinq dernières années ?

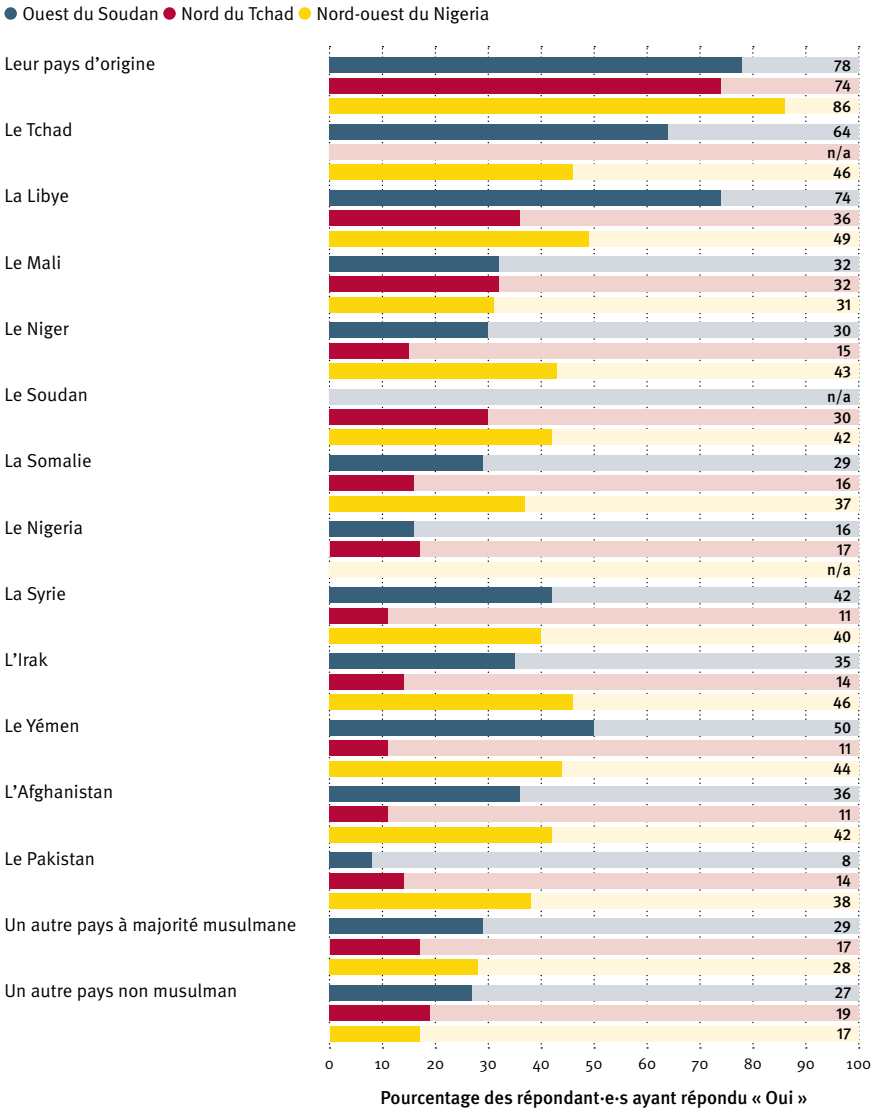


Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

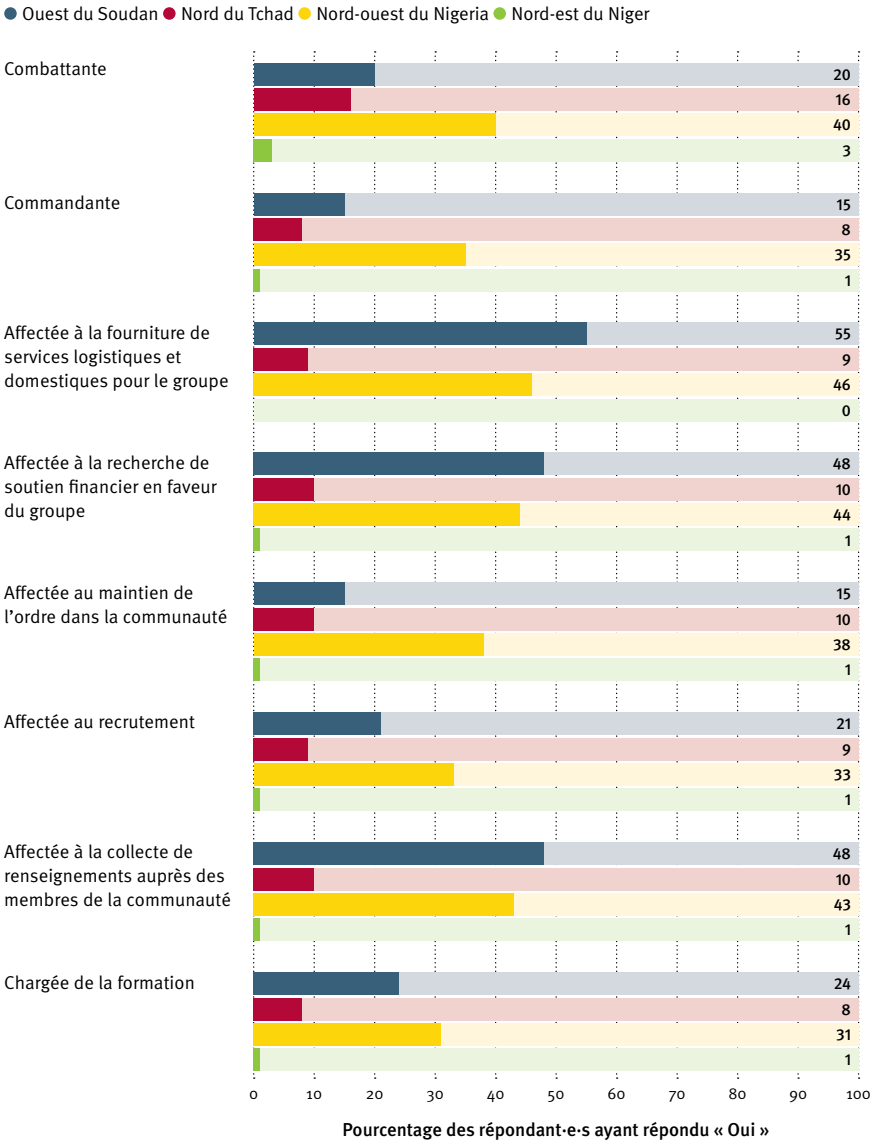
Graphique 5.9 Dans quel(s) pays [se sont-elles·ils rendu·e·s pour se joindre au groupe armé] ?



Base : Pourcentage des répondant·e·s ayant répondu « Oui » à la question « Connaissez-vous personnellement des hommes ou des femmes de votre communauté qui ont rejoint un groupe armé extrémiste au cours des cinq dernières années ? » (voir graphique 5.8). La question n'a pas été posée en Libye et le nombre d'observations au Niger était trop faible pour être anlaysé.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 5.10 Selon vous, les femmes de cette communauté seraient-elles susceptibles d'assumer l'un de ces rôles dans des groupes armés extrémistes ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Plusieurs réponses autorisées.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

personnes interrogées ont évoqué des tentatives de recrutement dans leur propre pays (74, 86 et 78 %, respectivement). Les principaux pays vers lesquels les recrues ont été envoyées sont, par ordre d'importance décroissante, le Soudan, la Libye et le Tchad pour les Soudanais·e·s ; le Tchad, la Libye et le Mali pour les Tchadien·ne·s ; et le Nigeria, la Libye, le Tchad et l'Irak pour les Nigérian·e·s (voir le graphique 5.9)[17].

Les recrues mentionnées par les répondant·e·s se répartissaient assez équitablement entre hommes et femmes ; le nombre d'hommes et de garçons n'était que légèrement supérieur à celui des femmes et des filles. Parmi les personnes interrogées au Nigeria, une majorité pensait que les femmes de leur communauté pouvaient jouer un rôle dans les groupes armés extrémistes, notamment en dispensant des formations (31 %), en apportant un soutien logistique et domestique (46 %), en collectant des ressources financières (44 %), en recueillant des renseignements (43 %) et en combattant (40 %) (voir le graphique 5.10). Les principaux rôles évoqués par les répondant·e·s du Soudan étaient la logistique et les services domestiques (55 %), suivis par le soutien financier et la collecte de renseignements (48 % chacun). Au Tchad, le rôle le plus fréquemment cité pour les femmes était celui de combattante (16 %), tandis que seule une proportion négligeable de personnes interrogées au Niger a attribué l'un de ces rôles aux femmes.

Parmi les 56 personnes interrogées dans le sud de la Libye, seules certaines de celles qui résidaient à Sebha et Koufra ont indiqué que les femmes pouvaient assumer une fonction de combattante et de commandante (7 personnes sur 14 pour les deux rôles à Sebha ; et 2 et 4 personnes, respectivement, sur 14 à Koufra). De même, 30 % de l'ensemble des répondant·e·s, dont la plupart se trouvaient à Sebha et à Koufra (15 sur 21), ont indiqué que les femmes pouvaient lever des fonds en faveur des groupes armés.

“Dans l’ensemble, les personnes interrogées en Libye, au Nigeria et au Soudan avaient une opinion plus défavorable de toute une série d’institutions, de communautés et d’organisations . . . que les personnes interrogées au Niger et au Tchad.”

6. Les affinités avec les groupes extrémistes violents et leurs valeurs

L'enquête qui sous-tend ce rapport a été réalisée en population générale. Les équipes de terrain n'ont pas mené d'entretiens avec des membres de groupes extrémistes violents connus comme tels, et l'analyse ne porte donc pas directement sur une éventuelle corrélation entre l'appartenance à un groupe extrémiste et les perceptions des principaux moteurs de l'extrémisme violent. Toutefois, les équipes de terrain ont posé aux répondant·e·s des questions sur leur degré de mécontentement à l'égard d'un certain nombre d'institutions et d'acteurs, et leur ont demandé leur opinion – positive ou négative – sur des groupes bien connus désignés comme des organisations terroristes. Les réponses à ces questions permettent de mesurer le degré de sympathie et de soutien des personnes interrogées à l'égard d'un certain nombre d'acteurs et d'idées généralement associés à l'extrémisme violent.

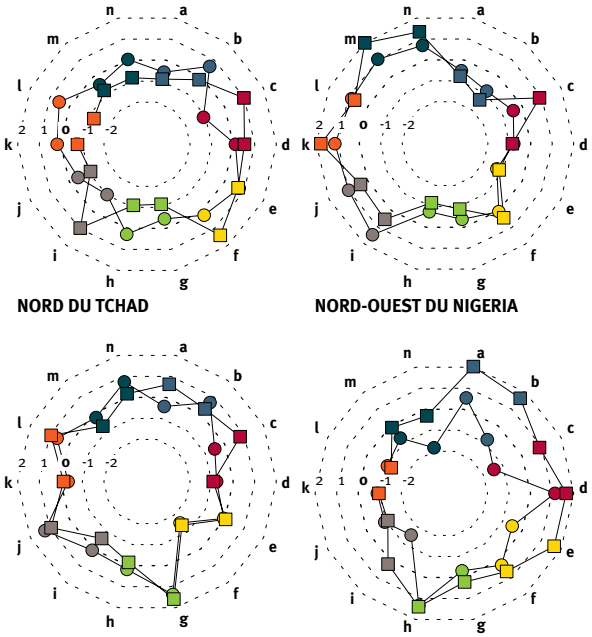
6.1 Les perceptions relatives aux groupes extrémistes violents

Dans les quatre pays où le questionnaire régional a été administré, les perceptions relatives aux groupes extrémistes violents bien connus, dont l'État islamique, al-Qaïda

Encadré 6.1 Un éclairage sur l'exposition aux moteurs de l'extrémisme violent en fonction des affinités des répondant·e·s avec l'extrémisme violent

Le graphique 6.1 détaille les perceptions relatives à quelques moteurs de l'extrémisme violent en fonction de la proximité des personnes interrogées avec les valeurs propres à l'extrémisme violent (notamment celles qui se présentent comme des opposantes au « système » et à d'autres ennemis supposés des causes extrémistes violentes) et avec ses acteurs (comme l'État islamique, al-Qaïda ou al-Shabaab). Certaines des personnes interrogées dans le cadre des quatre principales études de cas régionales – au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad – ont exprimé un soutien particulièrement net à ces opinions et à ces acteurs ; les personnes qui présentaient une forte affinité « positive » avec l'extrémisme violent sont considérées ici comme un sous-ensemble de l'échantillon (voir également le graphique 6.2). Dans certains pays, mais pas dans tous, on a pu noter des tendances intéressantes suggérant que les affinités avec l'extrémisme violent et les perceptions des moteurs de celui-ci ne sont pas systématiquement liées. Au Niger, en revanche, les répondant·e·s qui avaient une perception positive de l'extrémisme violent ont eu tendance à faire état d'une plus forte exposition à la plupart des moteurs de l'extrémisme violent, à l'exception de l'influence des groupes armés sur leurs communautés. Dans les autres pays, la relation entre les affinités et les moteurs est plus inégale : si les perceptions relatives aux principaux moteurs ont tendance à varier en fonction de l'affinité de la personne interrogée avec l'extrémisme violent, elles ne suivent pas toujours le même schéma.

Graphique 6.1 Perceptions de quelques moteurs de l'extrémisme violent selon l'affinité des répondant·e·s avec l'extrémisme violent



DIMENSIONS ET VARIABLES

- **Pauvreté et privations**
  a. Évaluation négative de la vie
  b. Privé·e de nourriture et d'argent
- **Mécontentement envers les institutions étatiques**
  c. Mécontent·e envers le gouvernement
  d. Les forces de sécurité font un mauvais travail
- **Manque d'accès aux services de base**
  e. Souvent privé·e d'eau potable
  f. Moins de huit ans d'éducation
- **Importance des identités ethniques et/ou religieuses**
  g. Seule ma religion est acceptable
  h. Complète confiance envers mon conseil tribal/ethnique
- **Insécurité**
  i. Sentiment d'insécurité
  j. Affecté·e par des attaques de groupes armés
- **L'influence et le rôle des groupes armés non étatiques**
  k. Les groupes armés assurent la sécurité
  l. Les groupes armés imposent des taxes
- **Armes légères**
  m. Les armes à feu sont nécessaires
  n. Les armes à feu sont portées ouvertement

AFFINITÉ AVEC L'EXTRÉMISME VIOLENT

- ■ Positive
- ● Négative

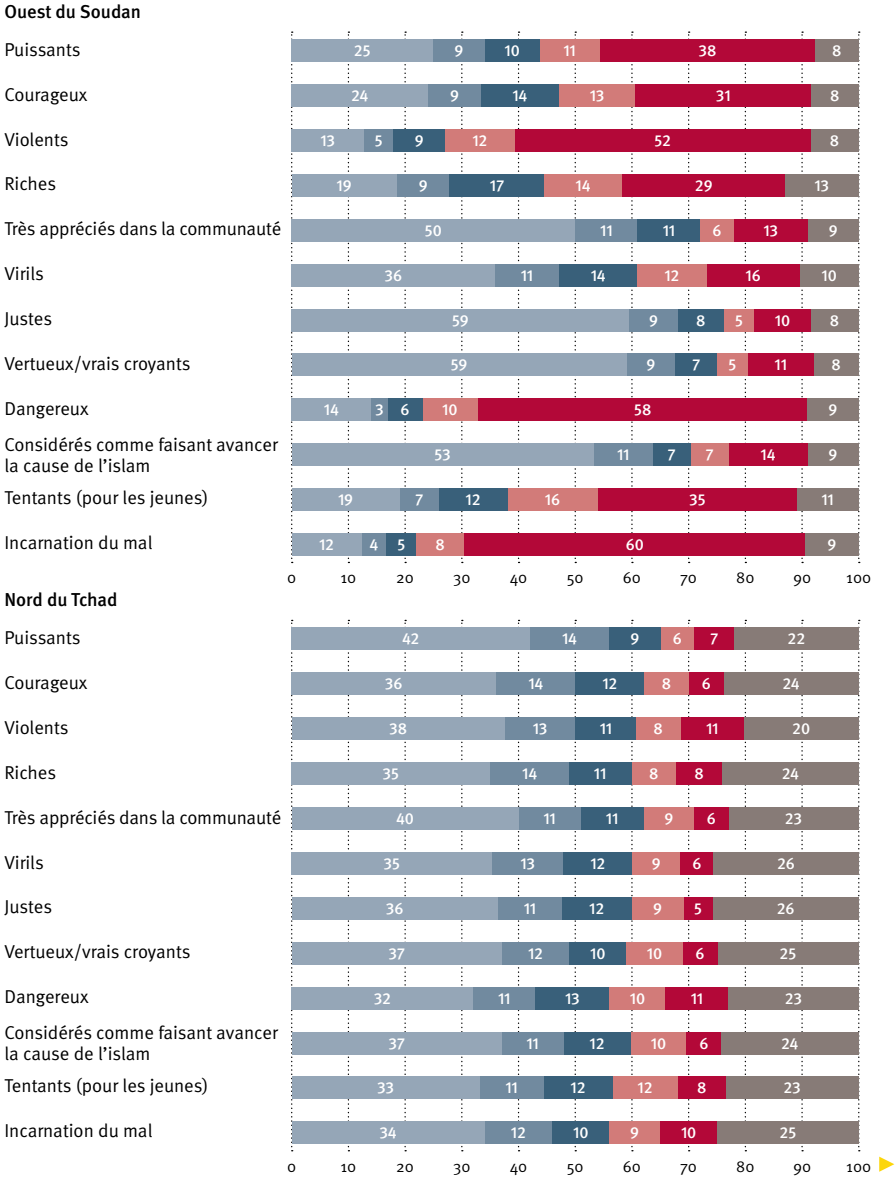
Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

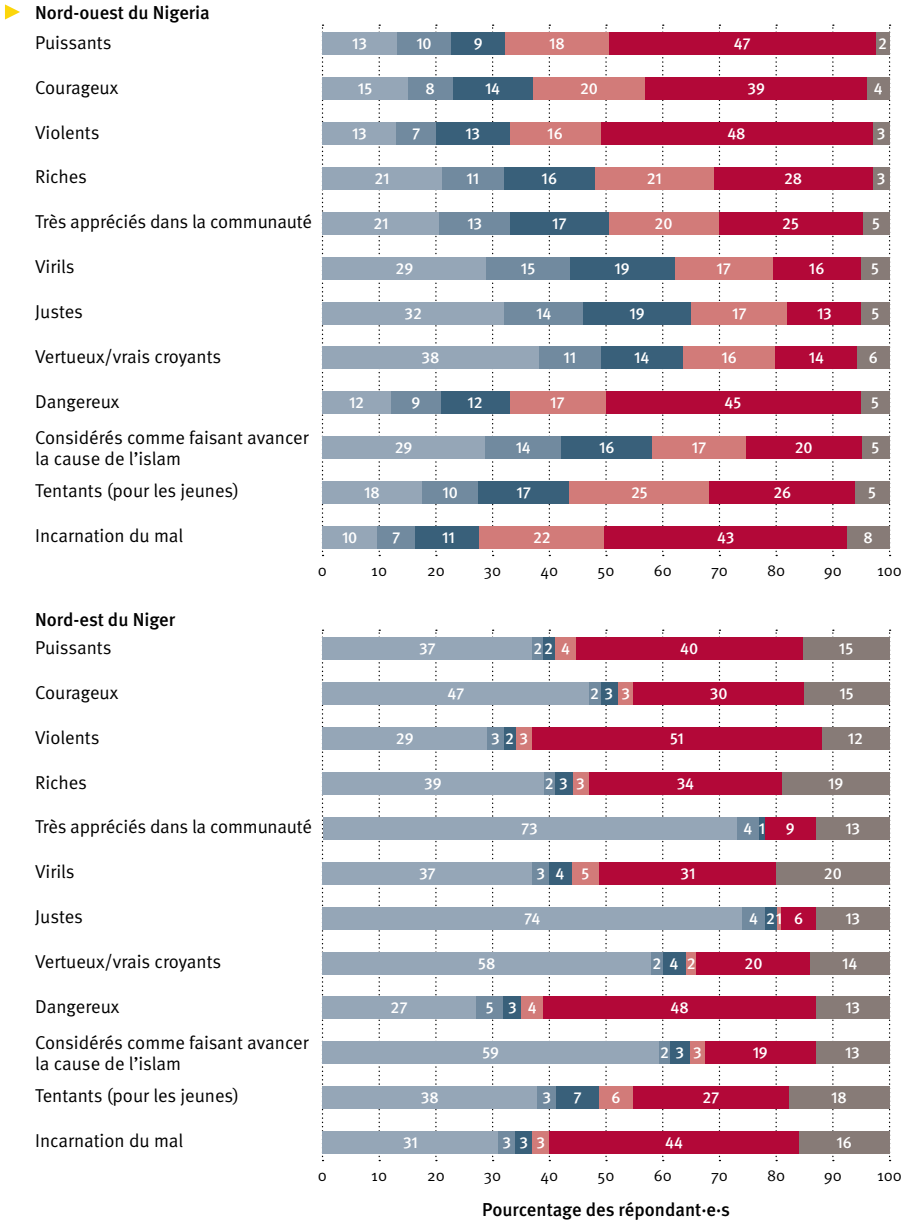
Notes : Sur la base d'un score Z, la moyenne est égale à zéro et les valeurs positives et négatives sont des écarts-types. Ces mesures relatives rendent possible la comparaison des différents pays et questions quand les scores bruts ne peuvent pas être comparés sur une seule et même échelle.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 6.2 Prenons par exemple les groupes Al-Qaïda, Boko Haram, Daech/EI/EIIL ou Al-Shabaab. Dans quelle mesure pensez-vous que les caractéristiques suivantes leur sont applicables ?

● 1 (Ne s'applique pas du tout) ● 2 ● 3 ● 4 ● 5 (S'applique tout à fait) ● Ne sait pas/Ne souhaite pas répondre





Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

et al-Shabaab, ne sont pas uniformes. Au Tchad, en particulier, les personnes interrogées n'ont que rarement associé les groupes en question aux qualificatifs positifs et négatifs proposés dans le graphique 6.2[18]. Dans les trois autres pays, la plupart des répondant·e·s ont déclaré que ces groupes étaient « violents », « dangereux » et « l'incarnation du mal ». Toutefois, dans les quatre pays, une proportion non négligeable de personnes a jugé ces groupes « vertueux » (31 % au Nigeria ont donné un score de 4 ou 5, 22 % au Niger, 17 % au Soudan et 16 % au Tchad) et « justes » (30 % au Nigeria, 15 % au Soudan, 14 % au Tchad et 7 % au Niger). 16 % des personnes interrogées au Niger, 8 % au Tchad, 5 % au Niger et 4 % au Soudan ont estimé que c'était une bonne chose que ces groupes existent.

Si l'on en croit les réponses données par les 56 répondant·e·s des quatre villes du sud de la Libye, les groupes extrémistes violents, comme Boko Haram, al-Qaïda et l'État islamique, sont mal perçus ; ils sont considérés comme « violents » et « dangereux ». Il convient néanmoins de noter que les répondant·e·s de Ghat et surtout de Koufra se sont systématiquement montrés moins négatifs envers les groupes terroristes désignés. Mais, en raison de la petite taille de l'échantillon et du mode d'échantillonnage raisonné choisi, ces remarques ne doivent être considérées que comme des indications générales.

6.2 Les perceptions relatives aux valeurs associées à l'extrémisme violent

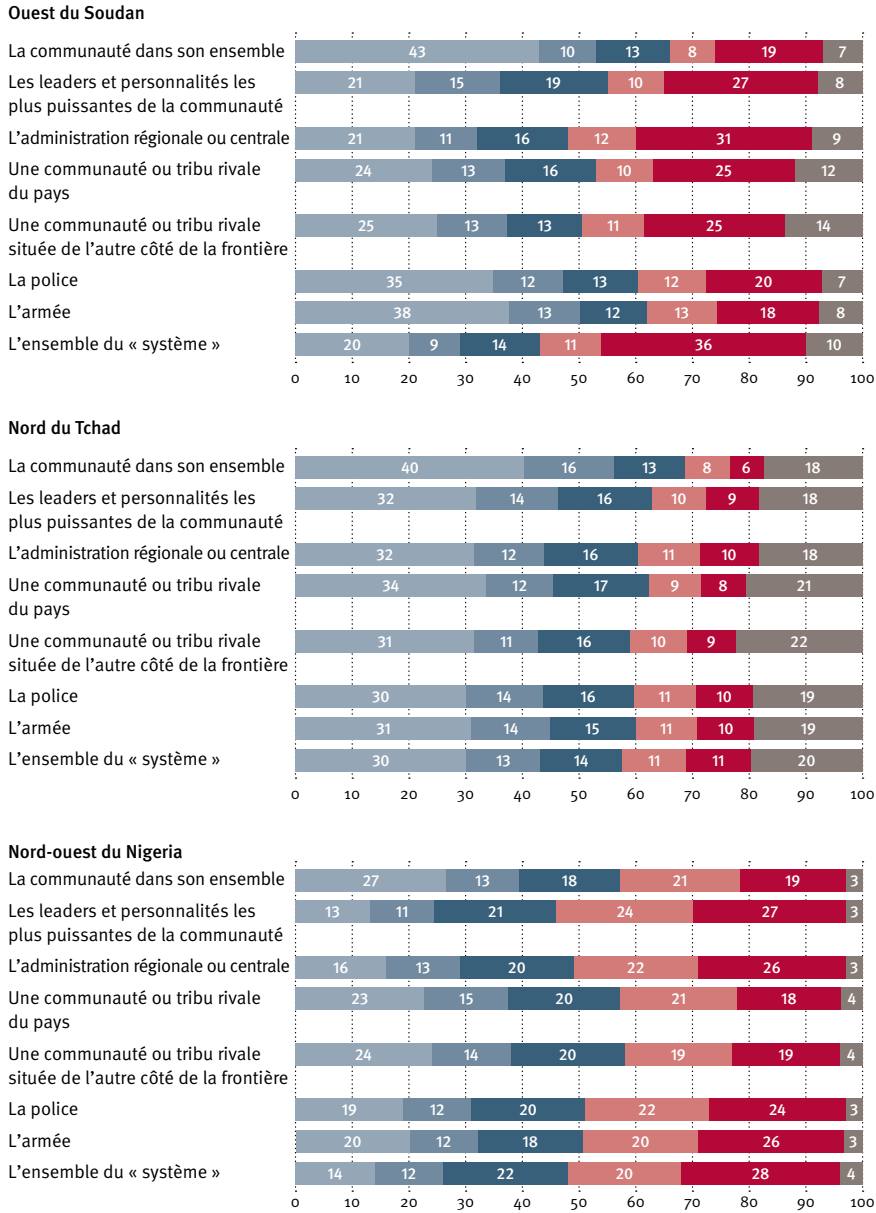
Certaines questions ont été posées pour évaluer le point de vue des répondant·e·s sur un ensemble de valeurs susceptibles d'être associées à l'extrémisme violent, et notamment sur leur perception des institutions qui sont fréquemment présentées comme des ennemis par les groupes extrémistes violents, leur point de vue sur le meurtre de civil·e·s et leur éventuelle volonté de mourir pour diverses causes.

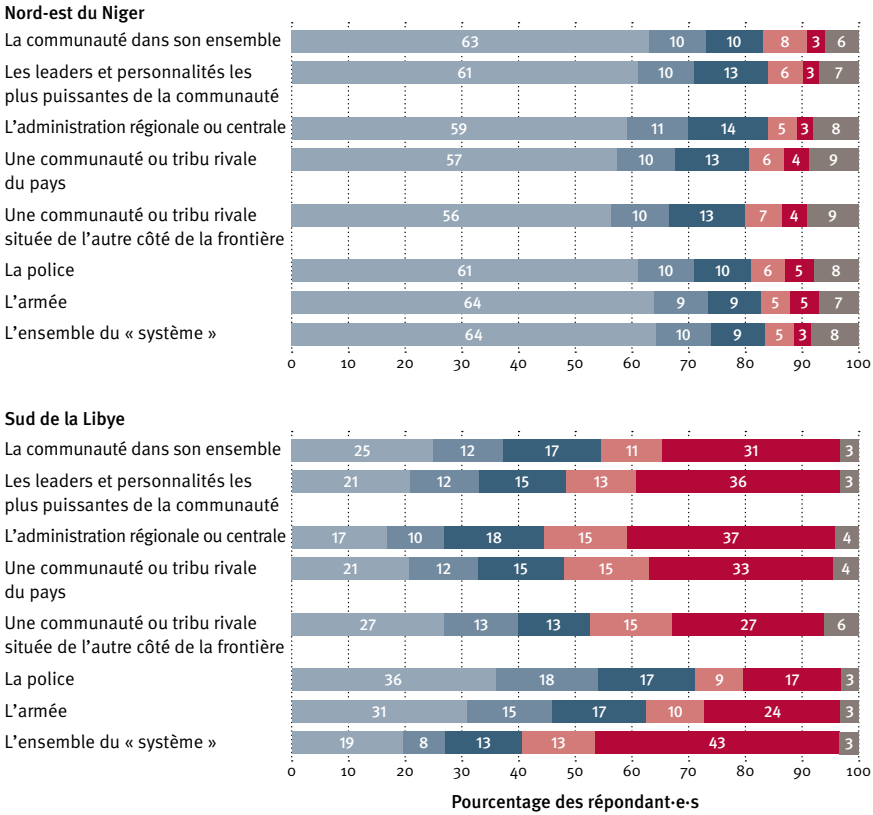
Dans l'ensemble, les personnes interrogées en Libye, au Nigeria et au Soudan avaient une opinion plus défavorable de toute une série d'institutions, de communautés et d'organisations – dont des entités étatiques, non étatiques et internationales – que les personnes interrogées au Niger et au Tchad (voir le graphique 6.3). Nombre des personnes interrogées en Libye, au Soudan et au Nigeria ont exprimé leur colère à l'égard de « l'ensemble du système » (43, 36 et 28 %, respectivement, étaient « extrêmement en colère »).

Les perceptions relatives aux meurtres de civil·e·s ne sont pas uniformes. Les personnes interrogées au Nigeria (38 %) et au Niger (30 %) sont plus nombreuses que celles interrogées au Tchad (16 %), en Libye (12 %) et au Soudan (11 %) à penser qu'il est parfois justifié pour les militaires de tuer des civil·e·s (voir le graphique 6.4). Mais quand il

Graphique 6.3 Ressentez-vous de la colère, du mécontentement ou de la désaffection à l'égard de l'un des éléments suivants ?

● 1 (Pas du tout mécontent·e) ● 2 ● 3 ● 4 ● 5 (Extrêmement mécontent·e) ● Ne sait pas/Ne souhaite pas répondre





Base : Tous les répondant·e·s

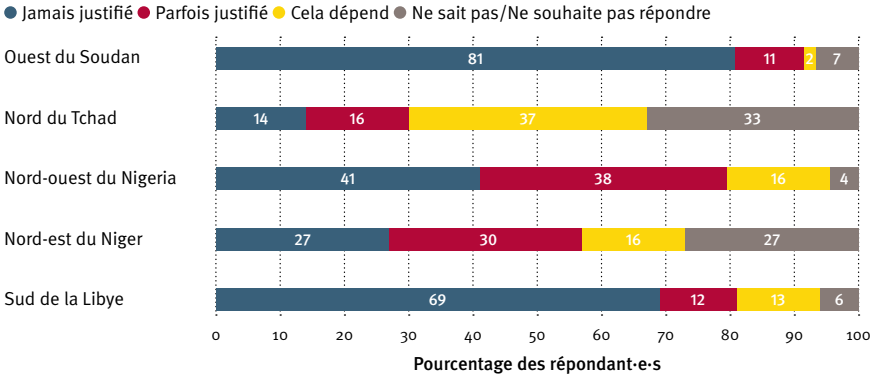
Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

s'agit d'individus ou de groupes, et non de militaires, les réponses dessinent un paysage bien différent. Au Soudan et au Tchad, ces meurtres sont mieux perçus que ceux commis par les militaires. C'est au Soudan que les personnes interrogées se sont montrées le plus favorables à cette pratique (52 % d'entre elles estimaient qu'elle était parfois justifiée), suivi par le Nigeria (32 %), le Tchad (22 %), le Niger (17 %) et la Libye (12 %) (voir le graphique 6.5).

La plupart des personnes interrogées se sont dites décidées à mourir pour toute une série de causes, dont la défense de leur famille et de leurs enfants (de 83 % au Niger à 97 % au Soudan) et « pour Dieu » (de 71 % au Tchad à 89 % au Soudan). Une majorité de répondant·e·s du Soudan (63 %) et du Tchad (58 %) ont déclaré être prêt·e·s à

Graphique 6.4 Certains pensent qu'ils est parfois admissible que les militaires ciblent et tuent des civils tandis que d'autres considèrent que ce type de violence n'est jamais justifié. Quelle est votre opinion ?

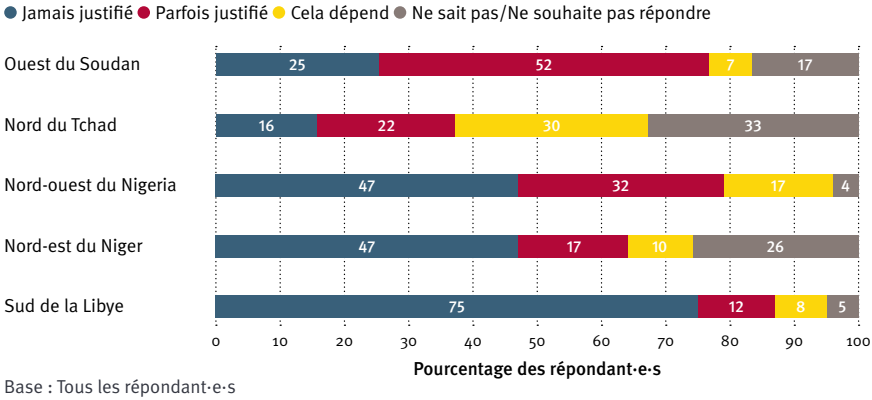


Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 6.5 Certains pensent qu'il est parfois admissible qu'un individu ou un petit groupe d'individus ciblent et tuent des civils, tandis que d'autres considèrent que ce type de violence n'est jamais justifié. Quelle est votre opinion ?

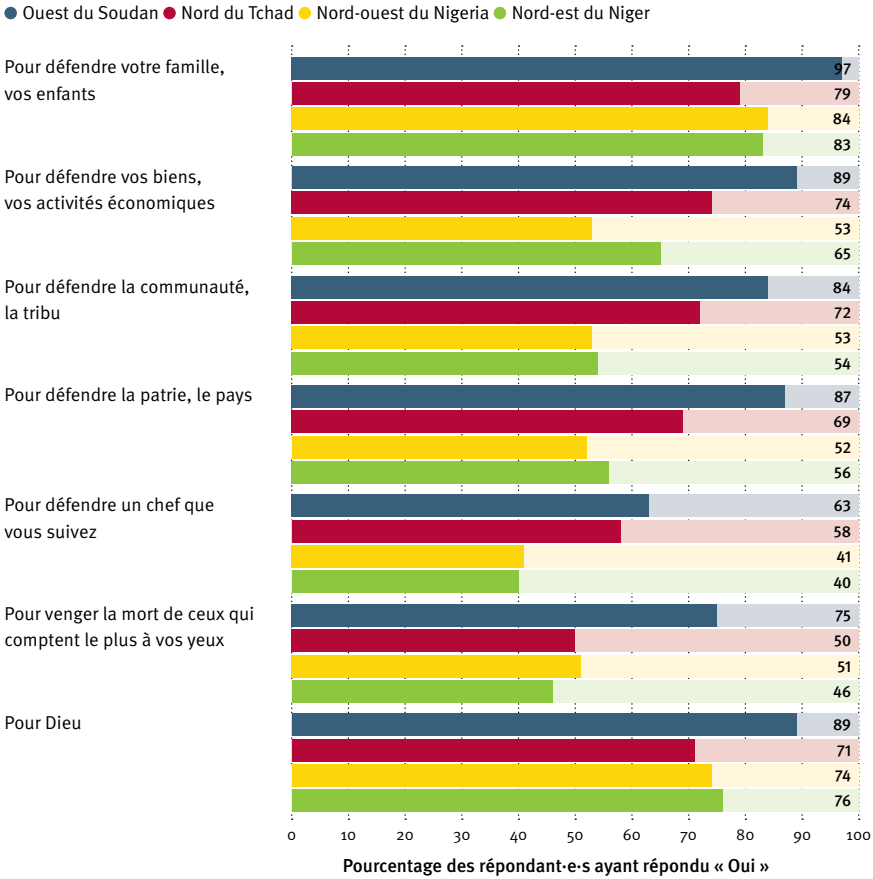


Base : Tous les répondant·e·s

Note : Voir la section 3 sur les méthodes d'échantillonage et les limites de comparabilité. Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

Graphique 6.6 Pour laquelle des causes suivantes seriez-vous personnellement prêt à mourir ?



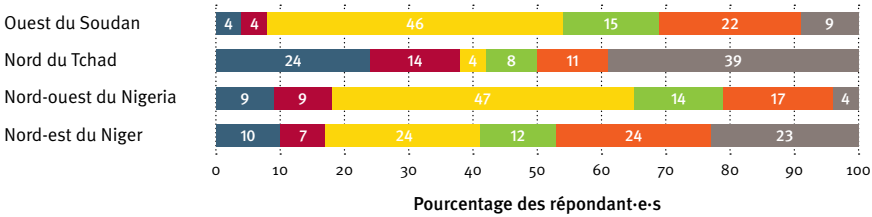
Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Plusieurs réponses autorisées.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

mourir pour un leader (voir le graphique 6.6). L'opinion des personnes interrogées sur l'importance de leur vie terrestre par rapport à leur « vie » après la mort peut également être un facteur pertinent. Parmi les personnes interrogées, celles qui accordent plus d'importance à la vie après la mort qu'à leur vie terrestre sont plus nombreuses au Niger, au Nigeria et au Soudan (voir le graphique 6.7). Au Tchad, en revanche, une proportion importante de personnes (39 %) n'ont pas répondu à cette question ou ont indiqué qu'elles accordaient plus d'importance à leur vie terrestre qu'à la vie après la mort (38 %).

Graphique 6.7 Accordez-vous la même valeur à la vie ici-bas qu'à la vie après la mort, et œuvrez-vous de la même manière pour l'une et pour l'autre ?



Base : Tous les répondant·e·s (la question n'a pas été posée en Libye)

Note : Les totaux peuvent accuser des écarts en raison de l'arrondissement.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

6.3 Les affinités avec l'extrémisme violent

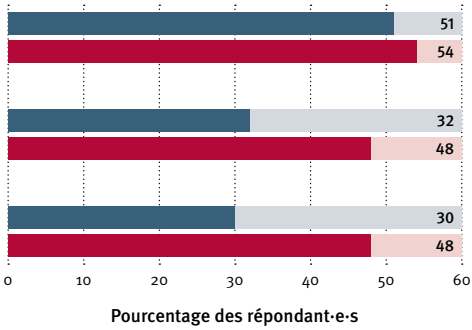
Les personnes qui expriment leur soutien à des groupes extrémistes violents ou à certaines valeurs associées à l'extrémisme violent ne sont pas nécessairement des extrémistes violents. Mais elles peuvent être considérées comme particulièrement extrêmes dans leurs opinions et méritent une attention particulière.

Dans les quatre pays où le questionnaire régional a été administré, un nombre limité, mais non négligeable, de répondant·e·s ont exprimé un profond mécontentement vis-à-vis du système et d'autres institutions[19] et ont affirmé soutenir des organisations terroristes désignées bien connues[20]. Pour être plus précis, 179 personnes ont affiché non seulement une opinion extrêmement favorable aux principaux groupes extrémistes violents, mais aussi une rancune particulièrement forte à l'égard du système. Fait notable, ce sous-ensemble a également témoigné d'un degré plus élevé de soutien aux violences contre les civil·e·s (51 %) et de volonté de mourir pour un chef (54 %) (voir le graphique 6.8).

À l'échelle nationale, la proportion de personnes qui ont affiché un fort soutien aux organisations extrémistes violentes et un fort mécontentement à l'égard des institutions et acteurs nationaux et internationaux – et dont on peut considérer qu'elles ont un état d'esprit proche de l'extrémisme violent – atteignait près de 6 % au Nigeria, 3 % au Soudan, 2 % au Tchad et moins de 2 % au Niger (voir le tableau 6.1). Au Niger et au Soudan, les jeunes répondant·e·s, et en particulier les jeunes hommes, ont plus souvent exprimé des opinions suggérant des affinités avec l'extrémisme violent. En revanche, au Tchad et au Nigeria, ce sont les personnes âgées de 40 à 49 ans qui ont affiché la plus

Graphique 6.8 Cet extrémisme est-il effectivement « violent »?

● Pourcentage en accord avec le fait que la violence contre les civils est parfois justifiée
● Pourcentage prêt à mourir pour leur leader



Base : voir notes 19 et 20.

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

grande proximité avec l'extrémisme violent. Au Nigeria seulement, les femmes ont témoigné d'une plus grande proximité que les hommes avec l'extrémisme violent.

À l'échelle communautaire, huit municipalités tchadiennes ont atteint ou dépassé le seuil de 3 % de répondant·e·s présentant de fortes affinités avec l'extrémisme violent. Six communautés nigérianes, six communautés soudanaises et une seule communauté nigérienne ont elles aussi atteint ce seuil. Comme le montre l'encadré 6.1, les personnes les plus radicales parmi celles interrogées au Niger ont eu tendance à afficher une plus forte exposition à de nombreux facteurs d'extrémisme violent, mais cette tendance ne s'est pas confirmée dans les autres pays. ●

Tableau 6.1 Prévalence des affinités avec l'extrémisme violent en fonction du pays, du groupe d'âge et du sexe des répondant·e·s

Lieu	Groupes d'âge	Sexe des répondant·e·s		
		Masculin	Féminin	Ensemble de l'échantillon
Ouest du Soudan	15 à 24 ans	6,3 %	5,4 %	5,8 %
	25 à 39 ans	3,8 %	1,8 %	2,9 %
	40 à 49 ans	2,2 %	0,0 %	1,5 %
	Plus de 50 ans	1,8 %	3,3 %	2,2 %
	Ensemble de l'échantillon	3,2 %	2,2 %	2,8 %
Nord du Tchad	15 à 24 ans	2,7 %	0,0 %	1,6 %
	25 à 39 ans	2,8 %	1,9 %	2,3 %
	40 à 49 ans	5,8 %	1,0 %	3,7 %
	Plus de 50 ans	0,0 %	2,6 %	1,3 %
	Ensemble de l'échantillon	2,8 %	1,5 %	2,1 %
Nord-ouest du Nigeria	15 à 24 ans	6,8 %	6,9 %	6,9 %
	25 à 39 ans	5,1 %	5,0 %	5,0 %
	40 à 49 ans	8,1 %	12,5 %	9,4 %
	Plus de 50 ans	3,0 %	8,3 %	4,6 %
	Ensemble de l'échantillon	5,3 %	6,3 %	5,8 %
Nord-est du Niger	15 à 24 ans	5,6 %	3,0 %	3,9 %
	25 à 39 ans	1,2 %	0,3 %	0,7 %
	40 à 49 ans	2,2 %	3,0 %	2,5 %
	Plus de 50 ans	0,6 %	1,1 %	0,8 %
	Ensemble de l'échantillon	1,6 %	1,3 %	1,5 %
Total	15 à 24 ans	5,0 %	4,4 %	4,6 %
	25 à 39 ans	3,5 %	2,6 %	3,0 %
	40 à 49 ans	4,1 %	2,8 %	3,7 %
	Plus de 50 ans	1,6 %	3,9 %	2,4 %
	Ensemble de l'échantillon	3,4 %	3,1 %	3,3 %

Source : Small Arms Survey et PNUD (2021)

“Les zones étudiées n’étaient pas forcément contrôlées par les groupes extrémistes violents présents sur leur territoire, mais l’étude montre que, faute de mesures adaptées, la situation pourrait se détériorer rapidement dans les zones frontalières du sud de la Libye.”

Conclusion

Les auteurs de ce rapport ont analysé les perceptions de la population relatives aux facteurs d'attraction et de répulsion qui sous-tendent l'extrémisme violent – ou les moteurs de l'extrémisme violent – dans les régions frontalières du sud de la Libye, mais aussi les liens entre ces perceptions, leur conscience des processus de recrutement mis en place par les groupes armés et leurs affinités avec l'extrémisme violent. Au total, 6 852 personnes âgées de plus de 15 ans ont été interrogées dans les régions frontalières du sud de la Libye, du nord-ouest du Nigeria, du nord-est du Niger, de l'ouest du Soudan et du nord du Tchad. Cette étude est donc fondée sur un échantillon régional unique en son genre. Les auteurs ont analysé en profondeur différents facteurs clés susceptibles de rendre les communautés plus vulnérables à l'extrémisme violent, parmi lesquels la pauvreté, la misère et les privations, le mécontentement à l'égard des institutions étatiques, le manque d'accès aux services de base, les identités ethniques et religieuses, l'insécurité, le blocage de la participation politique et la disponibilité des armes légères.

Les conclusions contextualisées de ce rapport ont vocation à aider les praticien·ne·s du développement et de la prévention de l'extrémisme violent à mieux définir les priorités de leurs interventions et à mieux traiter les facteurs sous-jacents les plus préoccupants identifiés pour chacune des régions frontalières étudiées. Les auteurs ont formulé, sur la base de l'étude, des conclusions plus générales relatives aux politiques et aux programmes, qui confirment les résultats mis en lumière dans le rapport intitulé *Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique* (PNUD, 2017a, p. 7-9). Dans les zones frontalières du sud de Libye, la misère et les privations sont très présentes, et assombrissent les perspectives offertes aux personnes qui y sont nées et y grandissent. Comme le montre ce rapport, la marginalisation des populations est encore plus problématique, du point de vue de la prévention de l'extrémisme violent, lorsqu'elle est exacerbée par des paramètres ethniques, tribaux ou religieux. Pour ne pas risquer d'être contre-productifs en matière de prévention de l'extrémisme violent, les programmes en faveur des familles et de l'éducation qui sont mis en place dans ces régions devront aussi prévenir le creusement des inégalités entre les différents groupes identitaires.

Les habitant·e·s des communautés frontalières ont exprimé des points de vue complexes et nuancés sur la capacité de l'État à assurer leur sécurité et à leur donner accès à la justice. Il conviendrait donc de tenir compte de ces perceptions, mais aussi des performances avérées des différentes institutions et agences étatiques – dont l'action manque souvent de cohérence et nécessiterait un type de dialogue adapté –, pour concevoir et mettre en œuvre les interventions relevant du champ de l'amélioration et de la responsabilisation de ces institutions. Les perceptions relatives à l'insécurité, à la présence des groupes armés et à la disponibilité des armes légères varient elles aussi considérablement d'une étude de cas à l'autre. L'insécurité peut favoriser l'extrémisme violent en permettant aux groupes armés de s'implanter localement et de combler les lacunes existantes. Mais les interventions relevant de la sécurité et de la lutte contre les groupes armés sont susceptibles d'exacerber le mécontentement des populations

locales si elles ne respectent pas les droits humains et si elles compromettent leurs moyens de subsistance. Dans les régions frontalières du Sahel, les praticien·ne·s doivent donc se montrer habiles pour parvenir à lutter contre l'insécurité sans mettre en péril les sources locales de revenus, lesquelles dépendent souvent du commerce informel et d'autres activités qui peuvent pâtir considérablement des mesures de lutte contre les trafics.

Les zones étudiées n'étaient pas forcément contrôlées par les groupes extrémistes violents présents sur leur territoire, mais l'étude montre que, faute de mesures adaptées, la situation pourrait se détériorer rapidement dans les zones frontalières du sud de la Libye. En effet, 19 % des personnes interrogées au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad savaient que des groupes armés locaux ou étrangers tentaient de recruter des membres au sein de leurs communautés respectives, et 11 % ont affirmé que les organisations recruteuses étaient des groupes extrémistes violents. En outre, ces activités de recrutement semblent plus répandues dans les régions dont l'économie dépend du commerce transfrontalier. Près de 3 % des personnes interrogées dans les régions frontalières de ces quatre pays ont exprimé non seulement une opinion extrêmement favorable sur les principaux groupes extrémistes violents, mais aussi une rancune particulièrement aiguë à l'égard d'un certain nombre d'institutions, de communautés et d'organisations – et ces deux caractéristiques combinées se doublent souvent d'un degré inhabituel de justification des meurtres de civil·e·s. Bien que ces opinions ne soient partagées que par une petite minorité, l'étude montre à quel point il est important d'adopter une approche globale pour s'attaquer aux moteurs de l'extrémisme violent dans la région, et ainsi éviter qu'un nombre important de personnes n'atteignent le « point de non-retour » et deviennent des extrémistes violents.

Notes

1 Les États membres étudiés sont La Libye, le Niger, le Nigeria, le Soudan et le Tchad.
2 Pour une discussion sur la définition de l'extrémisme violent, voir par exemple UNICRI (2020, p. 11-12).
3 Voir aussi Nowak et Gsell (2018).
4 Les facteurs de répulsion peuvent aussi se manifester à l'échelle du groupe ou de la communauté, ainsi qu'à l'échelle individuelle. Par exemple, des personnes torturées par des membres des forces de défense et de sécurité pourraient leur en vouloir au point de rejoindre un groupe extrémiste violent.
5 Voir, par exemple, Collier et Hoeffler (2004) et leurs arguments sur la validité des variables économiques comme les inégalités pour expliquer le déclenchement des rébellions ou des guerres civiles.
6 Selon un rapport de 2019 fondé sur une enquête menée dans les trois régions libyennes (et notamment dans la ville de Sebha, dans le sud), « les attitudes qui relèvent du soutien ou de l'approbation des violences faites aux femmes sont le seul facteur doté d'une corrélation statistique positive avec le soutien à l'extrémisme violent » (ONU Femmes, 2019, p. 19).
7 Voir par exemple Tubiana et Gramizzi (2017 ; 2018).
8 KoBo Collect est un logiciel dont les outils facilitent le recueil des données sur le terrain et leur analyse.
9 Au Soudan, l'équipe n'a pas utilisé de tablettes pour recueillir les données, mais a noté les réponses sur papier avant de les enregistrer grâce à des ordinateurs portables et des tablettes.
10 La trame du questionnaire est présentée en annexe 1 de ce rapport.
11 Les équipes qui ont mené la recherche de terrain dans les municipalités du sud de la Libye ont jugé dangereux et peu fiable de tenter de mener des entretiens dans les ménages, étant donné le taux élevé de refus et le manque d'intimité au sein des foyers auxquels elles ont été confrontées au cours d'études antérieures.
12 L'équipe de recherche libyenne a sélectionné un certain nombre de quartiers dans chaque ville sur la base de bases de données démographiques existantes triangulées avec des images satellites et des systèmes d'information géographique (SIG) fondés sur la télédétection. Elle a notamment utilisé les sources de données suivantes : (1) la base de données opérationnelle commune 2020 sur la Libye, fournie par le Bureau des statistiques libyen et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (ce sont des projections démo-

graphiques fondées sur le dernier recensement libyen, lequel date de 2006) ; (2) des cartes montrant les quartiers de chaque municipalité et les statistiques démographiques par quartier selon la Commission centrale libyenne pour l'élection des conseils municipaux (Central Commission of Municipal Council Elections - CCMCE) ; et (3) des estimations de la population des zones géographiques concernées produites par l'UE et la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) à partir d'images satellite haute-résolution récentes.

13 Les groupes extrémistes violents exploitent souvent les insatisfactions, la marginalisation et les injustices vécues par les communautés, autant d'éléments qui les rendent, ainsi que leurs membres, vulnérables à l'extrémisme violent (UNICRI, 2020, p. xii). La corrélation entre la misère et l'extrémisme violent n'est toutefois pas systématique ; un certain nombre d'études ont montré que cette corrélation était, pour le moins, incertaine, et que des individus fortunés pouvaient devenir des extrémistes violents (Allan et al., 2015, p. 43 ; Thiessen, 2019).

14 Voir aussi PNUD (2021).

15 Correspondance avec Jean-Louis Romanet Perroux, 18 janvier 2022, basée sur son travail de terrain et des entretiens avec les personnes-ressources libyennes en 2018, 2020 et 2021. Voir aussi PNUD (2021).

16 Sur la base d'un score Z, la moyenne est égale à zéro et les valeurs positives et négatives sont des écarts-types. Ces mesures relatives rendent possible la comparaison des différents pays et questions quand les scores bruts ne peuvent pas être comparés sur une seule et même échelle.

17 Cette question a également été considérée comme trop délicate pour être intégrée dans l'enquête quantitative libyenne. Sur les 56 répondant·e·s de l'enquête complémentaire menée dans des municipalités du sud du pays, seul un répondant de Koufra a dit connaître une personne qui avait rejoint un groupe extrémiste violent au cours des cinq dernières années. D'autres répondants·e·s ont mentionné les pays dans lesquels certaines personnes avaient rejoint un groupe extrémiste violent : 11 ont indiqué la Libye ; 5 la Syrie ; 2 l'Irak, le Soudan ou le Yémen ; et 1 le Mali, le Niger ou la Somalie.

18 Le taux de non-réponse relativement élevé au Tchad, ainsi que la similarité des réponses données dans toutes les catégories laisse penser que les questions ont peut-être été mal comprises. Les résultat tchadiens doivent donc être interprétés prudemment.

19 Cette catégorie rassemble les répondant·e·s qui se sont dits « totalement insatisfaits » d'au moins 6 des 11 institutions et acteurs testés.

20 Cette catégorie rassemble les répondant·e·s qui ont exprimé au moins deux des cinq opinions évoquées ci-après à propos des groupes extrémistes violents internationaux comme Boko Haram, l'État islamique, al-Qaïda ou al-Shabaab : ils sont d'accord sur le fait que ces groupes (1) sont justes, (2) sont vertueux ou (3) font avancer la cause de l'Islam et ne sont pas d'accord sur le fait que ces groupes sont (4) l'incarnation du mal et sont (5) dangereux.

Références bibliographiques

ACAPS. 2021. « Nigeria : Overview. » Consulté en septembre 2021.

AGNU (Assemblée générale des Nations Unies). 1995. Résolution 49/60 adoptée par l'assemblée générale. Mesures visant à éliminer le terrorisme international. A/RES/49/60 du 17 février.

—. 2015. Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent. A/70/674 du 24 décembre.

Akhbar Sudan. 2020. « هجوم مسلح جديد في طريق الطينة الفاشر بولاية شمال دارفور. » 15 mars.

Allan, Harriet, et al. 2015. Drivers of Violent Extremism : Hypotheses and Literature Review. Londres : Royal United Services Institute. 16 octobre.

Alusala, Nelson. 2007. « Disarmament in Chad : Instability of Incapability. » Monographie No. 129. Pretoria : Institut d'études de sécurité. Mars.

ArcGIS Hub. 2018. « Nigeria Ethnicity Areas. » 14 août.

Banque mondiale. 2021a. « The World Bank in Nigeria : Overview. »

—. 2021b. « The World Bank in Sudan : Overview. »

— et Nations Unies. 2018. *Pathways for Peace : Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*. Washington, DC : Banque mondiale.

Borum, Randy. 2011. « Radicalization into Violent Extremism II : A Review of Conceptual Models and Empirical Research. » *Journal of Strategic Security,* Vol. 4, No. 4. Décembre.

—. 2014. « Psychological Vulnerabilities and Propensities for Involvement in Violent Extremism. » *Behavioral Sciences & the Law*, Vol. 32, No. 3. 20 mars, pp. 286–305.

Burton, John W., ed. 1990. *Conflict : Human Needs Theory.* New York : St. Martin's Press.

CAR (Conflict Armament Research). 2016. *Investigating Cross-border Weapon Transfers in the Sahel.* Londres : CAR. Novembre.

—. 2020. *Nigeria's Herder-Farmer Conflict : Domestic, Regional, and Transcontinental Weapon Sources.* Dispatch from the Field. Londres : CAR. Janvier.

CEP (Counter Extremism Project). n.d. « Chad : Extremism & Terrorism. »

CIA (Central Intelligence Agency). 2021. « The CIA World Factbook 2021. »

Collier, Paul et Anke Hoeffler. 2004. « Greed and Grievance in Civil War. » *Oxford Economic Papers*. Vol. 56, No. 4. Oxford : Oxford University Press, pp. 563–95.

CSNU (Conseil de sécurité des Nations Unies). n.d. « ISIL (Da'esh) & Al-Qaida Sanctions List. »

—. 2021. *Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité.* S/2021/229 du 8 mars.

Dabanga. 2014. « "Sudan's Military Industry Expanding" : Small Arms Survey. » 6 juillet.

—. 2016. « "Security, Services Lacking in North Darfur's El Tina" : Commissioner ». 9 octobre.

—. 2018. « Sudan Militia Prevents Smuggling of 154 Men to Libya. » 9 septembre.

—. 2019. « North Darfur : Gang Caught Smuggling Sudanese Migrants to Libya. » 4 mars.
—. 2021. « Lawlessness Continues in North Darfur's Kutum. » 3 mai.
Darden, Jessica Trisko. 2019. *Tackling Terrorists' Exploitation of Youth*. American Enterprise Institute. Mai.
Elworthy, Scilla et Gabrielle Rifkind. 2005. *Hearts and Minds : Human Security Approaches to Political Violence*. Londres : Demos.
FIDA (Fonds international de développement agricole). 2015. « Chad : Project to Improve the Resilience of Agricultural Systems in Chad (PARSAT). » Mai.
Fink, Naureen Chowdhury et Rafia Bhulai. 2016. « Development and Countering Violent Extremism. » Dans UNA-UK (United Nations Association-UK), *Sustainable Development Goals : The People's Agenda*. London : Witan Media Ltd., pp. 48–51.
Fitzgerald, Mary et Mattia Toaldo. 2016. « A Quick Guide to Libya's Main Players. » Londres : Conseil européen pour les relations internationales. 19 mai.
Florquin, Nicolas. 2019. « Linking P/CVE & Illicit Arms Flows in Africa. » RESOLVE Network Policy Note. Washington, DC : United States Institute of Peace. Novembre.
— et Eric Berman. 2005. *Armés mais désœuvrés : groupes armés, armes légères et sécurité humaine dans la région de la CEDEAO*. Genève : Small Arms Survey. Mai.
Fondation Bertelsmann. 2020a. « Country Report Niger. » Indice de transformation BTI.
—. 2020b. « Country Report Sudan. » Indice de transformation BTI.
Freedom House. n.d. « Freedom in the World Report : Countries and Territories. »
Gelfand, M. J., et al. 2013. « Culture and Extremism. » *Journal of Social Issues*, Vol. 69, No. 3, pp. 495–517.
HSBA (Human Security Baseline Assessment for Sudan and South Sudan). 2014. « The Military Industry Corporation (MIC). » Genève : Small Arms Survey. 2 juillet.
ICCT (International Centre for Counter-Terrorism). 2021. *Cashing in on Guns : Identifying the Nexus between Small Arms, Light Weapons, and Terrorist Financing*. La Haye : ICCT. 24 mars.
ICG (International Crisis Group). 2017. *Herders against Farmers : Nigeria's Expanding Deadly Conflict*. Rapport Afrique No. 252. Bruxelles : ICG. 19 septembre.
—. 2019. *Éviter la reprise des violences communautaires à l'Est du Tchad*. Rapport Afrique No. 284. Bruxelles : ICG. 30 décembre.
—. 2020a. *Garder le trafic sous contrôle dans le Nord du Niger*. Rapport Afrique No. 285. Bruxelles : ICG. 6 janvier.
—. 2020b. *Violence au Nord-Ouest du Nigeria : Sortir du chaos*. Rapport Afrique No. 288. Bruxelles : ICG. 18 mai.
—. 2021a. *Réordonner les stratégies de stabilisation du Sahel*. Rapport Afrique No. 299. Bruxelles : ICG. 1 février.
—. 2021b. « Crisis Watch : Niger. » Mai.
IEP (Institute for Economics & Peace). 2020. *Global Terrorism Index 2020 : Measuring the Impact of Terrorism*. Sydney : IEP. Novembre.
Inglehart, R., et al. (eds.). 2014. « World Values Survey : Round Six - Country-Pooled Datafile Version. » Madrid : JD Systems Institute.
IPSS (Institute for Peace and Security Studies). 2021. *Peace & Security Report : Niger Conflict Insights*. Avril.
Jaffer, Nabeelah. 2015. « The secret world of Isis brides : "U dnt hav 2 pay 4 ANYTHING if u r wife of a martyr". » *Guardian*. 24 juin.
Khalil, James. 2017. « The Three Pathways (3P) Model of Violent Extremism. » *The RUSI Journal*, Vol. 162, No. 4, pp. 40–48.
—, John Horgan, et Martine Zeuthen. 2019. « The Attitudes-Behaviors Corrective (ABC) Model of Violent Extremism. » *Terrorism and Political Violence*. 18 décembre.

Kruglanski, Arie, et al. 2009. « Fully Committed : Suicide Bombers' Motivation and the Quest for Personal Significance. » *Political Psychology*, Vol. 30, No. 3.
Lacher, Wolfram et Alaa al-Idrissi. 2018. *Capital of Militias : Tripoli's Armed Groups Capture the Libyan State*. Note d'information SANA. Genève : Small Arms Survey. Juin.
Leff, Jonah et Emile LeBrun. 2014. *Following the Thread : Arms and Ammunition Tracing in Sudan and South Sudan*. Document de travail HSBA No. 32. Genève : Small Arms Survey. Mai.
Lewis, Mike. 2009. *Supply and Demand : Arms Flow and Holdings in Sudan*. HSBA Issue Brief No. 15. Genève : Small Arms Survey. Décembre.
Mahmoud, Youssef. 2016. « In the Fight against Violent Extremism, Why is Prevention Elusive ? » IPI Global Observatory Blog. 11 janvier.
Mangan, Fiona. 2020. *Illicit Drug Trafficking and Use in Libya : Highs and Lows*. Peaceworks No. 161. Washington, DC : United States Institute of Peace. Mai.
Marcuzzi, Stefano et Jason Pack. 2020. *Terrorist and Armed Groups in the Fezzan-Sahel Region : Recruitment and Communication Tactics*. Riga : NATO Strategic Communications Centre of Excellence. Décembre.
Marshall, Monty G. et Benjamin R. Cole. 2014. *Global Report 2014 : Conflict, Governance, and State Fragility*. Vienne : Center for Systemic Peace. 23 juillet.
Max-Neef, Manfred. 1991. « Development and Human Needs ». Dans Manfred Max-Neef, *Human Scale Development : Conception, Application and Further Reflection*. New York et Londres : The Apex Press, pp. 13–54.
McCauley, Clark et Sophia Moskalenko. 2008. « Mechanisms of Political Radicalization : Pathways Toward Terrorism. » *Terrorism and Political Violence*, Vol. 20, No. 3. Juillet, pp. 415–33.
MINUAD (Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour). 2013. « Darfur's Many Colours : An Interview with Buhery Mohamed Youssef. » *Voices of Darfur*, Vol. 4, No. 1. Janvier.
Moghaddam, Fathali M. 2005. « The Staircase to Terrorism : A Psychological Exploration. » *American Psychologist Association*. Vol. 60, No. 2. Mars, pp. 161–69.
Mohamedou, Mohammad-Mahmoud Ould. 2017. *A Theory of ISIS : Political Violence and the Transformation of the Global Order*. Londres : Pluto Press.
Montgomery, Katarina. 2015. « ISIS Recruits Brides to Solve Middle East "Marriage Crisis". » Syria Deeply. 8 mai.
Mundy, Jacob. 2018. *Libya*. Cambridge : Polity Press.
Murray, Rebecca. 2017. *Southern Libya Destabilized : The Case of Ubari*. Note d'information SANA. Genève : Small Arms Survey. Avril.
Nowak, Matthias et Andre Gsell. 2018. *Handmade and Deadly : Craft Production of Small Arms in Nigeria*. Note d'information. Genève : Small Arms Survey. Juin.
NPC (National Population Commission of the Federal Republic of Nigeria). 2014. *Nigeria : Demographic and Health Survey 2013*.
Ogbonnaya, Maurice. 2020. « How Illegal Mining is Driving Local Conflicts in Nigeria. » Institut d'études de sécurité. 16 juin.
OIM (Organisation internationale pour les migrations). 2021. *Libya : Circular Migrations to Libya*. 25 mai.
ONU Femmes. 2019. *Gender Equality and Violent Extremism : A Research Agenda for Libya*. Document académique. Melbourne : ONU Femmes. Novembre.
PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2017a. *Sur les chemins de l'extrémisme violent en Afrique : moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs*. New York: PNUD.
—. 2017b. *Violent Extremism in Sudan : An Evidence-Based Study*.
—. 2020. « Global Human Development Indicators. »
—. 2021. *Prevention of Violent Extremism in Libya : Preliminary Assessment*. Rapport non publié. Tripoli : PNUD.

PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement). n.d. « Pastoralism in Sudan. »
Policzer, Pablo. 2004. « Neither Terrorists nor Freedom Fighters. » Article présenté à la conférence de l'American Political Science Association, Chicago, 2–5 septembre.
Romanet Perroux, Jean-Louis. 2020. « Human Trafficking, Smuggling and Governance in Libya : Implications for Stability and Programming. » United States Agency for International Development (USAID) et National Opinion Research Center at the University of Chicago (NORC). Mars.
Sayigh, Yezid. 2021. « The Military Has Taken Power in Sudan and Dissolved Its Transitional Government. » *Reaction Shot.* Malcolm H. Kerr Carnegie Middle East Center. 26 octobre.
Small Arms Survey. 2018. Global Firearms Holdings Database. Genève : Small Arms Survey.
— et PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). 2021. « Survey of Violent Extremism Threats and Perceptions in the Southern Libya Borderlands. » Enquête menée en Libye, au Niger, au Nigeria, au Soudan et au Tchad de décembre 2020 à juillet 2021.
— et UA (Commission de l'Union africaine). 2019. *Weapons Compass : Mapping Illicit Small Arms Flows in Africa*. Rapport. Genève : Small Arms Survey. Janvier.
Sudanzoom. 2020. « تردي الوضع الصحي لمستشفى الطينة الريفي بشمال دارفور. » 30 mars.
de Tessières, Savannah. 2018. *À la croisée des conflits sahéliens : Insécurité, terrorisme et trafic d'armes au Niger*. Rapport. Genève : Small Arms Survey. Février.
Thiessen, Chuck. 2019. *Preventing Violent Extremism While Promoting Human Rights : Toward a Clarified UN Approach*. New York : International Peace Institute. 18 juillet.
Tilly, Charles. 2003. *The Politics of Collective Violence*. Cambridge : Cambridge University Press.
Tubiana, Jérôme et Marielle Debos. 2017. *Political Manipulation at Home, Military Intervention Abroad, Challenging times Ahead*. Peaceworks No. 136. Washington, DC : United State Institute of Peace (USIP).
— et Claudio Gramizzi. 2017. *Tubu Trouble : State and Statelessness in the Chad–Sudan–Libya Triangle*. Une publication conjointe des projets du Small Arms Survey Bilan en matière de sécurité humaine (HSBA) pour le Soudan et le Soudan du Sud et Évaluation de la sécurité en Afrique du Nord (SANA), et du Conflict Armament Research. Document de travail No. 43. Genève : Small Arms Survey. Juin.
— et Claudio Gramizzi. 2018. *Lost in Trans-Nation : Tubu and Other Armed Groups and Smugglers along Libya's Southern Border.* Une publication conjointe des projets HSBA et SANA du Small Arms Survey et du Conflict Armament Research. Rapport. Genève : Small Arms Survey. Décembre.
UNICRI (Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice). 2020. *Many Hands on an Elephant : What Enhances Community Resilience to Radicalization into Violent Extremism ?* Turin : UNICRI. Octobre.
Varvelli, Arturo et Karim Mezran. 2017. *Foreign Actors in Libya's Crisis*. Milan : Italian Institute for International Political Studies (ISPI). Juillet.
Warner, Jason, et al. 2021. *The Islamic State in Africa : The Emergence, Evolution, and Future of the Next Jihadist Battlefront.* Londres : Hurst Publishers. Décembre.
Watkinson, William. 2016. « Hundreds of Isis Jihadi Brides Sent for Combat Training in Libya after Promotion from "Wifely" Duties. » *International Business Times*. 19 avril.
Wehrey, Frederic. 2017. *Insecurity and Governance Challenges in Southern Libya*. Washington, DC : Carnegie Endowment for International Peace. 30 mars.
Zelin, Aaron Y. 2013. « Up to 11,000 Foreign Fighters in Syria ; Steep Rise among Western Europeans. » Washington Institute for Near East Policy. 17 décembre.
—. 2018. « The Others : Foreign Fighters in Libya. » The Washington Institute for Near East Policy. 16 janvier.

Annexe 1 : Structure du questionnaire de la recherche

Formulaire

Informations personnelles

Profil socioéconomique

Évaluation de la qualité de vie

- Statut économique
- Services de base
- Passeport, carte d'identité, statut électoral et voyages
- Identité

Les caractéristiques de la communauté

- La cohésion sociale
- La marginalisation communautaire
- La sécurité
- La gouvernance
- L'économie et le commerce
- Les femmes et les jeunes dans la communauté

Les armes légères et de petit calibre

- La communauté et les armes
- Le commerce des armes dans la région
- La détention d'armes à feu

Les liens entre la communauté et les groupes armés

- Les groupes armés dans la région
- Le recrutement

Perceptions, dispositions et valeurs personnelles susceptibles d'avoir des conséquences sur la lutte contre l'extrémisme violent ou la prévention de l'extrémisme violent

- Victimisation/conséquences personnelles des activités des groupes armés
- Mécontentement
- Image des groupes extrémistes violents et de leurs membres
- Valeurs

Évaluation de l'entretien

À propos du **Programme des Nations Unies pour le développement**

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est la principale agence des Nations Unies en matière de lutte contre la pauvreté, contre les inégalités et contre le changement climatique. En collaboration avec un vaste réseau d'expert·e·s et de partenaires basés dans 170 pays, le PNUD aide les pays à concevoir des solutions multidisciplinaires et durables en faveur de la population et de la planète. Le projet régional du PNUD baptisé « Prévenir l'extrémisme violent (PVE) en Afrique » – une initiative conjointe des bureaux régionaux pour l'Afrique et les États arabes – a pour ambition de contribuer au développement des pays du continent africain en leur permettant de lutter plus efficacement contre les problèmes auxquels ils se heurtent et en démultipliant les effets positifs des mesures prises pour atteindre les priorités et aspirations définies par l'Union africaine et les autres entités régionales.

Pour plus d'informations : africa.undp.org et arabstates.undp.org.

À propos du **Small Arms Survey**

Le Small Arms Survey est un centre d'excellence mondial auquel a été confié le mandat de produire des connaissances sur tous les sujets relatifs aux armes légères et la violence armée, connaissances qui doivent être impartiales, factuelles et utiles à l'élaboration des politiques. Il est la principale source internationale d'expertise, d'informations et d'analyses sur les questions relatives aux armes légères et à la violence armée et joue le rôle d'un centre de documentation pour les gouvernements, les décideur·e·s politiques, les chercheur·e·s et la société civile. Le Small Arms Survey est un programme de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, en Suisse.

Les chercheurs qui ont travaillé à l'élaboration de ce rapport ont pu compter sur l'appui des experts du projet Évaluation de la sécurité en Afrique du Nord (SANA) du Small Arms Survey – qui œuvre à la création d'un environnement plus sûr en Afrique du Nord et dans la région du Sahel-Sahara – ainsi que sur leur réseau.

Pour plus d'informations : www.smallarmssurvey.org ou www.smallarmssurvey.org/sana.

Small Arms Survey
Maison de la Paix, Chemin Eugène-Rigot 2E, 1202 Genève, Suisse
t +41 22 908 5777 **e** info@smallarmssurvey.org

Un rapport publié conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement et le Small Arms Survey, grâce au soutien des gouvernements néerlandais et suédois